

MENS

Revue d'histoire intellectuelle et culturelle



Olivier Dard

*Robert Rumilly, passeur des
droites nationalistes entre la
France et le Canada français*

Guy Gaudreau

*L'évolution des sciences au
Canada français examinée
à partir de la mycologie*

Mathieu Noël

*Un réseau indépendantiste
dans le Québec des
années 1930*

MENS

Revue d'histoire intellectuelle et culturelle

DIRECTEUR

Harold Bérubé, Université de Sherbrooke



COMITÉ DE RÉDACTION

Damien-Claude Bélanger, Université d'Ottawa (comptes rendus)

Joel Belliveau, Université Laurentienne

Michel Bock, Université d'Ottawa

Nova Doyon, Université Laval (webmestre)

Michel Ducharme, University of British Columbia

Martine-Emmanuelle Lapointe, Université de Montréal (secrétaire de rédaction)



COMITÉ CONSULTATIF

Gérard Bouchard, Université du Québec à Chicoutimi

Linda Cardinal, Université d'Ottawa

Kevin J. Christiano, University of Notre Dame

Ramsay Cook, Dictionnaire biographique du Canada

Sylvie Lacombe, Université Laval

Yvan Lamonde, Université McGill

Guy Laperrrière, Université de Sherbrooke

Jocelyn Létourneau, Université Laval

Roberto Perin, York University

Allan Smith, University of British Columbia

Joseph Yvon Thériault, Université du Québec à Montréal

Mise en pages : Monique P.-Légaré

Révision linguistique : Josée Therrien

Révision des épreuves : Colette Michaud, CRCCF



PARTENAIRES



uOttawa

Centre de recherche en
civilisation canadienne-française

Mens : revue d'histoire intellectuelle et culturelle est une revue semestrielle dont les numéros paraissent les printemps et automne de chaque année. Les textes publiés dans *Mens* n'engagent que leurs auteurs. Toutes les demandes de reproduction doivent être acheminées à Copibec : 514 288-1664 / 1-800-717-2022 / licences@copibec.qc.ca. Pour tout renseignement concernant les modalités d'abonnement, se reporter à la dernière page. On peut nous joindre à l'adresse suivante :

Revue *MENS*

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

Université d'Ottawa, Pavillon Morisset

65, rue Université, pièce 040, Ottawa (On) K1N 6N5

Téléphone : 613 562-5800, poste 4007 • Télécopieur : 613 562-5143
redaction@revuemens.ca • www.revuemens.ca

ISSN : 1492-8647

TABLE DES MATIÈRES

Présentation.....	5
--------------------------	----------

Articles

Robert Rumilly, passeur des droites nationalistes entre la France et le Canada français <i>Olivier Dard.....</i>	<i>7</i>
--	----------

L'évolution des sciences au Canada français examinée à partir de la mycologie <i>Guy Gaudreau.....</i>	<i>37</i>
--	-----------

Un réseau indépendantiste dans le Québec des années 1930 <i>Mathieu Noël.....</i>	<i>69</i>
---	-----------

Comptes rendus

Ronald Rudin. <i>Remembering and Forgetting in Acadie: A Historian's Journey Through Public Memory</i> <i>(Joel Belliveau).....</i>	<i>99</i>
--	-----------

Olivier Dard et Michel Grunewald (dir.). <i>Charles Maurras et l'étranger – L'étranger et Charles Maurras</i> <i>(Patrick Dionne)</i>	<i>105</i>
--	------------

Éric Bédard. <i>Les Réformistes : une génération canadienne- française au milieu du XIX^e siècle</i> <i>(Patrice Groulx).....</i>	<i>110</i>
--	------------

Mario Cardinal. <i>Pourquoi j'ai fondé Le Devoir : Henri Bourassa et son temps</i> Henri Bourassa. <i>Fais ce que dois : 60 éditoriaux pour comprendre Le Devoir sous Henri Bourassa (1910-1932)</i> (Sylvie Lacombe)	116
Sean Mills. <i>The Empire Within: Postcolonial Thought and Political Activism in Sixties Montreal</i> (Mathieu Lavigne).....	120
Georges Nicholson. <i>André Mathieu : biographie</i> (Marie-Thérèse Lefebvre).....	124
Gillian Poulter. <i>Becoming Native in a Foreign Land: Sport, Visual Culture and Identity in Montreal, 1840-85</i> (Gillian I. Leitch).....	128
Antoine Boisclair. <i>L'École du regard : poésie et peinture chez Saint-Denys Garneau, Roland Giguère et Robert Melançon</i> (France St-Jean).....	133

Présentation

La présente livraison de *Mens* regroupe des articles qui attestent la richesse et la diversité des études en histoire intellectuelle. Bien que consacrés à des sujets fort différents, les trois articles partagent des objectifs communs, soit ceux de sortir des sentiers battus, de rompre avec certaines idées reçues et, surtout, de redonner la parole à des acteurs parfois méconnus de l'histoire du Canada français.

Dans le premier article de ce numéro, Olivier Dard aborde le parcours intellectuel de Robert Rumilly, considéré comme un important passeur des droites nationalistes entre la France et le Canada français. Certes, largement inspirée du maurrassisme, la pensée de Rumilly se constitue également d'emprunts à diverses publications françaises associées à la droite politique, de *La Nation française* aux *Écrits de Paris*. M. Dard analyse attentivement l'empreinte laissée par les catégories d'analyse hexagonales sur les *Cahiers* de Rumilly. Son étude permet ainsi de déborder le seul contexte du maurrassisme et de situer la pensée de Rumilly dans un vaste horizon intellectuel. Dans un premier temps, l'auteur propose un bilan de la relation entre le maurrassisme et le Canada français; il s'intéresse ensuite aux articles que Rumilly a consacrés aux lendemains du pétainisme; enfin, il étudie le recyclage de schèmes interprétatifs français dans les *Cahiers* antigauchistes des années 1950.

Dans « L'évolution des sciences au Canada français examinée à partir de la mycologie », Guy Gaudreau s'inspire d'un cas singulier – soit la fondation des premiers clubs de mycologie dans les années 1950 – pour revisiter les parcours de scientifiques importants du Canada français. M. Gaudreau s'attache, d'une part, à l'œuvre du frère Marie-Victorin et à l'influence de sa communauté religieuse, les Frères des écoles chrétiennes, sur la diffusion des savoirs scientifiques auprès du public. D'autre part, il porte une attention particulière au rôle que joua René Pomerleau au sein du Cercle des mycologues amateurs de Montréal. Au fil de ses analyses, l'auteur revisite l'histoire

de plusieurs institutions et associations canadiennes-françaises, dont le Jardin botanique de Montréal et l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS).

Dans le troisième article du numéro, Mathieu Noël remonte aux sources de l'indépendantisme canadien-français en s'intéressant aux groupes de jeunes nationalistes des années 1930 tels que Jeune-Canada, les Jeunesses patriotes et les collaborateurs de *Vivre* et de *La Nation*. Au sein de ces groupes de jeunes se crée un réseau indépendantiste qui vise la création d'un État francophone en Amérique du Nord. L'étude de M. Noël montre bien comment l'idée d'indépendance, qui avait su attirer plusieurs adeptes au début des années 1930, connaît un rapide déclin. Faute de donner lieu à un véritable mouvement social, le réseau indépendantiste s'étiole avant de renaître vers la fin des années 1950.

Au moment où nous bouclions ce numéro, nous avons appris avec plaisir que Michel Ducharme, membre du comité de rédaction de *Mens* depuis plusieurs années, a obtenu le prix Sir-John-A.-McDonald pour son ouvrage *Le concept de liberté au Canada à l'époque des Révolutions atlantiques (1776-1838)*. Nous tenons à lui adresser nos plus sincères félicitations.

Martine-Emmanuelle Lapointe
Pour l'équipe de Mens

Articles

Robert Rumilly, passeur des droites nationalistes entre la France et le Canada français

Olivier Dard

UFR sciences humaines et arts
Université Paul Verlaine – Metz

Résumé

Cet article s'attache à Robert Rumilly et à ses fonctions de passeur des droites nationalistes entre la France et le Canada français. Français marqué originellement par le maurrassisme et arrivé au Canada en 1928 pour en prendre la nationalité en 1934, Rumilly n'est jamais retourné en France. Le propos s'articule chronologiquement en trois étapes. Dans un premier temps, il s'agit d'analyser la relation entre Rumilly, le maurrassisme et le Canada français. L'article s'intéresse ensuite à l'épuration que ce pétainiste convaincu dénonce vivement au Canada en recyclant des thématiques venues de France. Ce recyclage s'accompagne, dans un troisième temps, d'un placage et d'une réinterprétation lorsque Rumilly stigmatise, sous le nom d'« infiltration gauchiste », l'emprise des « catholiques de gauche » et la subversion à l'œuvre au Canada.

Abstract

This article focuses on Robert Rumilly and on his role as a transmitter between the right-wing nationalisms of France and French Canada. Born

Mens, vol. XI, n° 2 (printemps 2011)

in France, Rumilly was strongly influenced by the thought of Charles Maurras. He immigrated to Canada in 1928, became a naturalised citizen in 1934, and would never again return to France. The present article will be elaborated chronologically and in three stages. Firstly, the relationship between Rumilly, maurrassism and French Canada will be examined. His denunciation of the purge that followed the collapse of the Vichy regime will then be analysed. Rumilly, a convinced Petainist, recycled French themes on the épuration in his Canadian writing. Finally, his Canadian crusade against “left-wing infiltration,” subversion, and the influence of “left-wing Catholics” will be examined. In this postwar campaign, Rumilly’s long-standing tendency to recycle French themes in his writing was accompanied by a corresponding tendency to reinterpret Canadian events in light of right-wing French anxieties and to overlay French concerns on Canadian issues.

L’influence du nationalisme français au Canada français a fait l’objet de différents travaux avec, en toile de fond, la question, controversée, de la réception et des usages du maurrassisme¹ ou encore celle des traces du régime de Vichy, marquée par certains dossiers retentissants (affaire Bernonville²). Robert Rumilly (1897-1983), sur lequel une biographie a récemment été publiée³, est au cœur de ce dossier. Notre

¹ On mentionnera en particulier Catherine Pomeyrols, « Les intellectuels nationalistes québécois et la condamnation de l’Action française », *Vingtième siècle : revue d’histoire*, n° 73 (janvier-mars 2002), p. 83-98 ; Pierre Trépanier, « Le maurrassisme au Canada français », *Les Cahiers des Dix*, n° 53 (1999), p. 167-233 ; Olivier Dard, « De la rue de Rome au Canada français : influences ou transferts ? », *Mens : revue d’histoire intellectuelle de l’Amérique française*, vol. VIII, n° 1 (automne 2007), p. 7-66 ; E.-Martin Meunier, « Sur la présumée filiation Groulx / Maurras : contexte politique, enjeu national et écriture de l’histoire », dans Olivier Dard et Michel Grunewald (dir.), *Charles Maurras et l’étranger – L’étranger et Charles Maurras*, Berne, PIE Peter Lang, 2009, p. 117-134 ; Michel Bock, « L’influence du maurrassisme au Canada français : retour sur le cas de Lionel Groulx », *Ibid.*, p. 135-152.

² Sur ce point, Yves Lavertu, *L’affaire Bernonville : le Québec face à Pétain et à la collaboration (1948-1951)*, Montréal, VLB éditeur, 1994.

³ Jean-François Nadeau, *Robert Rumilly, l’homme de Duplessis*, Montréal, Lux éditeur, 2009.

contribution met en lumière les fonctions de passeur et de relais de Robert Rumilly entre le Canada français et la France. Arrivé au Canada en 1928, il en a obtenu la nationalité en 1934 et n'est jamais retourné en France par la suite. Il a fait du Canada sa patrie et s'y est fait un nom, en particulier comme publiciste et comme historien. Pourtant, sur les plans intellectuel et politique, les liens n'ont jamais été rompus avec la France. Durant l'entre-deux-guerres, Rumilly y a publié. Il y a même gagné une petite notoriété si l'on en juge par ses contacts (René Doumic, Henry Bordeaux), le renom de ses éditeurs (Flammarion) et la réception de certaines de ses œuvres. Il y a plus. Son adhésion à l'Action française et notamment à ses troupes de choc, les Camelots du Roi, est revendiquée par Rumilly, qui a souligné l'empreinte de cet engagement et de cette école de pensée sur son itinéraire et ses idées politiques⁴. Jean-François Nadeau a repris cette idée à son compte en considérant que « pour Rumilly, les règles du jeu social, les valeurs, les idées et le projet de société à affirmer sont le corollaire de son idéologie, celle qu'affirme Maurras⁵ ». Que Rumilly ait été maurrassien est incontestable, mais une fois la chose dite, les difficultés commencent. Le maurrassisme en effet, s'il possède un noyau doctrinal bien défini, est en même temps divers. Il repose sur des motivations différentes selon les acteurs ou les moments : l'importance propre du facteur politique ne doit pas masquer celle du déterminant religieux, notamment avant 1926 (d'Henri Massis à Jean de Fabrègues), et encore esthétique (Pierre Lasserre). Par ailleurs, le maurrassisme évolue et se reconfigure au gré de la chronologie (Première Guerre mondiale, condamnation de 1926, second conflit mondial), sans compter les crises et les dissidences (Georges Valois, Louis Dimier, Georges Bernanos) qui affectent l'histoire de l'Action française. Toutes ces questions doivent être posées dans le cas de Robert Rumilly.

⁴ *Ibid.*, p. 62-63.

⁵ *Ibid.*, p. 64.

Si le maurrassisme constitue chez Rumilly un ancrage originel, il ne saurait être considéré comme exclusif, en particulier pour comprendre son itinéraire et ses idées après 1945. Dans sa relation à la France, Rumilly se nourrit, en effet, d'autres sources doctrinales que le maurrassisme. Il n'en suit d'ailleurs pas les évolutions, les interrogations et les projets d'*aggiornamento* portés notamment par Pierre Boutang et sa revue *La Nation française* (1955-1967). Il se nourrit, en revanche, de la lecture d'autres publications de l'extrême droite hexagonale, en particulier les *Écrits de Paris*, principale revue des épurés⁶. Si cette publication compte quelques anciens maurrassiens parmi ses nombreux contributeurs et consacre différents articles à Maurras, elle ne peut néanmoins être considérée comme maurrassienne. Davantage qu'elles ne l'informent sur la France, ces lectures fournissent à Rumilly des grilles interprétatives qu'il transpose et recycle à destination du Canada français. C'est le cas dès l'immédiat après-guerre avec sa brochure de 1949 intitulée *La vérité sur la Résistance et l'Épuration en France*. Le processus s'opère à une plus grande échelle lorsqu'il se met à publier ses célèbres *Cahiers* à partir de 1956. S'il mentionne rarement ses sources françaises, une lecture attentive des textes laisse apparaître le poids de leur influence. Robert Rumilly reprend ainsi à son compte des modes de pensée et des catégories d'analyse hexagonaux pour dénoncer les « gauchistes » canadiens-français, fort de la conviction d'une homologie entre les situations française et canadienne-française. Ainsi, avec un léger décalage chronologique, s'agit-il pour lui de transposer les termes d'une controverse politico-religieuse qui se joue de l'autre côté de l'Atlantique entre les « catholiques de gauche » et les catholiques conservateurs et traditionalistes. Fort d'un cadre interprétatif, Rumilly possède un atout de poids au début de ses campagnes, mais cet avantage, manifeste à l'époque de sa brochure sur *L'infiltration gauchiste au Canada français*

⁶ Les épurés désignent les personnes mises en cause au lendemain du second conflit mondial pour leur attitude vis-à-vis de l'Allemagne durant les années de l'Occupation.

(1956) est de courte durée tant il apparaît que les situations ne sont pas homologues et qu'il aurait fallu, pour rendre son discours davantage crédible, opérer un véritable effort de traduction à destination du Canada français. Familier aux lecteurs français des années 1950 et 1960, le discours sur la subversion, porté sur fond de guerres d'Indochine et d'Algérie dans des milieux aussi bien politiques que militaires ou religieux⁷, l'est sans doute moins aux Canadiens français qui l'ont reçu, même si le maccarthysme a pu les y préparer. Quant aux Français qui auraient pu être friands de ce type de prose, ils n'ont visiblement pas lu ces textes de Rumilly, dont aucune réception de cette partie de son œuvre ne semble attestée.

Trois étapes guideront cet article. Dans un premier temps, il s'agira de dresser un bilan de la relation entre Robert Rumilly, le maurrassisme et le Canada français. Puis, nous nous attacherons à l'action entreprise par Rumilly pour la défense du maréchal Pétain et des collaborateurs, action que nous analyserons à partir de la relation que Rumilly a tentée de nouer avec les défenseurs français des épurés. Enfin, nous étudierons comment Rumilly à partir du milieu des années 1950 s'emploie à transposer et à recycler au Canada français des analyses et des schémas interprétatifs tirés de ses lectures françaises en vue de discréditer le « gauchisme ».

Robert Rumilly, le maurrassisme et le Canada français

C'est en interrogeant Donatien Frémont (journaliste au *Patriote de l'Ouest*, où il est entré en 1916, et surtout à *La Liberté* de Winnipeg depuis 1923⁸) que Rumilly raconte, dans une sorte de jeu de miroir, son premier contact politique avec le Canada français. Frémont relate ainsi son itinéraire politique en France et son arrivée à Montréal. Après s'être dit marqué par les « persécutions religieuses » du début du xx^e siècle en France et avoir rappelé son militantisme à la Ligue

⁷ François Cochet et Olivier Dard (dir.), *Subversion, anti-subversion, contre-subversion*, Paris, Riveneuve éditions, 2010.

⁸ Robert Rumilly, *Chefs de file*, Montréal, Les Éditions du Zodiaque, 1934, p. 116.

de la Patrie française et sa lecture, à Nantes, du *Nationaliste*, il évoque son arrivée sur les bords du Saint-Laurent : « À Montréal, la première chose que je vois dans une vitrine, c'est un journal canadien intitulé *Le Nationaliste*⁹, et qui adaptait au Canada français des idées très voisines de celles que j'avais servies en France. Alors, j'étais dans une ambiance familière ; je me suis tout de suite senti à l'aise. J'attribue à cela ma rapidité d'assimilation¹⁰. » Le récit de Rumilly reprend la trame de celui de Frémont : « J'ai eu un peu la même expérience. Un peu plus jeune que vous, j'ai adhéré de tout mon cœur non pas à la Patrie française, qui était dissoute depuis plusieurs années, mais à l'Action française. Je lui dois une bonne part, et sans doute la meilleure, de ma formation intellectuelle et morale. Et arrivé à Montréal, je vois sur une boutique de la rue Saint-Denis cette enseigne : l'Action française. Je suis entré, et c'est ainsi que j'ai pris mes premiers contacts avec mes camarades de lettres canadiens¹¹. »

L'engagement nationaliste n'est pas le seul point commun revendiqué par les deux hommes. Ils se lancent dans des activités comparables où l'histoire a joué un rôle essentiel. Frémont s'en explique : « En France, j'aurais sans doute fait de la critique : je n'aurais pas été attiré par l'histoire. Mais ici, l'histoire est si riche, si pleine d'enseignements, si utile comme base du patriotisme. Faire de la littérature pure, au Canada, cela se concevrait pour un grand talent. À défaut de cela, il faut avec son petit bout de talent tâcher de servir. » Rumilly fait chorus : « Nous sommes dans le même cas ; puisque le même raisonnement m'a fait adopter la même ligne de conduite¹². » Une « ligne de conduite » qui traduit un constat et un regard porté sur le Canada français : l'histoire y est considérée comme une forme de

⁹ Il s'agit d'un hebdomadaire, organe né en 1904 et qui est l'expression de la Ligue nationaliste lancée en 1903 par de jeunes disciples d'Henri Bourassa (Pascale Ryan, *Penser la nation : la Ligue d'Action nationale 1917-1960*, Montréal, Leméac éditeur, 2006, p. 26).

¹⁰ Rumilly, *Chefs de file*, p. 114-115.

¹¹ *Ibid.*, p. 115-116.

¹² *Ibid.*, p. 120.

ressourcement et le pays comme une France qui n'aurait pas été souillée et où tout serait possible.

Si, comme Frémont, Rumilly appartient au nationalisme français, il est assurément un homme d'Action française. L'empreinte de l'Action française se révèle chez Rumilly à travers de multiples indices qui peuvent s'articuler autour de différents niveaux : politico-littéraire (il parle de Léon Daudet comme « un de [s]es maîtres¹³ » et esthétique (il professe un antiromantisme tout à fait dans la doxa qui, comme Maurras au surplus, ne l'empêche pas d'admirer Lamartine)¹⁴. Ce maurrassisme, Rumilly l'a revendiqué, et Jean-François Nadeau a utilisé de ce fait les conférences prononcées par Rumilly au Canada français pour en souligner l'importance. Nous versions au débat, pour mieux en cerner les contours, une source essentielle, à savoir une lettre de Robert Rumilly à Maurras, datée du 14 juillet 1937¹⁵ et reproduite ici dans sa quasi-intégralité :

Mon cher Maître,

Je reçois *l'Action française* du 2, avec votre article sur le Congrès de Québec et sur mon livre sur Marguerite Bourgeoys. [Après les remerciements d'usage, Rumilly enchaîne :]

Quant à votre serviteur, je vous demande la permission après cette introduction (par votre générosité, magistrale) de me présenter un peu, et vous allez voir pourquoi.

Je suis Action française et maurrassien jusqu'à la moelle des os. Lycéen d'Action française à Buffon, avec mon cher ami Marc Dejean de la Bâtie (tué à la guerre), puis à Louis le Grand (prix de philo à ce lycée, Malapert *regnante*), étudiant d'AF, ligueur du xvi^e avec notre ami Baguenier-Désormeaux. Le trésor de ma bibliothèque est un exemplaire de *Romantisme et Révolution* ainsi dédié : « À monsieur Robert Rumilly, en souvenir des nuits de

¹³ *Ibid.*, p. 32.

¹⁴ Nadeau, *Robert Rumilly, l'homme de Duplessis*, p. 75-78.

¹⁵ Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales (CARAN), 576 AP 62, 2 p. dactylographiées.

garde passées à l'imprimerie d'Action française ». Fils d'officier – et d'une famille toute militaire – mon oncle Vayssière a commandé la garde républicaine –, j'ai fait de belles études prometteuses, j'ai fait la guerre et j'en suis sorti avec des galons et, ma foi, de belles citations de fantassin (classe 17). Ayant perdu mon père de bonne heure (commandant Rumilly, ancien élève de choix de Foch, mort empoisonné au Tonkin en 1910), j'aurais été tenté par l'anarchie intellectuelle à quoi l'on nous conviait (j'étais boursier de l'État) si je n'avais adopté le maître Maurras et les doctrines – les doctrines d'AF – auxquels je dois, après mes parents, à peu près tout.

J'ai vécu intensément, et vous savez ce que cela veut dire, toutes les heures de l'Action française. Mais j'en ai eu assez d'aller toujours aux enterrements des nôtres (et le dernier mon camarade Marcel Langlois tué depuis mon départ) et jamais aux enterrements des adversaires. Trop de choses et trop de gens m'ont dégoûté. Malgré vous, malgré vos consignes, j'ai désespéré de jamais voir dans mon pays, dans ma classe sociale, le redressement pour lequel nous avons travaillé. Si j'avais prévu seulement le 6 février, je serais resté. Mais j'ai fini par partir dégoûté de la vieille France pour la nouvelle France.

À quelque chose, malheur est bon. À mon rang, avec mes petits moyens, je me suis livré ici à une œuvre française et je dois vous l'écrire, puisque je le crois, avec plus de confiance dans le succès final que je n'en avais en France même.

C'est moi qui ai conseillé au vaillant *TRAVAILLEUR* de Worcester d'entrer en relations avec vous. Je suis d'AF. Ne le cache jamais. J'en parle librement chez mes amis les Pères du Saint Esprit, chez mes amis les pères oblats, chez mes amis les pères dominicains. J'ai donné des conférences sur vous à Montréal.

Cinq remarques ressortent à la lecture de ce texte.

La première est que Maurras et Rumilly ne sont pas personnellement liés alors que le « Maître » connaît nombre d'étudiants d'AF (sans parler des vedettes comme Robert Brasillach ou Thierry Maulnier). On rappellera ici que le nom de Robert Rumilly est absent des ouvrages de référence sur l'Action française, comme des principaux

récits de souvenirs (Dimier, Massis, Valois, etc.) et des *Cahiers Charles Maurras* qui ont pourtant sollicité durant les années 1960 des témoignages d'étrangers.

Le courrier de Rumilly illustre l'ancienneté de son engagement – lycéen d'AF (catégorie choyée par Maurras avant 1914) – et balaie les digressions de Jean-François Nadeau sur les supposés tâtonnements de Rumilly qui, selon lui, « n'est pas conquis d'emblée par l'Action française¹⁶ » et aurait même eu une tentation anarchiste. Parlons net : Rumilly n'a pas eu l'itinéraire de Valois et de ses disciples et n'a pas fréquenté les milieux du cercle Proudhon.

On relève encore que Rumilly est un militant engagé mais un militant de base de l'AF, qui participe de ce fait à une des tâches classiques : la garde de l'imprimerie. Il a participé à nombre d'actions militantes, mais son seul fait d'éclat connu et célébré par lui est la mise sur pied d'un chahut à l'occasion de l'élection manquée de Maurras à l'Académie française contre Célestin Jonnart en 1923¹⁷. Rumilly l'a largement raconté et a même fait encadrer dans son salon la caricature de Sennep parue le lendemain dans *l'Action française*. Le fait est authentique, mais sa portée doit être relativisée : l'année 1923 est dominée à l'AF par l'assassinat de Marius Plateau (secrétaire général des Camelots du Roi) et la mort controversée de Philippe Daudet. De fait, le coup d'éclat de Rumilly est absent des travaux sur Maurras (y compris de la biographie de Stéphane Giocanti) et surtout de *l'Almanach d'Action française* de 1924, qui s'étend en revanche largement sur l'assassinat de Plateau et donne à voir, photos à l'appui, le saccage de *l'Ère nouvelle* et de *l'Œuvre*. Si l'on cherche des occurrences sur Rumilly dans l'orbite maurrassienne, elles sont bien rares. On notera que Rumilly a publié en 1932, dans la *Revue universelle* et sous la rubrique « La vie à l'étranger », une chronique sur « Les survivances françaises en Amérique du Nord¹⁸ ». Informatif,

¹⁶ Nadeau, *Robert Rumilly, l'homme de Duplessis*, p. 58.

¹⁷ Stéphane Giocanti, *Maurras : le chaos et l'ordre*, Paris, Flammarion, 2006, p. 285.

¹⁸ *Revue universelle*, 15 décembre 1932, p. 734-741.

ce texte ne donne guère à penser que Rumilly est un ancien de la rue de Rome. On ajoutera même que Rumilly est moins favorisé dans la revue de Jacques Bainville que dans la *Revue des deux mondes* de René Doumic, qui lui ouvre ses colonnes pour un article complet sur sir Wilfrid Laurier¹⁹. Si l'on ajoute que son ouvrage sur Papineau est publié chez Flammarion en 1934, on peut considérer que, vu de France au milieu des années 1930, beaucoup plus qu'un maurrassien français installé outre-Atlantique qui proposerait à ses homologues français une analyse idéologiquement typée du Canada, Rumilly incarne par ses écrits une figure de publiciste dont les essais biographiques permettent à ses lecteurs hexagonaux de se familiariser avec l'histoire du Canada français.

En quatrième lieu, soulignons une faute qui échappe à Rumilly mais qui donne la mesure, malgré la revendication de son maurrassisme, de son éloignement des milieux de l'Action française. Il explique ainsi à Maurras les raisons de son retrait : les morts non vengés... et revient sur le 6 février. En fait, sans vouloir sans doute blesser son « Maître » mais en ne mesurant pas bien la portée de son propos pour le destinataire, Rumilly reprend à son compte le procès fait par des dissidents de l'AF (d'Henri Martin²⁰ aux futures imprécations de Lucien Rebatet dans les *Décombres* sur son « inaction »²¹), des années 1920 au 6 février 1934, malgré la violence verbale et écrite. Maurras, Daudet ou

¹⁹ « Un "premier" de race française, au Canada : Sir Wilfrid Laurier », *Revue des deux mondes*, 1^{er} octobre 1931, p. 570-591.

²⁰ Il s'agit du docteur Martin que l'on retrouve, quelques années plus tard, dans la Cagoule.

²¹ Lucien Rebatet, critique de cinéma en vue et journaliste politique engagé, passé du maurrassisme au fascisme et à l'ultra collaboration à l'instar de nombre de ses amis de l'hebdomadaire *Je suis partout*, a réglé ses comptes avec l'Action française dans son pamphlet autobiographique *Les décombres* paru en 1942 chez Denoël et qui fut le succès éditorial majeur de l'Occupation. Dans un chapitre intitulé « Au sein de l'inaction française », Rebatet fustige durement l'impuissance politique de l'Action française qui, selon lui, aurait stérilisé bien des énergies militantes. Rappelant l'assassinat de Marius Plateau, il relève : « Elle effrayait la République. Mais elle avait commencé à la rassurer en laissant tuer ses hommes sans riposter » (p. 112-113).

Maurice Pujo (le patron des Camelots du Roi) ont déjà répondu longuement sur ce point et raillé, à l'instar de ce dernier, « certains royalistes » qui « voudraient [...] changer de route » et voient l'Action française comme un « canapé de doctrinaires²² ».

En cinquième lieu, le texte donne la mesure de la place du Canada français dans la vision de Rumilly : mener un combat similaire sous d'autres cieux... en considérant que l'Amérique française est une France idéalisée où tout serait possible car rien n'aurait été détruit : pour parler en langage maurassien, un « pays réel » pas trop abîmé par le « pays légal ». Ainsi, Robert Rumilly a-t-il décrit sir Wilfrid Laurier comme « le type d'homme le plus parfait produit par la race française en Amérique²³ ». Cette Amérique, Rumilly l'a arpentée de Boston à Saint-Boniface. Il consacre d'ailleurs à une figure franco-américaine importante, Elphège Daignault, l'un des portraits de ses « chefs de file ». L'homme est né aux États-Unis et est une personnalité majeure de la ville de Woonsocket (elle compte alors 50 000 habitants) surnommée la « Québec de la Nouvelle-Angleterre ». Rumilly présente complaisamment sa démarche : « Nous sommes aux États-Unis les continuateurs et les propagateurs de l'idéal catholique et français. Et nous croyons enrichir ainsi la vie nationale, la civilisation américaine en voie de formation²⁴. » Rumilly tient surtout à témoigner et à se ressourcer : « Nous avons vu, de nos yeux vu, des réunions de franco-américains [*sic*] où l'entrain, l'enthousiasme, l'atmosphère française passaient tout ce qu'on imagine. Au banquet du *Travailleur*, par exemple, nous nous sommes cru transporté dans une des vibrantes réunions parisiennes de l'Action française. Ici comme là, une pléiade intrépide se trouvait réunie autour d'un chef jouissant de la confiance unanime. »

En résumé, l'Action française a donné à Rumilly un bagage de références, une vision de la France et du monde. Elle lui fournit aussi

²² Maurice Pujo, « Le chemin de la victoire », discours prononcé au banquet des étudiants d'Action française, *Almanach de l'Action française*, 1936, p. 134.

²³ « Un "premier" de race française, au Canada : Sir Wilfrid Laurier », p. 591.

²⁴ Rumilly, *Chefs de file*, p. 65.

un modèle en matière de propagande dont il tente de convaincre l'abbé Groulx en soulignant, auprès de lui, la nécessité de lancer une forme de *Revue universelle* à la canadienne et de ne pas s'en tenir à la seule *Action nationale*. Rumilly lui en souligne les limites et lui propose, sans le convaincre, une solution directement inspirée de l'exemple maurrassien :

À ce sujet [*Action nationale*], j'aurais pour ma part souhaité une revue qui tout en cherchant à répandre une doctrine n'en eût pas fait l'objet unique de ses articles. Quelque chose comme la *Revue universelle* de Jacques Bainville et d'Henri Massis. On n'y perd pas une occasion de prêcher la bonne parole, mais les lecteurs y trouvent aussi une grande variété d'articles : littérature, reportages, etc. On attire ainsi un plus grand public, des gens qui cherchent dans la lecture une détente. Et l'on fait de nouvelles recrues ; on fait acte de propagande. Alors qu'un organe purement patriotique ne touche que les partisans, les convaincus. Ainsi, l'on manque de communication avec le peuple²⁵.

Maurrassien déclaré, ambassadeur autoproclamé de l'Action française, Rumilly agit comme un électron libre. Il n'est mandaté par personne, et son importance dans l'histoire du maurrassisme doit être comprise à cette aune. Le maurrassisme de Rumilly est une construction personnelle et datée qui éclaire la première partie de son itinéraire. Par la suite, tout en restant dans le giron de ce qu'il est convenu d'appeler l'extrême droite, Rumilly renouvelle ses références et se coupe largement du maurrassisme et des maurrassiens après le second conflit mondial.

Rumilly, la France et l'épuration

Durant la guerre, Robert Rumilly est un pétainiste convaincu et le demeure par la suite en apportant son soutien au maréchal Pétain et à ses collaborateurs. Dès le début de 1945, il envisage de faire signer

²⁵ *Ibid.*, p. 127. Si la *Revue universelle* a un tirage important (8 000 ex.), elle ne touche pas le « peuple ». Quant au fait qu'on ne « perd pas une occasion de prêcher la bonne parole », les choses sont un peu plus compliquées.

et diffuser une protestation et s'en ouvre à Camillien Houde, qui hésite à lui donner sa signature pour son projet dénonçant « les exécutions, procès et condamnations que subit présentement une partie de l'élite française²⁶ ». Les opinions de Rumilly sur l'épuration sont publiées à la une de journaux, comme en atteste cette « lettre » parue dans *Vers demain* où il félicite son directeur pour un article intitulé « Pétain, martyr de la patrie ». Le diagnostic de Rumilly est sans appel : « De la juiverie à la maçonnerie en passant par l'Intelligence Service, toutes les forces qui s'acharnent contre Pétain, comme elles s'acharnent contre Franco, sont ennemies mortelles des traditions et des aspirations du Canada français. Ceux des nôtres qui y prêtent les mains sont des fous ou des traîtres²⁷. » Le maréchal Pétain n'est pas le seul objet de préoccupation de Rumilly, qui se soucie également du sort des collaborateurs réfugiés au Canada français.

Il n'est pas question de reprendre ici l'ensemble de cette affaire mais plutôt de montrer, en nous appuyant sur les archives de Rumilly, comment ce dernier articule son rapport à l'épuration, qui le replonge au cœur de polémiques franco-françaises²⁸. L'ambiguïté de sa situation ne lui échappe pas et il s'en explique dans une conférence publiée en brochure. Dès ses premiers mots, Rumilly prend les devants et souligne : « Je n'ai pas l'habitude et je n'ai pas l'intention de transporter ici des querelles françaises. Mais il s'est passé, il se passe encore des choses d'une épouvantable gravité que les propagandes et les censures officielles taisent, cachent et quelquefois nient [...]. » C'est pour briser ce mur du silence que Rumilly prend la parole, fort de se considérer « en communion profonde avec l'immense majorité des

²⁶ Lettre du 20 février 1945, Bibliothèque et Archives nationales du Québec – Centre de Montréal (à l'avenir BAnQ-M), Fonds Robert Rumilly, D 1/9.

²⁷ *Vers demain*, 15 août 1945, p. 1.

²⁸ Sur ces points, voir en particulier Peter Novick, *L'épuration française, 1944-1949*, Paris, Les Éditions Balland, 1985 ; Jean-Paul Cointet, *Expier Vichy : l'épuration en France (1943-1958)*, Éditions Perrin, 2008 ; Bénédicte Vergez-Chaignon, *Vichy en prison : les épurés à Fresnes à la libération*, Paris, Gallimard, 2006, et *Histoire de l'épuration*, Paris, Larousse, 2010.

Canadiens français, mes compatriotes, mes frères²⁹ ». La prose de Rumilly renvoie à une vision horrifiante de la résistance et en particulier des maquis tout comme de l'épuration. À dire vrai, elle n'est nullement originale eu égard à ce qui se publie alors en France du côté des épurés. On y retrouve en particulier des descriptions d'exécutions et de règlements de comptes, de procès bâclés, sans compter les chiffres fantaisistes des exécutions sommaires : pas plus que le parti communiste n'a compté 75 000 fusillés, il n'y a eu en France entre 80 000 et 100 000 exécutions sommaires. Ce qui est notable chez Rumilly, c'est la thèse générale qu'il propose. De même qu'il considère que la résistance a été l'affaire des communistes (il semble ignorer son pluralisme et même le fait que des maurrassiens – Daniel Cordier, Guillaumin de Bénouville, Rémy, etc. – y ont largement participé), il estime que l'épuration est « une vaste opération politique conduite par le parti communiste avec la complicité au moins tacite de pieux ministres comme Francisque Gay pour liquider les éléments de droite³⁰ » (ce qui revient à ignorer la part des gauches dans la collaboration, en particulier sous l'angle du collaborationnisme). On ne négligera nullement la dimension idéologique de la démarche de Rumilly. Son souci propagandiste est évident et il s'emploie à mettre en scène des affaires particulièrement sordides. Il entend frapper ses interlocuteurs et imprimer dans leur esprit des continuités entre, notamment, la répression anti-ecclésiastique conduite par les républicains espagnols et l'épuration, ce qui lui a valu d'être avantageusement cité dans une chronique diffusée le 22 février 1949 par la Radio nationale d'Espagne dans ses émissions internationales³¹. Il y a aussi beaucoup de méconnaissance chez Rumilly. Ce dernier travaille en effet de seconde main à partir de quelques organes de presse engagés

²⁹ Robert Rumilly, *La vérité sur la Résistance et l'Épuration en France*, 1949, p. 1. Il n'y a ni lieu de publication ni éditeur. La seule mention figurant à la fin de la brochure renvoie à l'adresse de Robert Rumilly, laissant à penser qu'il s'agit d'une brochure publiée à compte d'auteur.

³⁰ *Ibid.*, p. 10.

³¹ Pierre Desjardins, « L'intelligence canadienne », lettre du 24 septembre 1948, BAnQ-M, Fonds Robert Rumilly, D 1/11.

contre l'épuration, notamment *Paroles françaises* de l'ancien résistant André Mutter, *La France catholique* de Jean de Fabrègues ou des témoignages publiés, dont celui bien connu du chanoine Desgranges³². Conscient de ses limites, Rumilly souhaite aller plus loin et tente de nouer le contact avec les principales figures françaises de ce combat. La correspondance est ici instructive et montre qu'il a cherché à monter tout un réseau de défense franco-canadien qui serait passé par l'échange d'information, la diffusion de publications diverses et, surtout, la mise sur pied de conférences.

On retiendra en particulier les contacts ébauchés avec *Paroles françaises* au sujet de l'affaire Bernonville après que Jean-Marie Saint-Méran, son rédacteur en chef, eut pris attache avec Camillien Houde. La réponse du maire de Montréal est une excellente introduction pour Rumilly qu'il charge de « fournir les détails demandés » en ajoutant « affirmer que tout ce que Monsieur Rumilly vous fournira, sera d'une stricte exactitude. Je fais miennes les opinions qu'il pourra vous exprimer, au sujet de M. de Bernonville³³ ». Rumilly s'y emploie et cherche, en échange de renseignements, à en obtenir d'autres. Si *Paroles françaises* a publié un article, cité Rumilly et, surtout, par la suite fait état de ses conférences³⁴, la réponse du secrétariat de la rédaction de *Paroles françaises* est décevante : « Malgré notre désir de vous être agréable, nous ne pouvons vous fournir les coupures de journaux communistes que vous nous demandez, ces derniers ayant d'ailleurs fort peu parlé de l'affaire³⁵. » Dans d'autres cas, Rumilly a davantage de succès, et le député conservateur Joseph Denais lui a adressé une note de renseignements sur la carrière de Francisque Gay que Rumilly a reprise dans sa conférence précitée³⁶. Ajoutons encore

³² La brochure précitée de Rumilly est une compilation de coupures de presse que l'on retrouve dans ses archives.

³³ Lettre du 16 septembre 1948, BAnQ-M, Fonds Robert Rumilly, D 1/10.

³⁴ « L'affaire Bernonville », *Paroles françaises*, 17 septembre 1948. Voir aussi « Francisque Gay doit quitter le Canada ! », *Paroles françaises*, 5 décembre 1948, consacrant un long passage à la conférence de Rumilly, qui est aussi longuement cité.

³⁵ Lettre du 24 septembre 1948, BAnQ-M, Fonds Robert Rumilly, D 1/10.

³⁶ Lettre du 31 octobre 1948, BAnQ-M, Fonds Robert Rumilly, D 1/10.

que *L'Indépendance française* lui envoie quelques renseignements chiffrés³⁷ et a rendu compte de *La vérité sur la Résistance et l'Épuration en France*³⁸.

Le bilan, à lire Rumilly lui-même, est en demi-teinte. Remerciant Joseph Denais, il lui explique que « contrairement à [s]on habitude d'historien », il est « réduit à pinocher [s]a documentation à droite et à gauche parmi les textes déjà publiés³⁹ ». Rumilly s'ouvre davantage au jeune directeur d'*Aspects de la France et du Monde*, Pierre Boutang. On y retiendra d'abord ces propos de l'ancien « ligueur » sur la tentative de Boutang de redonner du lustre au maurrassisme : « J'admire à la fois le courage dont vous faites preuve en relevant le drapeau de l'Action française (vous avez l'espoir chevillé à l'âme!) et le résultat obtenu. *Aspects*, dans sa nouvelle formule, n'est pas indigne de *l'Action française*. Peut-être un peu uniformément sévère, de toilette et de ton. » L'essentiel de sa lettre n'est pas là, mais dans sa volonté d'obtenir de l'information. Il avoue être sur ce point « assez sevré », ajoutant : « Et les intéressés, de France, ne nous aident pas dans ce travail accompli pour eux. Je me suis adressé à plusieurs endroits sans grand succès. *Paroles françaises* répond peu à mes demandes. Il faudrait, d'une manière générale, nous envoyer des renseignements – des listes de faits sûrs – établissant les atrocités de la Libération, les iniquités de la “Justice”, le caractère communiste de toutes ces saloperies⁴⁰. » Suit une liste de questions précises auxquelles on ne sait si Boutang y a répondu (on peut en douter). Ce constat dressé par Rumilly vaut

³⁷ Lettre de la direction de *L'Indépendance française* à Rumilly, 12 novembre 1949, qui reprend le chiffre de 80 000 fusillés (BAnQ-M, Fonds Robert Rumilly, P 303 S2 SS 11).

³⁸ Robert Rumilly reçoit à ce sujet un courrier de J. Gravereau, maire adjoint de l'Hay-les-Roses, qui se propose de lui acheter cette brochure après en avoir lu « un compte rendu élogieux » dans *L'Indépendance française* paru la veille (BAnQ-M, Fonds Robert Rumilly, P 303 S2 SS 11). On sait également qu'une librairie parisienne à laquelle il avait envoyé 6 brochures lui en a commandé 12 par un courrier du 6 mars 1950, tandis que l'Union des industriels du Loiret lui en commande 100 (BAnQ-M, Fonds Robert Rumilly, P 303 S2 SS 11).

³⁹ Lettre du 17 novembre 1948, BAnQ-M, Fonds Robert Rumilly, P 303 S2 SS 11.

⁴⁰ Lettre non datée, BAnQ-M, Fonds Robert Rumilly, D 1/9.

aussi pour les tentatives auxquelles il a été associé dans le but de faire venir des conférenciers de renom au Canada français. À l'été 1949, les noms de Jacques Isorni (l'avocat de Brasillach et de Pétain) comme celui du chanoine Desgranges sont évoqués dans des échanges où sont impliqués René Malliavin (fondateur des *Écrits de Paris*), Louis Rougier (envoyé par Pétain en mission à Londres, antigauilliste farouche) et Robert Giacometti : la chose est jugée « impossible » pour le premier, « car il est divorcé », tandis que le second est « fatigué »⁴¹. L'année suivante, un contact noué directement entre Rumilly et le colonel Rémy n'a pas donné les résultats attendus⁴². Nous n'en connaissons pas les raisons, mais on peut se demander si certains courriers adressés à Rémy par des proches de Rumilly ne l'ont pas indisposé, comme celui envoyé par Philippe Hamel et qui fixait à Rémy une feuille de route peu compatible avec sa démarche de réconciliation entre Londoniens et Vichyssois⁴³ : « Si vous deviez venir au Canada pour faire l'apologie de Pétain et ignorer de Gaulle, ou mieux encore, le dénoncer, vous rendriez un service immense à la vérité et vous seriez accueilli avec enthousiasme⁴⁴. »

Rumilly, des « catholiques de gauche » à la subversion : placage et réinterprétation

De la publication de *L'infiltration gauchiste au Canada français* à *Quel monde !*, Rumilly inaugure une nouvelle phase de son itinéraire politico-intellectuel. Sans que le mot soit à l'origine directement prononcé, il est le pourfendeur de la subversion, une subversion de grande envergure qui attaquerait et démantèlerait une société pourtant saine, celle du Canada français. Pendant dix ans, à travers

⁴¹ Lettre du 13 août 1949 de Christian Wolf à Robert Giacometti, qui la transmet à Rumilly, BAnQ-M, Fonds Robert Rumilly, D 1/12.

⁴² Lettre du 21 août 1950 du colonel Rémy à Rumilly, BAnQ-M, Fonds Robert Rumilly, D 1/13.

⁴³ Voir en particulier Henry Rousso, *Le syndrome de Vichy, 1944-1998...*, Paris, Seuil, 1987, et Bénédicte Vergez-Chaignon, *Les vichysto-résistants de 1940 à nos jours*, Paris, Éditions Perrin, 2008.

⁴⁴ Lettre du 31 octobre 1948, BAnQ-M, Fonds Robert Rumilly, P 303 S6 SS, D 1/13.

une série de brochures, de conférences et d'interviews, il ressasse le thème. L'audience de ses propos est importante (10 000 exemplaires diffusés pour *L'infiltration gauchiste au Canada français*⁴⁵) même si elle a tendance à décliner au début des années 1960 (*Quel monde!* est imprimé à 4 050 exemplaires sur lesquels 1 880 ont été invendus et retournés)⁴⁶.

Ces différentes brochures de Rumilly sont construites sur le même modèle, à savoir une collection de citations tirées de la presse et visant à établir les méfaits du « gauchisme » au Canada français. Des quotidiens, à commencer par *Le Devoir*, Radio-Canada, des figures renommées, tant laïques qu'ecclésiastiques, sont particulièrement visés. C'est moins aux cibles désignées qu'à l'argumentation déployée et à ses origines que nous nous attacherons. La thèse de Rumilly est simple, martelée dans chacun de ses opuscules et souvent, à différentes reprises, au sein du même ouvrage : le « gauchisme » serait une importation française émanant des « catholiques de gauche » et tout particulièrement de la revue *Esprit*, dont *Cité libre* serait la « petite sœur ». Le lien pointé par Rumilly est réel, et l'historiographie récente l'a largement souligné⁴⁷. Ce qu'il faut cependant mettre en lumière, c'est le mode de fabrication déployé. La lecture croisée de la prose de Rumilly et de certains des auteurs et des publications majeures de l'extrême droite française des années 1950 et 1960 montre comment s'opère, par l'intermédiaire de Rumilly, à la fois une transposition et un recyclage. Si les cité-libristes puisent une bonne part de leur inspiration dans *Esprit*, au milieu des années 1950 Rumilly trouve la sienne chez Jean Madiran et dans les *Écrits de Paris*.

⁴⁵ Sur la diffusion et la réception de ce dernier au Canada français, voir Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007, p. 91-94.

⁴⁶ Les chiffres sont ceux du 9 juin 1966 et accompagnent une lettre à Rumilly du 9 juillet 1966 que lui a adressée Jean-Guy Genest, le directeur des éditions Actualité (BAnQ-M, Fonds Robert Rumilly, P 303 5J SS13).

⁴⁷ Stéphanie Angers et Gérard Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec (1930-2000) : les réseaux de la revue Esprit avec La Relève, Cité libre, Parti pris et Possibles*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2004.

Jean Madiran (Jean Arfel à l'état civil) est né en 1920. Il est connu aujourd'hui comme le fondateur de la revue *Itinéraires* et un des piliers du quotidien catholique traditionaliste *Présent*, qu'il a contribué à lancer en 1982. Jean Madiran vient de l'Action française (il a été le secrétaire particulier de Maurras) et a écrit, sous le pseudonyme de Jean-Louis Lagor, dans la presse monarchiste d'après-guerre (*L'Indépendance française*). Rumilly connaît ce journal et lit surtout les *Écrits de Paris*, revue lancée en 1947 pour défendre en particulier les épurés et qui ne saurait être considérée comme une revue catholique même si elle a publié des textes de Jean Madiran que Rumilly a réutilisés⁴⁸.

Les sources de Robert Rumilly éclairent son horizon intellectuel, ses méthodes de travail et le contenu même de son argumentation. Lire Robert Rumilly permet à l'historien des idées de croiser des figures connues et répertoriées. Les références de Rumilly évoluent d'ailleurs avec le temps, montrant par là qu'il creuse moins un sillon qu'il ne cherche des points d'ancrage pour affermir sa démonstration, transposer et recycler schémas et références venus de France. L'objectif est clair : proposer aux Canadiens français une grille d'interprétation sur les menaces qui pèsent sur eux puisqu'il serait établi que le Canada français est le futur de la France et que ce qui s'observe dans l'Hexagone est appelé à se produire au Canada français. Dans *L'Infiltration gauchiste au Canada français*, Rumilly s'explique et se justifie : « Le présent travail, destiné à l'examen d'une situation canadienne, ne tente, en prologue, qu'une incursion indispensable dans la vie politique ou intellectuelle de la France⁴⁹. »

⁴⁸ Selon Rumilly, qui la lit depuis l'origine, la revue ne compte que quelques abonnés au Canada français (Robert Rumilly, *Mon cahier n° 1 : l'infiltration gauchiste au Canada français*, édité par l'auteur, 1956, p. 134). Il évoque aussi « d'excellentes revues catholiques » en France et mentionne les *Écrits de Paris* et *La France catholique* (*Ibid.*, p. 68-69). Si la seconde est incontestablement une revue catholique, cette dénomination ne saurait s'appliquer à la première.

⁴⁹ Rumilly, *Mon cahier n° 1 : l'infiltration gauchiste au Canada français*, p. 22.

Le premier combat que conduit Rumilly porte sur *Esprit* et son relais canadien-français *Cité libre*. Fort significativement, Rumilly ne part pas de la situation canadienne-française mais de la situation hexagonale. Le lecteur canadien y est donc transporté au milieu d'une controverse qui oppose notamment Jean Madiran aux dirigeants d'*Esprit*, considérés comme des crypto-communistes. La prose antiprogressiste de Rumilly décalque celle de Madiran et n'en a d'ailleurs pas la densité. Si on veut y trouver un élément d'originalité, il réside dans l'emploi du terme « gauchiste », inusité en France à l'époque, et dans les soucis de Rumilly de revenir encore et toujours sur la défense du maréchal Pétain et la dénonciation de l'épuration. Religion et politique sont chez Rumilly intimement liées, tant pour la France que pour le Canada français : « Nous avons vu que les “catholiques de gauche”, en France, ont adopté le thème de la lutte des classes, article numéro 1 du bréviaire marxiste. Et nous verrons plus loin que *Le Devoir* s'inspire auprès des “catholiques de gauche”. *Le Devoir* adopte lui aussi le thème de la lutte des classes⁵⁰. » Plus encore, *Le Devoir* est considéré comme le simple décalque d'*Esprit*⁵¹. En même temps qu'il est fondé sur un raisonnement par analogie, le propos de Rumilly se veut une mise en garde. L'objectif est d'allumer un contre-feu en refusant que les adversaires des « catholiques de gauche » soient ignorés (Henri Massis) ou déconsidérés avant même d'avoir été discutés (Jean Madiran) : « Les citations du *Devoir* sont terriblement partiales. Sous le titre “Ils ne savent pas ce qu'ils font”, Jean Madiran a publié un livre retentissant⁵², pour exposer et combattre les manœuvres des “catholiques de gauche”, qui préparent l'infiltration communiste dans les milieux catholiques de France. *Le Devoir* se garde bien d'en parler. Mais il reproduit l'article de *Témoignage chrétien* qui, à vrai dire, ne cherche même pas à réfuter Madiran mais tente de le tourner en ridicule : “ rigolade... Il y a de quoi voler en éclats de

⁵⁰ *Ibid.*, p. 50.

⁵¹ *Ibid.*, p. 67-70.

⁵² Rédigé entre août et décembre 1954, l'essai de Jean Madiran *Ils ne savent pas ce qu'ils font* a été publié aux Nouvelles Éditions latines en 1955.

rire...”, etc. Une petite note de la rédaction du *Devoir* endosse l’article de *Témoignage chrétien* : elle tend à indiquer ce qui est valable non seulement pour la France, mais pour le Canada⁵³. » Comme à son habitude, Robert Rumilly se met en scène :

Que le lecteur me permette une réflexion un peu personnelle. La lutte des classes a empoisonné l’atmosphère française. Elle a divisé les Français, les a dressé[s] les uns contre les autres ; elle a aigri les rapports quotidiens au point de créer un état larvé de guerre civile. C’est la principale raison qui m’a fait quitter la France pour le Canada, il y a près de trente ans. J’ai trouvé ici, comme je le prévoyais, une France que la lutte des classes n’avait pas gâtée. Je puis prendre un taxi, m’asseoir à côté du chauffeur et bavarder pendant la course. Je puis, sur un chantier, partager le casse-croûte d’un briqueteur ou d’un menuisier. Ces rapports sont à peu près inconcevables en France, où mon seul physique d’intellectuel à lunettes ferait repérer en moi un « sale bourgeois », un ennemi. Le chauffeur et moi, le briqueteur ou le menuisier et moi serions aussi gênés l’un que l’autre ; nous ne parlerions pas la même langue. Eh bien, la situation est en train d’évoluer au Canada français. *Le Devoir* et les dirigeants des syndicats catholiques – l’affaire est trop grave pour que je n’écrive pas toute ma pensée, pour que je n’avertisse pas tous les responsables – sont en train de créer, délibérément, une mentalité de classes, d’acclimater la haine des classes. Je viens de vous donner une idée du résultat qu’ils obtiendront⁵⁴.

Plus largement, le constat que fait Rumilly est celui d’une dénaturation qui concerne non seulement le catholicisme mais également le nationalisme : « Les catholiques de gauche, en France, sont devenus plus gauchistes que catholiques. Les “nationalistes de gauche”, au Canada, deviendront plus gauchistes que nationalistes⁵⁵. »

⁵³ Rumilly, *Mon cahier n° 1 : l’infiltration gauchiste au Canada français*, p. 70. On notera que Madiran déplore lui aussi une conspiration du silence.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 51-52.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 122.

Les *Cahiers* suivants de Robert Rumilly s'appuient sur les mêmes fondements et reprennent les mêmes thématiques en les actualisant. On retrouve ainsi l'accent mis sur la France : « Ce sont les gauchistes qui ont importé de l'étranger, principalement de France, les idées et les méthodes avec lesquelles ils ont introduit la division profonde qui déchire aujourd'hui la pensée canadienne-française⁵⁶. » Les « catholiques de gauche » sont toujours aussi nettement dénoncés. Ainsi, Rumilly fustige-t-il l'abbé Pierre pour « avoir voté contre un projet d'amnistie aux fidèles du Maréchal Pétain » et dénoncé les « soi-disant tortures infligées par l'armée française à des prisonniers en Algérie » en même temps qu'il ne disait mot du sort des catholiques au Tonkin ou des victimes de Budapest. Le mouvement porté par l'abbé Pierre et qui serait d'ampleur internationale (Rumilly évoque aussi bien le Portugal que l'Amérique du Sud) est celui d'un vaste « réseau » au service d'une entreprise de « propagande subversive⁵⁷ ». On ajoutera enfin les nombreuses prises de position sur la vie politique française, qui voient Rumilly se situer dans une opposition permanente, du gouvernement Mendès France à Charles de Gaulle. Concernant Mendès, on retrouve dans le propos de Rumilly une analyse tout à fait française et politiquement marquée lorsqu'il utilise l'« affaire Didès » (*sic*) pour accuser Mendès de philo-communisme⁵⁸ et ironiser sur « l'« espoir » représenté par Mendès selon *Le Devoir* : « À qui *Le Devoir* fera-t-il croire que le sort de la France est lié à celui du Juif franc-maçon Mendès, entouré d'une équipe de Juifs maçons et communisants⁵⁹ ? » Pour ce qui est de Charles de Gaulle, les griefs accumulés depuis le second conflit mondial et la politique algérienne du général scellent un antigaullisme profond.

⁵⁶ Robert Rumilly, *Mon cahier n° 3 : les socialistes dominant le réseau gauchiste*, édité par l'auteur, 1959, p. 158.

⁵⁷ Le mot « réseau » fait même l'objet d'un chapitre (*Ibid.*, p. 129 et suiv.), et l'expression « propagande subversive » est citée p. 156.

⁵⁸ Cette affaire a marqué des soutiens de Mendès comme Bertrand de Jouvenel (Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel*, Paris, Éditions Perrin, 2008, p. 305-306).

⁵⁹ Rumilly, *Mon cahier n° 1 : l'infiltration gauchiste au Canada français*, p. 73.

L'impression de répétition offerte par la prose de Robert Rumilly doit cependant être corrigée à la lecture attentive de ses écrits. On constate en effet, en examinant en détail le contenu de *Quel monde!* paru en 1965, une inflexion qui conduit Rumilly du côté de la revue française *Europe-Action* dirigée alors par Dominique Venner et axée sur la défense de la « race blanche » ou l'opposition de « l'homme blanc » et des « peuples de couleur⁶⁰ ». Certes, aucun auteur ni aucun texte ne sont cités, mais on trouve sous la plume de Rumilly des formules qui sont des reprises quasi identiques de titres d'articles ou de dossiers parus dans *Europe-Action*. Par exemple, « la chasse à l'homme blanc est commencée dans certaines parties de l'Afrique » renvoie sans nul doute au dossier intitulé « La chasse aux blancs » publié en janvier 1965 dans le n° 25 d'*Europe-Action*⁶¹, de même que les développements consacrés à Malcom X. L'influence d'*Europe-Action* se mesure aussi à travers des références positives à Saint-Loup et à ses ouvrages (*Les Volontaires...*). Plus piquants encore sont les développements que consacre Rumilly à l'opposition entre l'Occident et les barbares en se référant à Guillaume II auquel il espère que la « postérité rendra peut-être à [sa] mémoire [...] la dose de justice qui lui est due⁶² ». L'ancien maurassien aurait-il oublié ses classiques? En fait, ces notations invitent à remettre en perspective la place revêtue par la doctrine chez lui. Elle n'est ni exclusive ni essentielle, et la démarche de Rumilly doit être comprise comme celle d'un syncrétisme. C'est une constante chez lui qu'il revendique de façon explicite. Ainsi, commentant les divergences entre l'Alliance laurentienne et le Rassemblement pour l'Indépendance nationale de même que les débats sur le « souverainisme » et le « séparatisme », relève-t-il : « Tout en m'efforçant de traduire ma pensée dans les mots d'une manière aussi précise que possible, je n'attache pas une importance démesurée aux

⁶⁰ Robert Rumilly, *Quel monde! Communisme! Socialisme! Séparatisme!*, Montréal, Les éditions Actualité, 1965, p. 3-5.

⁶¹ *Ibid.*, p. 7-8.

⁶² *Ibid.*, p. 9-10.

querelles de vocabulaire qui m'ont paru toujours un peu byzantines⁶³. » Dans ces conditions, les oppositions repérables au sein de l'extrême droite française entre notamment *Europe-Action* et *Jeune Révolution* sur le sort de l'Afrique, ou les régimes ibériques s'effacent chez Rumilly. Son objet est de mobiliser voire de fédérer des oppositions autour d'un ennemi commun incarné dorénavant par la « subversion », que Rumilly décline sous ses différents aspects (politique, musical ou religieux⁶⁴) et ses différents théâtres, du Congo au Québec. À le lire, « le peuple canadien-français », « peuple le plus sain du monde⁶⁵ » n'est pas épargné par cette menace qui est mondiale : « Les forces qui travaillent à la révolution partout dans le monde peuvent fort bien profiter de notre situation particulière pour créer ou attiser un foyer de subversion dans notre coin d'Amérique⁶⁶. » L'Europe n'en est pas moins en première ligne avec, comme perspective finale, un « fracas d'apocalypse » marqué par l'effondrement de « notre civilisation » lorsque la « nouvelle invasion des barbares – masses noires encadrées par des masses jaunes – déferlera sur la vieille Europe, en saccageant, en violant et en massacrant [...] »⁶⁷. L'avenir est très sombre et chacun doit prendre ses responsabilités : « Il est temps que l'homme blanc, responsable en proportion de ses dons supérieurs et de ses grandes réalisations, s'interroge et se ressaisisse⁶⁸. »

⁶³ Robert Rumilly, *Le problème national des Canadiens français*, Montréal, Fides, 1961, p. 142.

⁶⁴ Sur ce point, il utilise en particulier Michel de Saint Pierre, son roman *Les nouveaux prêtres* et son ouvrage *L'école de la violence* (*Ibid.*, p. 44-45).

⁶⁵ *Ibid.*, p. 63.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 91.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 18. Dans un entretien avec André Bastien (« Robert Rumilly, Pourquoi êtes-vous raciste? », *Photo-Journal*, semaine du 3 au 10 novembre 1965, p. 2), ce dernier répond à propos des barbares et du Tiers-Monde craindre « une réédition des invasions mongoles. Mais, au lieu de venir à cheval, ils viendront dans des chars d'assaut ».

⁶⁸ *Ibid.*, p. 95.

Conclusion : le sens d'un combat et d'un itinéraire

Dès sa brochure sur l'épuration, Rumilly a solennisé son intervention publique : « Il y a des heures où ceux qui ont la chance, l'honneur et la responsabilité d'atteindre le public, par la plume ou par la parole, ont le devoir de parler, de crier, au risque de leur tranquillité personnelle⁶⁹. » Quelques années plus tard, le propos est le même : c'est un « cri d'alarme⁷⁰ » et un appel à la mobilisation qu'il a voulu lancer. Dans son premier *Cahier*, il a rappelé l'importance du « respect des traditions⁷¹ ». En 1965, l'objectif de Rumilly est toujours net : « Le monde libre doit retrouver son esprit – son instinct – de conservation⁷². » Cette formule de « monde libre », caractéristique du contexte de guerre froide, traduit, chez Rumilly, un philo-américanisme même s'il dénonce les progressistes américains.

Rumilly justifie continûment son combat en insistant sur les « inimitiés » que ce dernier lui procure et ce qu'il « risque » en le livrant. Il s'en explique en 1959 : « Ce n'est donc pas de gaieté de cœur que je poursuis ce combat. Dois-je l'avouer ? J'ai un peu lambiné dans la préparation de ce « Cahier » par une faiblesse qui ressemblait à de la poltronnerie. J'atteins un âge où l'on recherche la paix, où l'on goûte la considération générale. [...] J'ai surmonté ces hésitations par devoir. Non pas que je me croie une mission. Mais chacun doit servir à sa place et avec ses dons. Je crois, en mon âme et conscience, qu'un immense danger d'ordre spirituel menace notre Canada français. » L'essentiel du propos de Rumilly, eu égard à notre angle de lecture, réside ailleurs, dans cette comparaison constante qu'il opère avec la France et qui lui sert à mettre en garde ses amis canadiens-français :

⁶⁹ Rumilly, *La vérité sur la Résistance et l'Épuration en France*, p. 1.

⁷⁰ Rumilly, *Mon cahier n° 3 : les socialistes dominent le réseau gauchiste*, p. 124.

⁷¹ Rumilly, *Mon cahier n° 1 : l'infiltration gauchiste au Canada français*, p. 147.

⁷² *Ibid.*, p. 24.

Je veux dire que les groupes et les personnalités restés fidèles à l'idéal du Canada français doivent se tenir les coudes, se soutenir les uns les autres. La division voire l'émiettement des nationaux français a toujours été leur grande faiblesse. Il pourrait bien en être de même au Canada français. Il ne s'agit pas de fondre les pensées des uns et des autres dans un même moule. Il y a des nuances dans la pensée des gauchistes. Il peut en subsister dans la nôtre. Mais nous avons en commun l'essentiel. Une solidarité profonde doit nous unir, face au danger. Je crois donc qu'au réseau gauchiste il est temps d'opposer un front national, au moins tacite. Les nationalistes de toutes les nuances [il inclut même certains libéraux et les créditistes] doivent comprendre le caractère profondément antinational du gauchisme⁷³.

Ces quelques lignes sont fondamentales. Plus que l'homme de l'Action française (on notera que Rumilly n'emploie pas la formule de « compromis nationaliste »), il faut voir en lui le national français désabusé qui, vocabulaire à l'appui (« Front national »), veut prévenir un échec canadien-français comparable à celui des ligues et de leurs suites. S'il est de nationalité canadienne, s'il est profondément attaché au Canada français ou plus exactement à une certaine vision de ce dernier, Robert Rumilly raisonne à partir d'un cadre français. Le maurrassisme en a été le soubassement mais, quoi qu'en aient dit tant Rumilly que Jean-François Nadeau, il est doctrinalement superficiel et perd de son importance à partir des années 1940 où, sur fond de pétainisme et de catholicisme traditionaliste, Rumilly se fait le relais de certaines publications françaises, à commencer par les *Écrits de Paris*. Est-on encore dans une orbite maurrassienne? Pour Pierre Trépanier, la chose ne fait pas de doute lorsqu'il présente les publications de René Malliavin : « L'ombre lumineuse de Charles Maurras guidait toujours ces écrivains et ces journalistes, qui ne craignaient pas cependant de rénover, dans la fidélité à son esprit, la doctrine du vieux maître. Délesté de son royalisme, le nationalisme intégral

⁷³ Rumilly, *Mon cahier n° 3 : les socialistes dominant le réseau gauchiste*, p. 162.

devenait atlantiste et européen⁷⁴. » Cette interprétation paraît difficilement recevable. On remarquera d'abord qu'*Écrits de Paris* dans sa relation au maurrassisme (à la différence de *la Nation française*) est d'abord un conservatoire de sa mémoire plutôt qu'un lieu de rénovation : beaucoup d'anciens y racontent leurs souvenirs, en particulier à la fin des années 1960, mais les très rares articles consacrés aux perspectives ouvertes par le maurrassisme le décrivent comme un astre mort en tant que projet politique⁷⁵. On ne saurait par ailleurs balayer comme un « délestage » le royalisme. Ajoutons encore que le programme des *Écrits de Paris* sur les points évoqués par Pierre Trépanier est violemment combattu par les maurrassiens ès qualités. Faut-il rappeler ici les oppositions entre *Rivarol* et *Aspects de la France* sur la Communauté européenne de défense ? Le rejet de la construction européenne par l'Action française est une constante. Quant aux noms cités, de Bardèche à Rebatet, soit ils n'ont jamais été maurrassiens, soit ils ont rompu violemment comme Rebatet. Ce ne fut nullement le cas de Rumilly qui s'est retiré et ne prend nullement part aux débats qui agitent la sphère maurrassienne alors que Pierre Boutang ou Pierre Debray publient dans *Tradition et Progrès*⁷⁶. Rumilly n'est pas un

⁷⁴ Pierre Trépanier, « Robert Rumilly et la fondation du Centre d'Information nationale (1956) », *Les Cahiers des Dix*, n° 44 (1989), p. 232.

⁷⁵ Georges Aimel, « La fin du maurrassisme », *Écrits de Paris*, avril 1961, p. 53-64. Georges Aimel conclut en notant : « [...] si le maurrassisme s'est éteint en tant que somme doctrinale, son esprit demeure comme l'élan d'une foi, non plus seulement en la seule entité France, mais en l'ensemble du destin européen et occidental » (p. 64). Et de souligner l'importance de « l'empirisme organisateur » comme méthode critique.

⁷⁶ Sur cette dernière, voir Xavier Gélinas, « La droite intellectuelle et la Révolution tranquille : le cas de la revue *Tradition et Progrès*, 1957-1962 », *The Canadian Historical Review*, vol. 77, n° 3 (septembre 1996), p. 353-387, et *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007. Le dépouillement de *Tradition et Progrès* est instructif. Si Boutang publie un article centré sur le Québec mis en relation avec l'Algérie sur fond d'antigaullisme (« La France "heureuse sans Québec" », *Tradition et Progrès*, vol. 3, n° 1 (hiver 1960)), pour Pierre Debray, il s'agit d'un article reproduit où, avec force arguments, il exécute Madiran au nom du nationalisme intégral (*Tradition et Progrès*, vol. 1, n° 2 (juin-juillet-août 1957), notamment p. 44, où il relève : « C'est

doctrinaire mais un propagandiste qui cherche à fédérer des oppositions. Le Centre d'Information nationale incarne cette volonté et fut bien, comme l'a souligné Pierre Trépanier, autre chose qu'une « chapelle doctrinale », mais un lieu qui « admettait, favorisait même, dans certaines limites, la coexistence de tendances diverses⁷⁷ ». Le Centre d'Information nationale ne saurait cependant être considéré comme une forme de réplique du Front national des années 1930, qui a cherché à fédérer une partie des ligues nationalistes françaises de l'entre-deux-guerres, ligues dont on ne trouve pas, quelle que soit l'homologie du vocable, l'équivalent au Canada français ainsi que l'a montré récemment Michel Bock⁷⁸.

Passeur entre la France et le Canada français, Robert Rumilly fut largement reconnu dans son pays d'adoption où ses idées furent à la fois dénoncées⁷⁹, mais aussi largement diffusées et reprises dans certaines revues comme *Tradition et Progrès*⁸⁰ qui le publie⁸¹, en fait un de ses mentors⁸² et prend soin de dénoncer « la légende que l'on

aux nationalistes français, aux nationalistes intégraux, que cette revue [*Itinéraires*] réserve ses coups les plus durs ». Il est important de souligner que la rédaction le reproduit parce qu'il évoque Marcel Clément, mais il aurait été intéressant de connaître la réaction de Rumilly sur le cas Madiran.

⁷⁷ Trépanier, « Robert Rumilly et la fondation du Centre d'Information nationale (1956) », p. 234.

⁷⁸ Voir la contribution de Michel Bock au colloque *Le phénomène ligueur en Europe et aux Amériques*, organisé à Metz en septembre 2010 et dont les actes doivent paraître en 2011, sous la direction d'Olivier Dard et Nathalie Sévilla.

⁷⁹ Pierre Trépanier, « Robert Rumilly, historien engagé », *L'Action nationale*, vol. LXXIII, n° 1 (septembre 1983), p. 25.

⁸⁰ Il est instructif de relever, outre des encarts publicitaires pour ses brochures, que les thèses de Rumilly sur Vichy et le « gauchisme » sont reprises notamment lorsqu'il s'agit d'analyser la « contre-idéologie » et la « gauche française » (Jean-Marcel Deslauriers, « Nos nouveaux maîtres », *Tradition et Progrès*, vol. 1, n° 1 (mars 1957), p. 7-8).

⁸¹ Robert Rumilly, « Les obstacles à la survivance franco-américaine », *Tradition et Progrès*, vol. 3, n° 1 (hiver 1960), p. 14-23.

⁸² Rumilly est sollicité pour participer à l'« enquête sur le nationalisme canadien-français ». La présentation le concernant, signée Albert Roy, indique : « Il est sans contredit l'un des nôtres, et non des moindres » (*Tradition et Progrès*, vol. 2 (décembre 1958-mars 1959), p. 25).

crée d'un Robert Rumilly "important des notions françaises au Canada français"⁸³ » (l'auteur réfère ici aux notions de « droite » et de « gauche »). Qu'en est-il de la France? Dans les années 1950 et 1960, Rumilly ne figure pas parmi les plumes bien connues du combat antisubversif aux côtés de Suzanne Labin⁸⁴ ou de Jacques Ploncard d'Assac. Même aux *Écrits de Paris*, Rumilly est peu payé en retour. Il n'est pas complètement ignoré mais lorsqu'il est (très rarement) mentionné, c'est d'abord comme historien du Canada. Ainsi, en 1951, André Thérive, dans sa chronique élogieuse sur l'*Histoire du Canada*, compare-t-il Rumilly à Seignobos et félicite l'auteur de ses chapitres sur le second conflit mondial. En revanche, il ne fait aucune référence à son combat montréalais en faveur des épurés⁸⁵. Il faut attendre 1979 pour que, dans le portrait très avantageux qui lui est consacré, Rumilly soit présenté dans les *Écrits de Paris* en tenant compte de son itinéraire. L'identité de l'auteur, le Canadien Jean-Marc Brunet, qui a connu Rumilly, n'est évidemment pas étrangère à ce portrait élogieux. L'article rappelle ainsi qu'il fut ligueur de l'Action française (l'épisode Jonnart est mentionné), défenseur du maréchal Pétain et des épurés (mention de l'affaire Bernonville) et adversaire résolu du « gauchisme » au Canada français. La conclusion est laudative : « Resté fidèle aux idées de sa jeunesse, il ne manque pas une occasion à la radio, à la télévision ou ailleurs, de s'affirmer comme un homme de droite, de rappeler son passage à l'Action française et d'exprimer sa fidélité à un combat qui est aussi le nôtre. Comment ne pas nous réjouir aussi que ce Français, dont la monumentale histoire du Canada fait autorité dans l'ancienne Nouvelle-France

⁸³ Jean-Marcel Deslauriers, « Le dialogue nationaliste », *Tradition et Progrès*, vol. 1, n° 2 (juillet-août 1957), p. 5.

⁸⁴ Cette dernière évoque à l'occasion le Canada, en particulier dans *Le petit livre rouge, arme de guerre*, Paris, La Table ronde, 1969, p. 128-130. Rumilly est absent du passage, mais il faut rappeler que Suzanne Labin ne donne aucune référence.

⁸⁵ André Thérive, « Lectures françaises », *Écrits de Paris*, décembre 1951, p. 110-112. Signalons qu'*Écrits de Paris* mentionne son *Histoire de Montréal* publiée chez Fides (que la revue orthographie Fidsé) sous la rubrique « Livres nouveaux et rééditions » de juin 1971.

compte aussi depuis des décennies, parmi les fidèles de notre revue⁸⁶ ? » Si certains points de cet éloge sont matériellement exacts, on ne peut que relever son décalage dans le temps et constater qu'il renvoie à une situation qui était celle de Rumilly à la fin des années 1950 et au début des années 1960 et beaucoup moins celle de la fin des années 1970⁸⁷. Entre l'extrême droite française et Rumilly, la relation est donc déséquilibrée, car si l'on peut considérer que Rumilly a été un passeur entre la France et le Canada français, le passage s'est effectué, pour l'essentiel, à sens unique.

⁸⁶ Jean-Marc Brunet, « Un Français historien du Canada : Robert Rumilly », *Écrits de Paris*, janvier 1979, p. 85.

⁸⁷ Robert Rumilly est cependant interrogé en 1976, dans le cadre d'une série d'émissions de Radio-Canada, dont une synthèse a été publiée sous l'égide de Mario Cardinal, Vincent Lemieux et Florian Sauvageau, *Si l'Union nationale m'était contée* (Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1978), où Rumilly, présenté comme « historien » (p. 233), évoque l'opposition à Duplessis, dont les « gauchistes » (p. 233-235), le père Lévesque (p. 241), et l'opinion de Maurice Duplessis sur les intellectuels (p. 244).

L'évolution des sciences au Canada français examinée à partir de la mycologie¹

Guy Gaudreau
Université Laurentienne

Résumé

L'article traite de l'évolution de la mycologie pratiquée au Canada français depuis le milieu du XIX^e siècle. Sous l'angle de cette discipline spécifique que représente la mycologie, c'est la pratique des sciences qui est examinée, tout comme le rôle central joué par le frère Marie-Victorin et par certaines communautés religieuses, tels les Frères des écoles chrétiennes. En participant à la création des Cercles des jeunes naturalistes, terreau des futurs membres des clubs de mycologie, et en faisant la promotion des recherches et des études américaines et nord-américaines, Marie-Victorin joue vraisemblablement un rôle déterminant dans la carrière de nombreux scientifiques dont René Pomerleau, qui se taillera une place de choix sur la scène mycologique. Comme on le verra, ce dernier n'a pas été le seul à contribuer à l'évolution de la mycologie, même s'il est généralement présenté comme le fondateur des deux premiers cercles de mycologues amateurs. Une attention particulière sera portée au Cercle des mycologues amateurs de Montréal, fondé en 1950, et dont on suivra à grands traits l'évolution pendant quelques décennies.

¹ Nous tenons à remercier les quatre évaluateurs anonymes de la revue pour leurs précieuses remarques, de même que notre collègue botaniste Jacques Cayouette.

Abstract

This article focuses on the evolution of mycology in French Canada since the mid nineteenth century. Through an examination of this specific discipline, wider scientific practices will be considered, along with the key role played in French Canadian scientific development by Brother Marie-Victorin and the Brothers of the Christian Schools. As a result of the role that Marie-Victorin played in creating the Cercles des jeunes naturalistes and through his promotion of American and North American research, he fostered the career of many scientists, including René Pomerleau, who was important to the development of mycology in French Canada. However, though Pomerleau is generally credited with the creation of the two first amateur French Canadian mycological societies, he was not alone in fostering the study of fungi. The article focuses particularly on the development of the Cercles des mycologues amateurs de Montréal, which was founded in 1950.

Les années 1950 et 1951 marquent respectivement la fondation des deux premiers clubs de mycologie au Canada français, soit le Cercle des mycologues amateurs de Montréal (CMM) et le Cercle des mycologues amateurs de Québec (CMAQ). Cette similarité des noms de même que la simultanéité de leur création ne relèvent pas du hasard puisque René Pomerleau, considéré comme le père de la mycologie québécoise, aurait joué un rôle clé dans leur mise en place, du moins si l'on en croit ces deux organismes², les sites officiels

² On consultera le résumé de l'histoire du Cercle de Montréal dans son site Web. L'auteur, Michel Famelart, a fait œuvre d'historien du club. Son texte, intitulé « Le Cercle des mycologues de Montréal : plus de quarante ans d'activité », reprend un article qu'il fit paraître dans la revue *Quatre-temps*, vol. 17, n° 3 (automne 1993), p. 51-52; voir l'onglet « À propos du Cercle des mycologues de Montréal », la rubrique « L'histoire du CMM », [En ligne], [www.mycomontreal.qc.ca/structur.htm]. À propos du Cercle de Québec, voir sous l'onglet « Archives », les diverses rubriques énumérées, [En ligne], [http://www.mycologiecmaq.org/index.php?option=com_content&view=article&id=39&Itemid=39].

gouvernementaux³ et même un ouvrage de synthèse sur l'histoire des sciences récemment réédité⁴. Professeur à l'Université Laval, Pomerleau donnait déjà, depuis quelques années, des cours de mycologie et, à titre d'invité du Jardin botanique depuis 1945, il venait régulièrement à Montréal pour offrir des cours pratiques sur les « champignons comestibles »⁵, cours qu'il répéta à Québec en 1951⁶ et qui déboucha, là aussi, sur la création d'un club.

Non seulement Pomerleau aurait été le catalyseur de ces clubs, orientés à l'époque exclusivement vers la mycophagie, mais il aurait aussi participé à associer son nom à leur origine en racontant sa version de leur fondation. Ainsi, dès 1954, relate-t-il les trois premières années d'activités du club de Québec lors de l'assemblée de l'automne⁷. Pour le Cercle de Montréal, il prononce, lors de son 25^e anniversaire, une communication où il se donne le beau rôle⁸. Son indiscutable

³ Le ministère des Ressources naturelles du Canada le présente comme le fondateur de ces deux clubs (voir [En ligne], [www.nrcan.gc.ca/com/deptmini/traipion/renepomerleau-fra.php]). Ce commentaire fait sans doute écho à ce qu'écrivait André Fortin, ex-directeur de l'Institut de recherche en biologie végétale de l'Université Laval, au sujet de Pomerleau quand ce dernier a reçu le prix Marie-Victorin du gouvernement du Québec en 1981 (voir [En ligne], [http://www.prixduquebec.gouv.qc.ca/recherche/desclaureat.asp?noLaureat=163]).

⁴ Luc Chartrand, Raymond Duchesne et Yves Gingras, *Histoire des sciences au Québec de la Nouvelle-France à aujourd'hui*, nouvelle édition, Montréal, Éditions du Boréal, 2008 [1987], p. 353.

⁵ Jacques Rousseau, « Club des mycologues amateurs. Convocation », 24 octobre 1950, dossier Samuel Brisson, Fonds Michel-Famelart déposé aux archives du Cercle des mycologues de Montréal (dorénavant ACMM-FMF).

⁶ Voir « Cours sur les champignons comestibles », *Le Soleil*, août 1951, [En ligne], [http://www.mycologie-cmaq.org/index.php?option=com_content&view=article&id=39&Itemid=39].

⁷ Voir dans le même site sous l'onglet « Archives », la rubrique « Comptes rendus », l'année 1954, [En ligne], [http://www.mycologie-cmaq.org/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=4&Itemid=38].

⁸ René Pomerleau, « Le quart de siècle du Cercle des Mycologues de Montréal », *Le Mycologue*, vol. 1, n° 3 (février 1977), p. 8-11. Cet article résume sa conférence livrée au Cercle des mycologues de Montréal à l'automne 1975. La version complète de ce texte est conservée sous forme de tapuscrit dans le Fonds Michel-Famelart (voir ACMM-FMF).

renommée, révélée notamment par la publication, dès 1951, de son ouvrage d'identification *Champignons de l'est du Canada et des États-Unis*⁹, qui servit d'ouvrage de référence pendant plus de deux décennies, fit le reste.

Nous cherchons à montrer que cette lecture des origines de ces deux cercles, ramenée au rôle prépondérant de Pomerleau, demeure tronquée. En effet, cette interprétation souffre d'un parti pris téléologique du fait que ce passé historique a été reconstruit à la seule lumière de ce héros de la mycologie¹⁰, René Pomerleau, qui devait forcément être à l'origine des premiers clubs. Même si le premier historien du Cercle de Montréal, Michel Famelart¹¹, avait souligné le rôle tout aussi central du frère Rolland-Germain, compagnon d'excursions et de recherches du frère Marie-Victorin¹², tous deux frères des écoles chrétiennes, il semble bien qu'on ait oublié le contexte qui a rendu possible cette fondation des premiers clubs de mycologie au Canada français. Au-delà des actions immédiates d'un Pomerleau qui relie les deux clubs, il y a d'abord et avant tout une société canadienne-française qui a évolué sur le plan des mentalités, grâce au travail acharné d'un Marie-Victorin.

Parmi d'autres objectifs, nous voulons comprendre le rôle des Frères des écoles chrétiennes et du frère Marie-Victorin dont l'influence

⁹ Quoique cet ouvrage, paru aux éditions Chanteclerc en 1951, ait été à l'époque hautement considéré, ce n'est qu'en 1980, quand il publie son œuvre maîtresse *Flore des champignons au Québec* (Montréal, Les Éditions La Presse), que Pomerleau devint, aux yeux de la plupart des mycologues, « Monsieur mycologie québécoise ».

¹⁰ Selon André Fortin, qui participa à sa mise en candidature pour le concours du Prix du Québec en 1981, Pomerleau pouvait être considéré, à cette époque, comme un des cinq meilleurs mycologues au monde (voir [En ligne], [http://www.prixduquebec.gouv.qc.ca/recherche/desclaireat.asp?noLaureat=163]). On pourra lire également une biographie relatant ses grands faits d'armes, publiée au lendemain de sa mort dans la revue *Mycologia* (Yolande Dalpé et T. Ginns, « René Pomerleau, 1904-1993 », vol. 86, n° 4 (juillet-août 1994), p. 588-591).

¹¹ Voir les numéros consacrés aux 30^e, 40^e et 50^e anniversaires du club, publiés dans *Le Mycologue*, vol. 6, n° 1 et n°s 2-3 (1981); vol. 15, n° spécial 40^e anniversaire (1990); et vol. 25, n° spécial 50^e anniversaire (2000).

¹² Michel Famelart, « Le Cercle des mycologues de Montréal : quarante ans d'activité », *Le Mycologue*, vol. 15 (novembre 1990), p. 11-12.

sera examinée non pas sur l'ensemble des sciences comme il est coutume de le faire, mais à partir d'un des créneaux des sciences naturelles, la mycologie. Cet examen ciblé du rôle de Marie-Victorin éclaire ses interventions publiques en leur donnant une résonance spécifique. Par ailleurs, en tant que membre d'une congrégation religieuse considérée comme un ordre religieux mineur, Marie-Victorin nous force à nous interroger sur la place des grandes communautés religieuses enseignantes dans ces enjeux.

En filigrane, ce texte se veut une contribution à l'histoire de la mycologie au Canada français en relatant à grands traits l'état des sciences et des connaissances mycologiques jusqu'aux années 1950. Notre examen portera ensuite sur les premières décennies d'activités du Cercle de Montréal afin de voir comment il s'est distancié progressivement de Pomerleau.

Des connaissances mycologiques embryonnaires

Quand on cherche les premiers textes portant sur les champignons au Canada, il faut remonter au milieu du XIX^e siècle pour trouver quelques pages dans les ouvrages de botanique des pionniers. Il faut comprendre que, jusqu'à cette époque, ce sont les ouvrages européens qui servaient de référence aux botanistes et aux naturalistes de sorte qu'aucun inventaire sérieux des champignons d'ici n'avait encore été tenté. Un de ces pionniers est l'abbé Léon Provancher. La place qu'il leur réserve dans son volumineux ouvrage la *Flore canadienne*, paru en 1862, montre le peu d'intérêt qu'on leur porte alors. En effet, sur les quelque 800 pages, à peine dix décrivent quinze groupes de champignons répertoriés, et on compte seulement six illustrations regroupées sur une même page¹³. Ces pages offrent néanmoins une clé analytique qui permet grossièrement l'identification des grandes familles de champignons.

¹³ Léon Provancher, *Flore canadienne*, Québec, Joseph Darveau imprimeur-éditeur, 1862, p. 746 à 755.

Comme le rappelle Ralph Estey, les quelques efforts en mycologie sont alors tournés vers la mycologie appliquée, soit celle qui s'intéresse seulement aux répercussions économiques des maladies des plantes et des arbres¹⁴. Cette approche réductrice domine jusqu'aux années 1930. Il n'est donc pas étonnant de trouver fort peu de textes sur les champignons dans la principale revue de sciences naturelles du Canada français, *Le Naturaliste canadien*, dont le rédacteur n'est nul autre que l'abbé Provancher depuis sa fondation en 1868.

Heureux de présenter une liste de 25 champignons¹⁵ identifiés par un spécialiste européen, le baron Félix von Thümen, l'abbé y publie, en 1878, un court texte qui se veut un plaidoyer pour l'étude des champignons et des sciences naturelles.

Notre province possède probablement tout autant de champignons que la Grande-Bretagne, et non seulement nous n'avons ni listes, ni catalogues de ces productions végétales, mais pas même d'ouvrages dans nos bibliothèques, pour nous renseigner sur ces plantes [...] [N]ous avons parcouru en vain les plus grandes bibliothèques de Québec, toutes sont absolument muettes sur ce sujet, même celle de l'Université Laval avec ses 60 000 volumes¹⁶.

Les nombreuses années que prendra Provancher à étudier l'entomologie d'ici explique peut-être l'absence de publications mycologiques de sa part dans la revue¹⁷. C'est pourquoi il faut encore attendre près de dix ans avant que cette publication ne revienne sur les champignons en publiant deux autres documents. Encore une fois, l'enjeu de ces textes est ici tout aussi révélateur du désert dans lequel se trouve la mycologie au Canada français. Racontons brièvement de quoi il

¹⁴ Ralph H. Estey, *Essays on the Early History of Plant Pathology and Mycology in Canada*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1994, p. 247.

¹⁵ On ne sera pas surpris de constater que presque tous les champignons mentionnés dans ce texte poussent sur des arbres, ce qui tend à montrer l'intérêt initial pour une approche économique de la mycologie.

¹⁶ Léon Provancher, « Nos champignons », *Le Naturaliste canadien*, vol. IX (janvier 1878), p. 7.

¹⁷ On lira avec profit les quelques pages consacrées à Provancher dans *l'Histoire des sciences au Québec*, de Chartrand, Duchesne et Gingras, p. 189 et 194-197.

s'agit. Revenant d'une excursion, l'abbé raconte sa découverte, au mois d'août 1884, d'un champignon remarquable, soit le *Phallus impudicus*¹⁸. Prenant soin de le décrire avec minutie dans la revue, il reçoit par la suite une lettre d'un lecteur qui doute de son identification, car la description l'amène à penser qu'il s'agit d'une morille. Quelques mois plus tard, dans un autre texte¹⁹, l'abbé fera écho d'un échange de lettres avec ce lecteur et fera le point sur ces deux champignons. Une description comparative lui permet de conclure que l'identification initiale était correcte.

Cette pauvreté des connaissances en mycologie, jugement qu'il ne faudrait pas étendre à l'ensemble des connaissances scientifiques de cette époque, doit être mesurée d'abord à l'aune de textes comparables publiés par les contemporains anglophones de Provancher. À ce chapitre, mentionnons que, dès 1865, D. A. Watt avait recensé 152 espèces de champignons poussant au Québec²⁰, ce qui laisse sous-entendre une meilleure connaissance du domaine et un manque de communication entre les chercheurs. Cette impression est renforcée du fait que d'autres travaux publiés en anglais au tournant du xx^e siècle ne trouvent pas davantage écho dans les pages du *Naturaliste canadien*²¹.

Il faut admettre néanmoins que, comme l'a montré l'historienne des sciences Mélanie Desmeules, Provancher entretient, entre 1875 et 1891, une correspondance avec le baron Félix von Thümen, qui

¹⁸ Léon Provancher, « Un champignon remarquable », *Le Naturaliste canadien*, vol. XVI (octobre 1886), p. 50-58.

¹⁹ Léon Provancher, « Le Phallus et la Morille », *Le Naturaliste canadien*, vol. XVI (février 1887), p. 115-119.

²⁰ D. A. Watt, « A Provisional Catalogue of Canadian Cryptogams », *Canadian Naturalist and Geologist*, nouvelle série, vol. II (1865), p. 390-404.

²¹ On compte plusieurs auteurs de publications mycologiques au Canada anglais à la fin du xix^e siècle et au cours des premières décennies du xx^e siècle, tel le révérend Robert Campbell, qui avait identifié 129 espèces à partir de trois sites de cueillette au Québec (« Canadian Fungi », *The Canadian Record of Science*, vol. IX (1903), p. 89-99). Voir, à ce sujet, Estey, *Essays on the Early History of Plant Pathology*, chapitre 9.

est botaniste impérial à la cour d'Autriche²². De plus, l'abbé possède un herbier contenant plus de 300 espèces de champignons, qu'il n'a jamais rendu public. Si l'on doit lui reconnaître un intérêt marqué pour le monde des champignons, il faut cependant mentionner qu'il est relativement aisé de répertorier 300 espèces différentes de champignons sans nécessairement avoir à les identifier avec certitude. Retenons surtout que les connaissances en mycologie de l'abbé restent secrètes et sans lendemain. Par ailleurs, son décès et son remplacement à la direction du *Naturaliste canadien* expliquent peut-être l'absence de textes significatifs sur les champignons au Canada français pendant les quelques décennies suivantes.

Le frère Marie-Victorin, grand défenseur des sciences au Canada français

Qui n'a pas entendu parler du frère Marie-Victorin²³, ce « symbole de la science au Canada français²⁴ » auquel est rattaché le Jardin botanique, et de son célèbre ouvrage la *Flore laurentienne*? Cet ouvrage devient, à sa sortie en 1935, le livre de référence en botanique. Ses interventions en faveur des sciences et des sciences naturelles en particulier sont toutefois moins connues du public.

Né en 1885, Conrad Kirouac joint, à l'âge de seize ans, l'ordre des Frères des écoles chrétiennes et prend le nom de Marie-Victorin. Bien qu'il ait pu fréquenter les grands collègues, il choisit de joindre l'ordre religieux chargé de son éducation à l'Académie commerciale de Québec. Cet ordre religieux – auquel on interdit d'enseigner le

²² Mélanie Desmeules, « L'abbé Léon Provancher et l'étude des champignons », *La Corne d'abondance*, vol. 21, n° 1 (2005), p. 3-6.

²³ Parmi les nombreux textes et ouvrages consacrés à Marie-Victorin, deux doivent être soulignés, soit la longue biographie hagiographique rédigée par Robert Rumilly, qui est toujours indispensable (*Le frère Marie-Victorin et son temps*, Montréal, Les Frères des écoles chrétiennes, 1949), et la collection de textes de Marie-Victorin présentée par Yves Gingras (Frère Marie-Victorin, é.c., *Science, culture et nation*, textes choisis et présentés par Yves Gingras, Montréal, Éditions du Boréal, 1994).

²⁴ Yves Gingras, « L'itinéraire du Frère Marie-Victorin, é.c. (1885-1944) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 39, n° 1 (été 1985), p. 81.

latin, réservé aux ordres majeurs offrant le cours classique comme les Jésuites et les Oblats – a son noviciat au Mont-de-la-Salle, à Maisonneuve, à l'endroit même où sera érigé, plus tard, le Jardin botanique. Privés de l'enseignement et de l'apprentissage du latin, les frères de cette communauté ont plus de temps à consacrer aux sciences²⁵ et une excellente réputation en pédagogie²⁶. De plus, dans la première moitié du xx^e siècle, cet ordre religieux s'est taillé une réputation internationale en botanique²⁷, une science hautement valorisée chez eux.

Destiné par vocation à l'enseignement, Marie-Victorin est envoyé au collège de Longueuil où il enseignera de nombreuses années et où il fera la connaissance du frère Rolland-Germain. Ce dernier est envoyé de France au Canada en 1905, en raison de nouvelles lois sur l'éducation française – les lois Combes – qui non seulement interdisent le financement des écoles confessionnelles par l'État français, mais forcent également plusieurs congrégations religieuses à se séculariser ou à quitter le pays. Le frère Rolland-Germain deviendra son collaborateur le plus fidèle pendant près de quarante ans, et on peut même dire qu'au début de la carrière du jeune Kirouac, il est son maître à penser²⁸.

Un premier rapprochement entre Marie-Victorin et la mycologie se manifeste sans doute dans la pratique des sciences naturelles telle qu'il la concevait, pratique qui ne peut se faire sans l'école de la route, c'est-à-dire sans un apprentissage sur le terrain. Comme il l'affirmait lui-même : « Quoi de plus hygiénique, de plus revigorant que ces courses au hasard des bois et des champs – la vraie méthode des

²⁵ Rumilly, *Le frère Marie-Victorin et son temps*, p. 6.

²⁶ Nive Voisine, *Les Frères des écoles chrétiennes au Canada*, t. 2 : *Une ère de prospérité, 1880-1946*, Sainte-Foy, Éditions Anne Sigier, 1991.

²⁷ Le frère Léon à Cuba, le frère Sennen en Espagne et le frère Héribaude-Joseph en France se sont taillés une place de choix au sein de la communauté internationale des botanistes (voir Rumilly, *Le frère Marie-Victorin et son temps*, p. 321).

²⁸ *Ibid.*, p. 21.

sciences naturelles²⁹. » Puisqu'il y a fort à parier que la présence d'un Pomerleau au sein des premiers clubs de mycologie soit directement ou indirectement redevable aux luttes menées par le frère Marie-Victorin pour attirer de jeunes Canadiens-Français³⁰ vers les sciences, mentionnons quelques-unes de ses interventions qui en disent long sur la mentalité de son époque, qui valorise principalement les humanités, soit la philosophie et la littérature, les professions libérales et une certaine France restée catholique.

À l'inverse du frère Rolland-Germain, Marie-Victorin n'est pas timide et n'a pas peur de prendre position sur la place publique. Grand gaillard, il ne craint pas de se faire des ennemis, tel le secrétaire de la province de Québec, Athanase David, qui, en raison de ses prises de position publiques, lui refusera une subvention³¹. Avec Lionel Groulx, Marie-Victorin est sans doute l'intellectuel du Canada français le plus inspiré et le plus marquant de la première moitié du xx^e siècle³². Au déclenchement de la Première Guerre mondiale, les programmes de sciences offerts en français se limitent à celui de l'École polytechnique et à ceux nouvellement créés des écoles d'arpentage et de génie forestier. Dans les sciences pures, c'est le désert³³.

Dès 1917, Marie-Victorin publie, à l'automne, le texte d'une longue conférence qu'il avait livrée à l'Université Laval au cours de l'été³⁴ et dans laquelle il dénonçait le manque de scientifiques

²⁹ Frère Marie-Victorin, « Sciences naturelles au Canada : l'étude des sciences naturelles, son développement chez les Canadiens français », *La Revue canadienne*, nouvelle série, volume XX (octobre 1917), p. 278.

³⁰ En conformité avec une pratique répandue en Ontario français, nous préférons écrire ce marqueur identitaire avec deux majuscules et un trait d'union mettant ainsi en évidence notre statut de peuple fondateur.

³¹ Yves Gingras, « Science et communauté scientifique, 1910-1993 », dans Robert Lahaise (dir.), *Le Devoir, reflet du Québec au 20^e siècle*, Montréal, Hurtubise HMH, 1994, p. 218.

³² Frère Marie-Victorin, é.c., *Science, culture et nation*. Voir plus particulièrement le texte d'Yves Gingras, « Introduction : Marie-Victorin intellectuel », p. 7-29.

³³ Robert Lahaise, *La fin d'un Québec traditionnel, 1914-1939*, Montréal, L'Hexagone, 1994, p. 73.

³⁴ Frère Marie-Victorin, « Sciences naturelles au Canada : l'étude des sciences naturelles, son développement chez les Canadiens français », *La Revue canadienne*,

canadiens-français et d'intérêt pour les sciences : « Les empiètements, les envahissements de l'anglais sur le français dont nous nous plaignons dans le commerce, l'industrie et les services publics, ne sont rien à côté de ceux dont fatalement, et uniquement par notre incurable indifférence, nous sommes affligés sur le terrain scientifique³⁵. » Pas étonnant, croit-il, que des poètes et des écrivains canadiens-français fassent référence, dans leurs descriptions de la nature laurentienne, à des herbes et à des plantes européennes qui ne poussent pas ici à l'état sauvage. Platane, liane, thym, ajonc et bruyère, dit-il, sont étrangers à notre pays ! En dernière partie, Marie-Victorin développe une critique fouillée de la *Flore canadienne* qui, malgré ses mérites, a beaucoup vieilli à ses yeux. Opposé à sa réédition, il affirme qu'« [il] nous faut une œuvre nouvelle, bâtie sur un plan moderne, et capable d'incorporer la totalité des découvertes et des études critiques du dernier demi-siècle³⁶ », commentaire qui annonce sa grande œuvre des années 1930.

Nommé, en 1920, titulaire de la chaire de botanique de la Faculté des sciences de l'Université de Montréal qui vient enfin d'être créée, Marie-Victorin ne tarde pas à se faire le grand défenseur des sciences naturelles en profitant de ses bons contacts au journal *Le Devoir* pour faire valoir ses idées³⁷. Ainsi, dès 1922, il y publie un article faisant appel aux « littéraires qui, par la force des choses, ont jusqu'à ces dernières années, eu l'oreille et monopolisé l'attention comme les énergies de notre jeunesse de [...] hâter en autant qu'il est en eux, par leurs efforts désintéressés, l'avènement de notre peuple à la haute culture scientifique³⁸ ». Cette culture scientifique, négligée par les

nouvelle série, volume XX (octobre 1917), p. 272-292, et novembre 1917, p. 339-358.

³⁵ *Ibid.*, p. 275.

³⁶ *Ibid.*, p. 358.

³⁷ Entre 1922 et 1944, il y signera près d'une quarantaine de textes importants (voir Gingras, « Science et communauté scientifique, 1910-1993 », p. 218).

³⁸ Frère Marie-Victorin, « Vers la haute culture scientifique », *Le Devoir*, 30 septembre 1922, p. 1.

élites, est, selon lui, nécessaire, car « un peuple vaut non seulement par son développement économique, industriel ou commercial, mais encore et surtout par son élite de penseurs, de chercheurs et de savants, par son apport au capital scientifique de l'humanité³⁹ ».

Passons rapidement sur son rôle dans la fondation de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) en 1923⁴⁰, association dont il assume, au départ, la fonction de secrétaire général, tout comme le fait que, la même année, il participe aussi à la fondation de la Société canadienne d'histoire naturelle, un regroupement de naturalistes alors non représentés au sein de l'ACFAS. Ces nouveaux organismes montrent bien le regain d'intérêt pour les sciences au début des années 1920.

Deux ans plus tard, Marie-Victorin récidive dans *Le Devoir* en évoquant une rencontre au cours de laquelle son interlocuteur avait traité un professeur de botanique d'enseignant de « petites sciences », expression dont il cherche à montrer tout le ridicule, bien qu'elle rejoigne l'opinion de la plupart des élites bien-pensantes. Cherchant toujours à susciter les vocations en sciences, il dressera un réquisitoire qui dénonce, entre autres, l'enseignement des sciences par les premiers venus. Citons-en un extrait :

Nous ne serons une véritable nation que lorsque nous cesserons d'être à la merci des capitaux étrangers, des experts étrangers, des intellectuels étrangers; qu'à l'heure où nous serons maîtres par la connaissance d'abord, par la possession physique ensuite des ressources de notre sol, de sa faune et de sa flore.

Pour cela, nous avons besoin de sérieuses vocations scientifiques, adéquatement cultivées. Il nous faut un plus grand nombre de physiciens et de chimistes, de biologistes et de géologues compétents qui soient autre chose que des figneurs se livrant à de faciles variations sur les travaux des autres [...] Nous avons assez de cette éternelle mouture d'enfantine vulgarisation de ces soi-

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Voir, pour plus de détails, Yves Gingras, *Pour l'avancement des sciences : histoire de l'ACFAS, 1923-1993*, Montréal, Éditions du Boréal, 1994, le chapitre premier.

disant synthèses brillantes, de ces jeux périscientifiques en dehors de toute observation directe [...] ⁴¹.

Un dernier article de Marie-Victorin, publié dans *Le Naturaliste canadien* en 1930, doit être évoqué pour bien comprendre tout le travail qu'il a dû accomplir pour changer les mentalités de ses contemporains. Alors que Lionel Groulx avait cherché à montrer, dans son roman *L'Appel de la race*, les dangers de l'assimilation, et que l'élite canadienne-française dénonçait encore l'exode vers les États-Unis qui venait à peine de se terminer, Marie-Victorin, aussi nationaliste qu'il puisse être, souligne l'absolue nécessité de se rapprocher de l'Oncle Sam en recourant aux ouvrages et aux recherches américaines pour développer les sciences chez nous. Cet appel est particulièrement approprié en botanique – et, par ricochet, en mycologie :

[D]ans nos universités canadiennes de langue française les services de Zoologie, de Botanique, de Géologie, doivent trouver leurs matériaux d'enseignement et leurs sujets de recherches dans le milieu naturel qui est la province de Québec et les provinces ou États environnants. Or, la province de Québec est une entité géographique purement artificielle dont la faune, la flore, les formations géologiques, les horizons paléontologiques débordent largement sur les États-Unis, sur l'Ouest canadien, quelques fois sur l'Asie, plus rarement sur l'Europe.

C'est dire que dans tous ces domaines, les objectifs nous sont communs, avec nos collègues des universités des États-Unis, et que notre bibliographie doit être surtout américaine et de langue anglaise.

[...]

Mais elle est puérile et niaise cette francolâtrie qui ne peut voir la science qu'à travers « l'article de Paris » qui en tout et pour tout, se

⁴¹ Frère Marie-Victorin, « La province de Québec, pays à découvrir et à conquérir : à propos de culture scientifique et de libération économique », *Le Devoir*, 26 septembre 1925, p. 1.

tourne vers la Mecque parisienne et qui, coûte que coûte, cherche à endosser un vêtement taillé à la mesure d'un autre⁴².

En conformité avec sa propre pratique, qui le conduit notamment à collaborer étroitement avec son collègue Merritt Lyndon Fernald de l'Université Harvard, Marie-Victorin adopte une position qui encouragera de nombreux chercheurs à poursuivre des études aux États-Unis, tels Émile Jacques, qui obtient son doctorat à l'Université Cornell en phytopathologie, et Jules Brunel, qui y fait un stage en cryptogamie, deux disciplines proches de la mycologie.

Nous ne disposons pas de preuve voulant que cette position ait pu influencer directement Pomerleau ; néanmoins, il est possible de croire que le cheminement de Pomerleau ait été peu à peu marqué par Marie-Victorin. Jusqu'alors, Pomerleau avait suivi les étapes habituelles, allant en France poursuivre ses études en 1927 grâce à la loi des « bourses d'Europe » du gouvernement québécois. Il avait profité de « la francophilie militante de l'époque et, en particulier, [de] celle d'Athanase David, le secrétaire de la province chargé de l'application de cette loi⁴³ », francophilie que dénonçait vertement Marie-Victorin.

À l'instar du programme québécois de bourses d'études qui reconnaît, au cours des années 1930, l'a poursuite des études dans les universités américaines, Pomerleau, qui rend régulièrement visite à Marie-Victorin⁴⁴, se montre intéressé par les connaissances et les pratiques de notre voisin du Sud. Ainsi, dès 1932, est-il membre fondateur de la Mycological Society of America⁴⁵, et ses recherches doctorales sur un parasite de l'orme, inconnu en Europe et en Asie, l'amènent tout naturellement à faire le point sur l'ensemble des connaissances nord-américaines, car le parasite est observé, comme

⁴² Frère Marie-Victorin, « Les sciences naturelles dans l'enseignement supérieur », *Le Naturaliste canadien*, vol. LVIII (novembre 1930), p. 227-228 et 230.

⁴³ Chartrand, Duchesne et Gingras, *Histoire des sciences au Québec*, p. 258.

⁴⁴ Rumilly, *Le frère Marie-Victorin et son temps*, p. 187.

⁴⁵ ACFAS, « Le Président de l'ACFAS pour 1951-1952 : M. René Pomerleau, notes biographiques », *Annales de l'ACFAS*, vol. 19 (1953), p. 49.

il l'écrit lui-même, « sur toute l'étendue de l'aire de cet arbre, du Canada au Texas, de l'Atlantique aux Rocheuses⁴⁶ ». Tout en travaillant à la pépinière forestière de Berthierville, il accumule du matériel pour sa thèse de doctorat soutenue en 1937 à l'Université de Montréal.

Deux institutions clés : les Cercles des jeunes naturalistes et le Jardin botanique

En 1929, au retour d'un long voyage en Europe et en Afrique du Sud, Marie-Victorin rêve de doter Montréal d'un jardin botanique d'envergure internationale qui, à l'image du jardin de New York ou de celui de Berlin, inclurait un centre de recherches. Grâce notamment au soutien de son ami et disciple Jacques Rousseau et à l'appui d'un ancien étudiant du collège de Longueuil et maire de Montréal, Camilien Houde, ce rêve se réalisera après bien des embûches. Bien que fondé théoriquement en 1931, le Jardin ne sera officiellement ouvert qu'en 1939⁴⁷, en raison d'un arrêt des travaux qui dure quatre ans, faute de soutiens financiers et politiques.

Si cette histoire est connue, on ignore souvent l'impact des Cercles des jeunes naturalistes sur la mycologie. Ici, la bougie d'allumage de ces regroupements de jeunes élèves est le frère Adrien, de la congrégation de Sainte-Croix, qui, depuis 1924, dirige deux cercles à l'école Beaudet. En janvier 1931, il propose à la Société canadienne d'histoire naturelle de créer d'autres clubs dans les différentes maisons d'enseignement. Réticent au départ, le frère Marie-Victorin se rallie à ce projet dont une des activités est la rédaction de ce qu'on appelle à l'époque des « tracts », qui sont, en fait, de courts documents de vulgarisation destinés à être lus et discutés au sein des clubs.

⁴⁶ René Pomerleau, « Recherches sur le *Gnomonia Ulmea* (Schw.) Thüm. », thèse de doctorat, Université de Montréal, 1937. Sa thèse sera publiée par tranches dans *Le Naturaliste canadien* à compter de novembre 1937 ; le passage cité est à la page 264 de ce numéro.

⁴⁷ Ainsi, ce n'est qu'en 1939 que l'Institut de botanique de l'Université de Montréal déménage au Jardin botanique.

C'est Marie-Victorin lui-même qui rédigera, en 1932, le premier tract intitulé « Les Cercles des jeunes naturalistes », dans lequel il explique qu'« il est possible de fonder un CJN dans toute école, petite ou grande, école de rang, collège, académie, couvent, institut agricole, école normale, juvénat, scolasticat, etc.⁴⁸ ». En quelques années, des centaines de cercles sont fondés, davantage dans les institutions pour filles que dans celles pour garçons, de sorte qu'en 1940, on compte 462 clubs, dont les deux tiers sont féminins, et 13 500 membres⁴⁹ :

L'Académie commerciale de Québec [en] est un foyer actif. Son directeur, le Frère Germain, est lui-même un collectionneur doublé d'un animateur. Au Collège de Longueuil, le Frère Rolland-Germain dirige le Cercle André Michaux, dont le Frère Marie-Victorin a suggéré le nom et stimule le zèle. Au Collège Jean-de-Brébeuf, le Père Taché a fondé le Cercle Huard, premier Cercle des Jeunes Naturalistes dans les maisons des Jésuites. Sous l'impulsion de Mère Marie-Élise, les institutions des Sœurs de Sainte-Anne sont entrées dans le mouvement. Une autre grande éducatrice, Mère Sainte-Alphonsine, formée à l'école de Mère Sainte-Anne-Marie, lance les couvents de la Congrégation de Notre-Dame. L'élan n'est pas à créer, mais simplement à maintenir, chez les Sœurs de la Présentation-de-Marie, puisque deux élèves de leur École Normale de Saint-Hyacinthe se sont classées premières au concours du *Devoir*. Il se fonde aussi des Cercles dans les maisons des Sœurs de Sainte-Croix, des Sœurs du Bon-Pasteur, des Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie⁵⁰.

⁴⁸ Frère Marie-Victorin, « Les Cercles des jeunes naturalistes », tract n° 1, 30 janvier 1932.

⁴⁹ Chartrand, Duchesne et Gingras, *Histoire des sciences au Québec*, p. 274. Comme le souligne avec justesse Pierrick Malissard, qui a étudié l'évolution de ces cercles, il faut être prudent dans l'évaluation du nombre de cercles et de membres, car les journaux de l'époque avaient tendance à gonfler les chiffres en rapportant fidèlement les données livrées par les responsables qui, ce faisant, voulaient accroître leur visibilité (voir son article, « Les cercles des jeunes naturalistes, ampleur et nature du mouvement, 1931-1971 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 50, n° 1 (été 1996), p. 9.

⁵⁰ Rumilly, *Le frère Marie-Victorin et son temps*, p. 195.

Ces clubs constituent le terreau des futurs membres des clubs de mycologie. Certains responsables de ces cercles seront actifs au CMM, à l'instar du père Bernard Taché, qui y assumera plus tard un rôle central pendant plus de vingt ans. Quant à la présence de certaines congrégations religieuses féminines au CMM, elle plonge à coup sûr ses racines dans ces cercles qu'elles ont animés et fréquentés dès les années 1930.

Cela dit, malgré tous ces efforts, les sciences n'attirent encore guère de Canadiens-Français. Comme le montrait Jacques Rousseau dans un article publié en 1932, sur les 379 fonctionnaires fédéraux œuvrant au sein des services scientifiques, 97 % sont canadiens-anglais⁵¹. Certes, une discrimination envers les Canadiens-Français explique en partie cet écart entre les deux peuples fondateurs, mais le manque d'engouement pour ces disciplines y est aussi pour beaucoup.

Si l'on en croit quelques auteurs, l'enseignement des sciences demeure encore lamentable dans les collèges classiques au tournant des années 1930. Louis LeVasseur fait état de la place marginale de la science dans l'enseignement classique⁵². Jean-Francis Gervais et Jean Hénaire estiment que la période la plus sombre de l'enseignement des sciences dans ces institutions s'étire jusqu'en 1930⁵³, tandis que pour Yves Gingras⁵⁴, les collèges classiques dans leur ensemble affichaient, encore dans les années 1920, une résistance telle face à l'expansion des sciences que les responsables de l'ACFAS avaient alors

⁵¹ Jacques Rousseau, « Les sciences pures chez les Canadiens français », *Opinion*, vol. III, n° 3 (juillet 1932), p. 9-10.

⁵² Louis LeVasseur, « L'enseignement dans les collèges classiques au XIX^e siècle : une vision du monde en difficile harmonie avec la modernisation de la société québécoise », *Historical Studies in Education = Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 14, n° 1 (2002), p. 58-59.

⁵³ Jean-Francis Gervais et Jean Hénaire, « L'enseignement des sciences dans les collèges classiques, XIX^e et XX^e siècles », *Recherches sociographiques*, vol. 15, n° 1 (janvier-avril 1974), p. 119-126.

⁵⁴ Gingras, *Pour l'avancement des sciences*, p. 43-48.

ciblé les classes des écoles secondaires publiques pour faire avancer leur cause.

1933 : le premier congrès de l'ACFAS et le Mont-Saint-Louis

À l'automne 1933, Marie-Victorin, Jacques Rousseau, cheville ouvrière de l'ACFAS, et le frère Alexandre des Frères des écoles chrétiennes et porte-parole de la Société canadienne d'histoire naturelle mettent sur pied deux événements qui se tiendront simultanément, soit le premier congrès de l'ACFAS, qui devient par la suite un événement annuel, et une exposition des Cercles des jeunes naturalistes. Ce dernier projet cherche à faire la promotion de la botanique et à clamer l'importance de maintenir ouverte l'Université de Montréal, très sérieusement menacée par la crise.

Les communications de l'ACFAS se tiennent à l'Université de Montréal tandis que l'exposition a lieu au Mont-Saint-Louis, institution phare des Frères des écoles chrétiennes où enseignent les plus brillants frères de la communauté⁵⁵. Cette exposition dure quinze jours et accueille, selon les porte-parole, 100 000 visiteurs, grâce à l'implication de 137 cercles, dont 97 étaient féminins. Herbiers et collections de toutes sortes y sont exposés, sans que l'on sache si la mycologie y trouvait une place.

Parmi les conférences de l'ACFAS, certaines touchent néanmoins la mycologie comme celles de Pomerleau. Il livre, à ce premier congrès de 1933, sept communications dont quelques-unes touchent différentes dimensions des maladies des arbres provoquées par des champignons⁵⁶. Comme il l'avoua lui-même, sa formation en phytopathologie tant à Sainte-Anne-de-la-Pocatière qu'au collège MacDonald, où il

⁵⁵ Le cours scientifique qu'on y offre permet, par exemple, d'entrer directement en 2^e année à l'École polytechnique de Montréal. Au sujet de l'excellence de son corps professoral, voir Guy Samson, *Bernard Lamarre, le génie d'une vie*, Montréal, Presses internationales Polytechnique, 2007, p. 25.

⁵⁶ Pour les titres et un résumé de ses communications, voir les *Annales de l'ACFAS*, Montréal, 1934, p. 71-73.

obtint sa maîtrise, ne lui avait fourni aucune connaissance sur les espèces charnues qu'il voyait pourtant dans les champs. C'est pourquoi les recherches et les communications sont encore cantonnées à la mycologie appliquée, ignorant du coup ces champignons charnus, comestibles ou vénéneux. La connaissance de ces derniers se fera véritablement en marge de sa formation en France à la fin des années 1920⁵⁷, quoiqu'elle reste avant tout une pratique personnelle encore dépourvue de résonance scientifique.

En fait, c'est seulement à la fin des années 1930 que les champignons charnus font l'objet d'une démarche scientifique ou sont mentionnés dans certaines publications. En effet, l'année 1938 marque un tournant important pour la mycologie au Canada français. Ayant participé l'année précédente, pour la première fois, au congrès de la Société américaine de mycologie à Hanover au New Hampshire, Pomerleau invite les membres à Duchesnay, au Québec, pour l'année suivante. La rencontre, qui a lieu à la fin août, connaît un immense succès avec 836 espèces répertoriées grâce à la participation de nombreux spécialistes en mycologie de l'Amérique du Nord, parmi lesquels figure son collègue de l'Université de Montréal, Jules Brunel.

C'est avec ce dernier qu'il entreprend, la même année, la publication d'un inventaire des champignons du Québec dans *Le Naturaliste canadien*. Cet inventaire, qui occupe plusieurs numéros de la revue jusqu'au début des années 1940⁵⁸, ne présente tout de même que 36 champignons, tous des polypores, dont les descriptions sont toutes signées par Pomerleau. Peut-être la guerre met-elle un terme à ce projet dont Brunel semble absent. Pourtant, c'est Brunel et non Pomerleau qui est alors professeur de mycologie, comme en fait foi l'appartenance institutionnelle mentionnée en tête de l'article. Précisons que Pomerleau sera engagé à l'Université Laval en 1940, pour

⁵⁷ Pomerleau, « Le quart de siècle du Cercle des mycologues de Montréal », tapuscrit, p. 4, ACMM-FME.

⁵⁸ Voir vol. 65 (1938), p. 5-12, 98-102, 138-140; vol. 66 (1939), p. 28-32, 90-94, 123-128, 195-196, 223-228; vol. 67 (1940), p. 24-30, 91-96 et 229-232.

être titulaire du cours de mycologie et de phytopathologie trois ans plus tard⁵⁹. Cela dit, c'est Brunel qui, en 1933 et en 1939, rédige deux tracts sur les champignons pour les Cercles des jeunes naturalistes⁶⁰. C'est encore lui qui, à deux reprises entre 1941 et 1943, fera état des secrets des champignons à Radio-Collège, dans le cadre d'une série radiophonique de vulgarisation scientifique⁶¹.

Commencés en 1945, les cours d'identification des champignons profitent assurément d'une société des loisirs qui se met en place après les privations de la guerre. Ils profitent aussi de la grande prospérité de cette période appelée « Les Trente Glorieuses ». Si la filière des Cercles des jeunes naturalistes demeure un fil conducteur déterminant des origines des cercles des mycologues, cela ne doit pas nous faire perdre de vue que la plupart des gens se méfient alors souverainement des champignons et que s'y intéresser, en 1950, demeure un geste de culture.

René Pomerleau ne résume pas à lui seul la mycologie canadienne-française, bien qu'il faille reconnaître son rôle de catalyseur dans la formation des deux premiers cercles de mycologues. Au tournant des années 1940, Jules Brunel est tout aussi présent sur l'échiquier mycologique⁶². Et, quand on parcourt la liste des communications présentées à l'ACFAS entre la fin des années 1930 et la date de fondation du CMM, force est de reconnaître le nom de quelques autres chercheurs intéressés par les champignons, comme Émile Jacques⁶³ dont on

⁵⁹ ACFAS, « Le Président de l'ACFAS pour 1951-1952 : M. René Pomerleau », p. 49.

⁶⁰ Jules Brunel, « Le monde mystérieux des champignons », Cercle des jeunes naturalistes, tract n° 6, 20 mars 1933 ; « La vie méconnue des champignons », tract n° 64, 15 février 1939.

⁶¹ Rumilly, *Le frère Marie-Victorin et son temps*, p. 375 et 388.

⁶² En novembre 1969, il a prononcé, au Cercle de Montréal, une communication intitulée « Une exposition d'ouvrages récents et anciens sur la mycologie », et il deviendra ensuite, pour quelque temps, membre en règle du Cercle (voir Florence Montreuil, « Les livres comptables du Cercle », ACMM).

⁶³ « Émile Jacques, août 1932 », Archives de l'Université de Montréal, E01181FP0110-1. Ajoutons qu'au Congrès de l'ACFAS de 1946, il prononce une conférence intitulée « Quelques champignons du lac Mistassini » (voir les *Annales de l'ACFAS*, 1947, p. 11).

trouve, dans les archives de l'Université de Montréal, une photographie datée de 1932 où il tient deux beaux champignons que l'on peut aisément identifier comme étant des amanites.

Ces quelques personnes qui s'intéressent à la mycologie sont néanmoins toutes tributaires et disciples du frère Marie-Victorin et ont profité du changement de mentalité qu'il a, avec d'autres propagandistes des sciences, insufflé aux Canadiens-Français de son époque. Ainsi, il a sans doute contribué à rendre acceptable le fait qu'ils se tournent vers les institutions et les pratiques scientifiques américaines, sans que leur patriotisme soit mis en cause. La mort de Marie-Victorin, en 1944, va forcer ses proches collaborateurs à assumer de nouvelles fonctions. C'est ainsi que Jacques Rousseau devient directeur du Jardin botanique tandis que Jules Brunel assure dorénavant la direction de l'Institut botanique, ce qui l'oblige peut-être à s'éloigner de la mycologie.

La fondation du Cercle des mycologues de Montréal⁶⁴

Attardons-nous maintenant à la fondation du Cercle de Montréal, en récapitulant d'abord les principales étapes des trente premières années. Ainsi, le 31 octobre 1950, au Mont-Saint-Louis, rue Sherbrooke, se tenait la deuxième réunion du Cercle des mycologues amateurs de Montréal, présidée par le frère Rolland-Germain des Frères des écoles chrétiennes et dont le secrétaire est Jacques Rousseau, directeur du Jardin botanique. Parmi les personnes présentes aux réunions de l'automne 1950, on compte quelques autres frères des écoles chrétiennes et des religieuses de deux congrégations, soit les Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie et les Sœurs de Sainte-Croix. La grande majorité est laïque, dont un

⁶⁴ Cette section de l'article a été en partie publiée dans le bulletin du Cercle des mycologues de Montréal sous le titre « La fondation du Cercle des mycologues de Montréal et les récits historiques de ses trois premières décennies d'existence », *Le Mycologue*, vol. 35, n° spécial 60^e anniversaire (novembre 2010), p. 31-46. Nous remercions sa rédactrice de nous avoir autorisé à le reprendre sous une nouvelle perspective.

bon nombre de femmes. Afin de recruter d'autres membres, on y évoque l'idée de consulter la liste des personnes qui ont suivi les cours de mycologie de René Pomerleau.

Enseignant à la retraite depuis 1946, le frère Rolland-Germain réside au Mont-Saint-Louis. C'est là où, après la guerre, se rencontrent des amis et des connaissances qui partagent avec lui une passion commune pour les champignons et qui organisent, à l'occasion, des excursions. On connaît les noms de onze d'entre eux qui, en janvier 1950, signent leur nom sur une page qui a été conservée, en déclarant être les fondateurs du Cercle.

Jacques Rousseau fait partie de ce groupe d'amateurs de bons champignons. Ami de René Pomerleau, il a invité ce dernier, depuis peu professeur de mycologie à l'Université Laval, à donner des cours pratiques. À la fin des cours, en septembre 1950, l'idée de prolonger et de formaliser les activités du groupe initial amène Rousseau à convoquer les gens inscrits et toutes les personnes intéressées à « la formation d'un club ou société de mycologues amateurs s'occupant de la cueillette des champignons comestibles⁶⁵ ».

Au cours de l'automne, quelques rencontres au Mont-Saint-Louis permettent de se doter d'un conseil d'administration et de règles de fonctionnement, comme celle de la tenue d'une assemblée générale annuelle, dont la première est prévue pour le samedi 20 janvier 1951 dans cette même institution. Parmi les personnes assistant à ces rencontres dont les noms ont été consignés dans les archives du Cercle, on retrouve neuf des onze membres fondateurs. S'y joignent d'autres personnes parmi lesquelles plusieurs avaient sans doute suivi les cours de Pomerleau, dont un certain nombre de religieuses de différentes communautés.

Le frère Rolland-Germain en est le premier président, fonction qu'il assume pendant cinq ans et qui explique que le port d'attache institutionnel du Cercle demeure le Mont-Saint-Louis, dont l'empla-

⁶⁵ Jacques Rousseau, « Club des mycologues amateurs. Convocation », 24 octobre 1950, dossier Samuel Brisson, ACMM-FMF.

cement central, dans le quartier latin de la bourgeoisie canadienne-française, constitue un atout. En raison de ses vastes connaissances et fort du prestige de son grand ami Marie-Victorin, on avait besoin de lui pour identifier les champignons et pour ajouter de la crédibilité au club. Quant à Jacques Rousseau, il n'aura été qu'un simple initiateur, car très vite, dès la fin de l'automne 1950, il cède sa fonction de secrétaire, trop occupé qu'il est au Jardin botanique. D'autres personnes se joignent au frère pour former la première équipe du Cercle.

Si le Cercle se donne comme objectif principal des « excursions qui permettent aux chercheurs de champignons l'étude sur place⁶⁶ », activités dont le succès ne se démentira pas par la suite, il y a également la tenue de conférences qui s'impose dès la première année. Le premier conférencier est Pomerleau : « [À] l'occasion de la publication de l'ouvrage du Docteur Pomerleau, il s'agirait d'une réunion avec conférence et exposition des aquarelles de M. Jackson qui ont servi pour l'illustration du livre⁶⁷. » Ce livre de vulgarisation⁶⁸ contribue certainement à faire la promotion des champignons et, par ricochet, celle des activités du club, tout en développant aussi une expertise chez les membres.

Le Cercle devient l'affaire du père Taché

On ne sait pas précisément pourquoi le frère Rolland-Germain quitte la présidence en 1955, date où il reçoit un doctorat honorifique de l'Université de Montréal. Âgé de près de soixante-quinze ans, il ne se sent peut-être plus aussi alerte. Effacé toute sa vie derrière Marie-Victorin, on ne s'étonnera pas qu'il quitte discrètement la direction du Cercle sans laisser de traces. Si les réunions se tiennent au Mont-

⁶⁶ « Procès-verbal de l'Assemblée du 2 décembre 1950 », dossier Samuel Brisson, ACMM-FMF, p. 1.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 2. Comme on l'a vu plus haut, c'est en 1951 que Pomerleau publie *Champignons de l'est du Canada et des États-Unis* grâce à l'intervention de Rousseau.

⁶⁸ Pomerleau, « Le quart de siècle du Cercle des mycologues de Montréal », p. 9.

Saint-Louis pendant quelque temps encore, c'est peut-être parce qu'il continue néanmoins à identifier des champignons les lundis de septembre et d'octobre⁶⁹. C'est le jésuite Bernard Taché qui assumera progressivement la gestion quotidienne et le leadership du Cercle. Il peut compter sur la trésorière Francine Montreuil de sorte que même si les présidents et les conseillers passent, ce tandem parvient à assurer la continuité du Cercle au cours des vingt années suivantes.

Comme on l'a vu plus haut, le père Taché, disciple de Marie-Victorin, est le premier jésuite à avoir adhéré, au cours des années 1930, aux Cercles des jeunes naturalistes. Celui que ses élèves appellent le « Père Bibitte » n'est pas très représentatif de sa communauté dont l'enseignement reste tourné vers les humanités : « Les CJN, rappelle Malissard, ne furent jamais très nombreux dans les collèges classiques⁷⁰. » Dès 1953, le père Taché assume le poste de vice-président du club et, à compter de 1955, et ce, pendant de nombreuses années, il se charge du secrétariat, tout en faisant profiter les membres de ses connaissances mycologiques, comme l'atteste une convocation à une réunion du 6 juin 1955⁷¹. Si l'on en juge par les livres de comptes laissés par madame Montreuil, il déménage, en 1957, le secrétariat du Club du Mont-Saint-Louis au laboratoire de biologie du collège Sainte-Marie, où il exerce son enseignement.

L'examen de ces livres de comptes nous permet aussi d'estimer le nombre de membres à une quarantaine de personnes au maximum ; sur ce plan, Famelart a sans doute exagéré en l'estimant à une centaine⁷². Soyons plus prudents : leurs activités n'attirent qu'une poignée de participants dont plusieurs sont médecins et membres

⁶⁹ Michel Famelart, « Le Cercle en vitesse de croisière : vingt ans d'activités », *Le Mycologue*, vol. 25 (juillet 2000), p. 17.

⁷⁰ Malissard, « Les cercles des jeunes naturalistes », p. 22.

⁷¹ Père Bernard Taché, convocation du 6 juin 1955 aux membres du Cercle des mycologues amateurs, ACMM. Ses connaissances dans le domaine de la mycologie sont encore bien imparfaites en 1955, si l'on en juge par la demande qu'il adresse aux membres d'apporter, pour cette réunion du début juin, des spécimens frais de russules (ce qui est très tôt pour cette variété de champignons).

⁷² Famelart, « Le Cercle en vitesse de croisière : vingt ans d'activités », p. 21.

du clergé. Selon nous, cette faible participation se poursuit jusqu'à la fin des années 1960.

Ce n'est qu'au tournant des années 1970 que le nombre de personnes qui paient leur cotisation dépasse la centaine. Et dès 1972, on atteint presque 200 membres, bien que l'on ne sache pas combien d'entre eux ont payé leur cotisation. Plusieurs facteurs expliquent cette croissance rapide parmi lesquels figurent la nouveauté que représentent les champignons pour le grand public, les effets de la démocratisation de l'enseignement, qui profite à la nouvelle génération des baby-boomers, une plus grande ouverture sur le monde provoquée par EXPO 67 et un goût plus marqué pour les pratiques de plein air, qui sont davantage en harmonie avec les idées contestataires de la contre-culture.

Cette popularité croissante du Cercle attire de nouveaux venus et de nouvelles compétences qui permettent de renouveler progressivement la gestion du Cercle, tout en posant aussi de nouveaux défis. Son mode de fonctionnement très informel – ce qui explique d'ailleurs les carences des archives pour les premières décennies – n'allait plus suffire. C'est pourquoi le nouveau président du club, Jean Beaudry, professeur de botanique à l'Université de Montréal, cherche, à la même époque, à faire adopter une constitution. Beaudry est l'archétype d'une nouvelle génération de membres qui s'implique au conseil d'administration, soit les professeurs et les étudiants du Département de biologie de l'Université de Montréal qui remplacent, au cours des années 1970, les médecins qui, jusqu'alors, siégeaient au conseil.

Les annotations de l'abbé J.-Albert Potvin au projet de modification de la constitution permettent également d'éclairer une autre dimension qui est en train de bouleverser radicalement le Cercle. L'article 2 du projet de constitution précise que « [l]e but du Cercle est de favoriser l'étude et la connaissance des champignons et la mycophagie, par tous les moyens appropriés et tout particulièrement par le moyen d'excursions, de conférences, causeries, séances de

projection de films, visites, etc. à caractère mycologique⁷³ ». En plus de suggérer de nombreuses modifications stylistiques au texte, l'abbé propose deux changements qui soulignent sa volonté de réorienter le club. En effet, en tant que naturaliste, il propose d'éliminer la référence à la mycophagie pour mettre davantage l'accent sur « l'étude et l'amour de la nature, en insistant spécialement sur la connaissance des champignons [...] »⁷⁴. Ce souhait s'accompagne d'une autre proposition, soit celle de modifier le nom même du Cercle qui perdrait officiellement l'épithète d'amateur. Peu importe que ces modifications n'aient pu être mises en vigueur⁷⁵, elles annoncent, d'ores et déjà, un important changement de mentalité au sein du Cercle.

Parallèlement à cette volonté de transformer le club, l'équipe qui monopolise la gestion du Cercle depuis près de vingt ans montre des signes de vieillissement et ne semble pas disposée à modifier son fonctionnement. Ainsi, le père Taché, qui a pris sa retraite de l'enseignement en 1969⁷⁶, craint-il les idées farfelues des nouveaux venus⁷⁷. Le Cercle demeure SON affaire. D'ailleurs, à sa mort, la notice nécrologique rédigée par sa communauté mentionne qu'il en est le fondateur⁷⁸!

Tout se passe comme si le père Taché avait pu faire avorter un projet de constitution qui avait l'assentiment du président et du vice-président⁷⁹. Dans le récit historique de cet épisode que Famelart

⁷³ Projet de constitution, annexé à une lettre de l'abbé Potvin envoyée à Jean R. Beaudry, le 5 février 1970, ACMM-FME.

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ Famelart, « Le Cercle en vitesse de croisière : vingt ans d'activités », p. 22.

⁷⁶ Les Jésuites ont dû alors quitter le collège Sainte-Marie, devenu une constituante de la nouvelle Université du Québec à Montréal. Une partie des rencontres et des activités du Cercle se tiennent dorénavant ailleurs et notamment au Jardin botanique.

⁷⁷ Famelart, « Le Cercle des mycologues de Montréal : quarante ans d'activité », p. 29.

⁷⁸ Alfred Ducharme, s.j., « Le Père Bernard Taché, S.J. (1902-1984) », notice nécrologique parue dans *Anciens de Sainte-Marie : bulletin de liaison*, vol. 42, n° 3 (octobre 1984), p. 8.

⁷⁹ La consultation du Fonds Bernard-Taché aux archives des Jésuites aurait pu nous éclairer à ce sujet, mais il ne sera accessible que trente ans après son décès, soit en 2014.

livrera plus tard, ce dernier a préféré ne pas trop incriminer Taché, peut-être parce qu'il lui était resté attaché en tant qu'ancien étudiant. Mais là où Jean Beaudry et l'abbé Potvin avaient échoué en 1970, d'autres allaient bientôt réussir.

Le Cercle s'incorpore et accroît sa visibilité

N'apparaissant pas sur la liste des membres de 1972, Louis Richard, professeur de mathématiques au cégep Ahuntsic, s'impose dès l'année suivante. Passionné de mycologie, il se fait remarquer, dès l'automne 1973, en rédigeant et en diffusant trois communiqués scientifiques. Inspirant confiance au père Taché, il représente le Cercle à la nouvelle Fédération québécoise des loisirs scientifiques en 1974 et décroche, la même année, une petite subvention qui, combinée à un versement de l'ACFAS, permet de financer la publication de textes de vulgarisation intitulés *Documents mycologiques*. Il est l'initiateur et le seul rédacteur de ces cinq documents qui paraissent entre janvier 1975 et l'hiver 1976. Richard avouera lui-même qu'ils étaient « trop scientifiques, trop difficiles pour la majorité des membres⁸⁰ ».

Trouver le juste ton pour rejoindre le plus de membres possible n'était visiblement pas simple :

Il faudrait, dit-il en avril 1976, que nous lancions quelque chose de plus simple, de plus accessible à tous : une petite revue, un bulletin, qui prendrait la relève des *Documents Mycologiques*. Ce serait notre lien véritable, notre journal, où nous pourrions inscrire les potins du Cercle, les listes d'excursions, le relevé des espèces trouvées lors de ces promenades, la description détaillée des espèces nouvelles [...]⁸¹.

En août 1976, il lance, à titre de responsable du comité de rédaction, *Le Mycologue*, encore publié aujourd'hui.

⁸⁰ Louis Richard, « Rapport du président pour l'assemblée générale du Cercle des mycologues de Montréal, le 12 avril 1976 », procès-verbal de la 15^e réunion du Conseil d'administration, 12 avril 1976, p. 11.

⁸¹ *Ibid.*, p. 12.

Le dynamisme de Richard, sans doute dérangeant, conjugué à l'attaque de paralysie du père Taché en janvier 1975, à la démission de madame Montreuil en février et à la volonté de plusieurs membres de revoir l'avenir du Cercle allaient aboutir à une restructuration majeure. Son incorporation, dont le dossier est mené par Famelart en 1975, suivie de l'adoption de règlements généraux allaient conduire à plusieurs changements, à commencer par un nouveau nom – souhaité depuis plusieurs années – puisqu'on laisse finalement tomber l'épithète « amateur ». Le consensus a aussi été facile à atteindre quant à la redéfinition des objectifs du Cercle : faire la promotion de « l'étude et la connaissance des champignons, plus particulièrement des champignons supérieurs ».

Ainsi, à partir de 1975, la gestion du Cercle est-elle beaucoup mieux structurée, ce qui facilite aujourd'hui le travail des historiens et des archivistes. Dorénavant sont conservés les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration, comme l'oblige la loi régissant les corporations. Bien que le président Richard innove à nouveau, en 1976, en offrant les premiers cours d'initiation à la mycologie ouverts au grand public, ses décisions unilatérales dérangent plusieurs membres du conseil d'administration, qui croient davantage au travail collectif. N'en disons pas plus, il démissionne de son poste le 31 octobre 1977.

Plus importante est cette arrivée au conseil d'administration de diplômés universitaires en biologie, qui permettent au club de parfaire son expertise en mycologie grâce à diverses initiatives⁸², notamment l'embauche par le Cercle du mycologue Yves Lamoureux, le démarrage d'un herbier mycologique et d'un inventaire des champignons de la région montréalaise, etc. Déjà à la fin des années 1990, 1 700 espèces de champignons sont répertoriées et environ 300 d'entre elles sont des ajouts aux travaux de Pomerleau⁸³. Ces activités scientifiques

⁸² Ces diverses initiatives sont citées dans le bref historique du calendrier-souvenir du 60^e anniversaire du Cercle paru en 2010.

⁸³ Matthieu Sicard et Yves Lamoureux, *Connaitre, cueillir et cuisiner les champignons sauvages du Québec*, Montréal, Fides, 1999, p. 11.

débouchent sur une série de publications savantes⁸⁴ qui marquent une appropriation de connaissances⁸⁵ et qui font oublier ce qui était considéré jusqu'alors comme la bible du mycologue québécois, soit le volumineux ouvrage de Pomerleau publié en 1980, *Flore des champignons au Québec*.

Nous formulons l'hypothèse qu'il existe un lien entre cette quête de connaissances mycologiques et l'utilisation que fera le Cercle du nom de Pomerleau. Jusqu'alors, le club avait reconnu, dans son histoire officielle diffusée en quatrième de couverture du *Mycologue*, Pomerleau comme son fondateur, ce qui lui permettait de profiter de son prestige et de se donner des lettres de noblesse. Au lendemain du 50^e anniversaire du club, célébré en 2000, le Cercle prend finalement ses distances vis-à-vis de lui, pour l'exclure de son récit fondateur et reconnaître en lieu et place la contribution du frère Rolland-Germain. Tout se passe comme si, ayant longtemps servi de caution scientifique, Pomerleau était devenu inutile. Ce geste, facilité par le décès de ce dernier en 1993, n'aurait pu se faire sans les recherches mycologiques des membres du Cercle.

Conclusion

En fin de course, quelques éléments doivent être soulignés. Ainsi, une étape importante de la mycologie est-elle atteinte à la fin des

⁸⁴ Outre l'ouvrage cité à la note précédente, mentionnons le cédérom produit en 2002 par le Cercle et intitulé *Mille et un champignons du Québec* dont les auteurs sont Jean Després, Yves Lamoureux, Raymond Boyer, Raymond Archambault et André Jean. Six autres ouvrages doivent aussi être signalés : Yves Lamoureux et Jean Després, *Champignons du Québec*, t. I : *Les bolets* (Montréal, CMM, 1997) ; Yves Lamoureux, *Champignons du Québec*, t. II : *Les Amanites* (Montréal, CMM, 2006) ; Raymond McNeil, *Le grand livre des champignons du Québec et de l'est du Canada* (Waterloo, Éditions Michel Quintin, 2006) et *Champignons communs du Québec et de l'est du Canada* (Waterloo, Éditions Michel Quintin, 2010) ; Jean Després, *Champignons comestibles du Québec* (Waterloo, Éditions Michel Quintin, 2008) et *Clef des groupes de champignons du Québec* (Montréal, CMM, 2010).

⁸⁵ Cette appropriation de connaissances est également visible sur la Toile. En effet, plusieurs membres du Cercle, notamment Renée Lebeuf, participent régulièrement à l'enrichissement de cet inventaire dans Internet ([En ligne], [mycoquebec.org]).

années 1930 alors que l'intérêt pour une mycologie appliquée cède la place à une connaissance en soi des champignons. Profitant d'une large diffusion des sciences, grâce aux congrès de l'ACFAS, aux Cercles des jeunes naturalistes et aux expositions scientifiques, les champignons deviennent, comme d'autres segments de la nature, des objets de curiosité pour les uns et des objets de recherche pour d'autres. La guerre viendra interrompre ce premier apprivoisement collectif des champignons, qui reprendra de plus belle dès le conflit terminé.

Force est de reconnaître néanmoins une très faible participation des couches populaires aux activités d'un club de mycologie. Il convient sans doute de rappeler que la plupart des membres font partie de la petite bourgeoisie canadienne-française – on compte alors peu d'anglophones et d'immigrants. Ces membres font certes partie d'une minorité puisque cueillir et consommer des champignons étaient et demeurent des gestes de culture distinctifs. Que ce soit pour devenir membre des Cercles des jeunes naturalistes ou du Cercle de Montréal, l'accès à une éducation secondaire qui, même publique, demeure longtemps le privilège d'une minorité, s'est révélé essentiel pour élargir ses horizons et faire fi des préjugés tenaces transmis de génération en génération contre tous les champignons. Si, au tournant des années 1970, il y a augmentation rapide des effectifs, la raison première demeure probablement un plus grand accès à une éducation publique gratuite.

Si l'on ne connaît pas les motifs du départ des médecins du conseil d'administration du Cercle, il ne fait pas de doute que l'arrivée des biologistes demeure, comme on vient de le voir, lourde de conséquences. Mais il ne faudrait pas croire que cette nouvelle génération de membres provoque une rupture avec le passé et que les chercheurs amateurs ont laissé la place à des professionnels. Comme on l'a vu dans les publications scientifiques du club, un Jean Després, ou une Renée Lebeuf sur la Toile – qui n'ont pourtant pas de formation en botanique ni en biologie – contribuent et ont largement contribué à cette quête de connaissances mycologiques, ce qui n'est pas d'ailleurs sans rappeler le rôle d'un pionnier comme Louis Richard.

En terminant, une hypothèse émise par des collègues sociologues, il y a une trentaine d'années, mérite d'être partiellement reprise. Au Canada français, les sciences naturelles auraient proportionnellement attiré davantage les personnes provenant de milieux modestes⁸⁶. Cette attirance des petites gens pour les « petites sciences⁸⁷ » s'expliquerait par le fait que ce sont certaines communautés religieuses, plus ouvertes aux sciences, comme les Frères des écoles chrétiennes⁸⁸, qui dirigent alors les institutions d'enseignement qui leur sont plus accessibles, soit des écoles d'enseignement secondaire public, des écoles normales et des académies commerciales. Ces dernières sont certes moins prestigieuses que les collèges classiques, qui n'ont pas toutes un père Taché pour faire oublier leur engouement pour les humanités, mais elles ne perdent pas de temps à faire de la place aux sciences et aux Cercles des jeunes naturalistes.

⁸⁶ Francine Descarries-Bélanger, Marcel Fournier et Louis Maheu, « Le frère Marie-Victorin et “ Les Petites Sciences ” », *Recherches sociographiques*, vol. XX, n° 1 (1979), p. 7-39. Nous disons partiellement puisque, selon cette hypothèse, les élites en place auraient, en contrepartie, boudé les sciences. Comme l'a mentionné Raymond Duchesne, cela est loin d'avoir été démontré (voir « D'intérêt public et d'intérêt privé : l'institutionnalisation de l'enseignement et de la recherche scientifiques au Québec (1920-1940) », dans Yvan Lamonde et Esther Trépanier (dir.), *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*, Québec, IQRC, 1986, p. 195-202).

⁸⁷ L'expression est de Descarries-Bélanger, Fournier et Maheu, « Le frère Marie-Victorin et “ Les Petites Sciences ” ».

⁸⁸ Faut-il se surprendre que le premier contact qu'eut René Pomerleau avec les champignons ait été tributaire d'un frère des écoles chrétiennes d'origine française et dont la communauté était responsable de son école primaire ? Voir Pomerleau, « Le quart de siècle du Cercle des mycologues de Montréal », tapuscrit, p. 3.



DOMAINES DE RECHERCHE: Rapports espace-économie-société | Populations, âges de la vie et transmission | Cultures religieuses | L'institution | Réseaux et mouvements sociaux

ciéq Centre
interuniversitaire
d'études québécoises

Un lieu de formation,
d'échanges intellectuels
et d'interdisciplinarité

www.cieq.ca



Atlas historique du Québec
Une collection novatrice, scientifique,
éducative et culturelle, destinée à la
fois aux spécialistes et au grand public.

Présent à l'Université du Québec à Trois-Rivières et à l'Université Laval,
le CIEQ est un regroupement stratégique reconnu par le FQRSC.

UNIVERSITÉ
LAVAL

UQTR
Université du Québec à Trois-Rivières

Un réseau indépendantiste dans le Québec des années 1930

Mathieu Noël
Université du Québec à Montréal

Résumé

Dans les années 1930, l'idée d'indépendance du Québec est proposée et défendue par des groupes de jeunes nationalistes tels que les Jeune-Canada, les Jeunesses patriotes et les collaborateurs des périodiques *Vivre* et *La Nation*. Ces différents groupes s'inscrivent dans un réseau. Les indépendantistes entretiennent des liens entre eux et souhaitent transmettre leurs idées à la société canadienne-française, mais ils ne réussissent pas à rejoindre les masses et ainsi transformer leur réseau en mouvement social. Cet article présente et analyse le réseau indépendantiste des années 1930 afin de comprendre son développement, les raisons qui l'ont empêché de devenir un mouvement social et les causes de sa disparition vers la fin de la décennie.

Abstract

*During the 1930s, the idea of Quebec independence was promoted and defended by several groups of young nationalists, including the Jeune-Canada, the Jeunesses patriotes, and contributors to the journals *Vivre* and *La Nation*. These different groups formed something of a network. They maintained ties to each other and sought to promote their ideas within French Canadian society. However, they were unable to achieve any real popular support and thus failed to transform their network into a wider social movement. This article presents and analyses the independentist network of the 1930s in order to better understand its development, along with the reasons that prevented it from becoming a*

Mens, vol. XI, n° 2 (printemps 2011)

social movement and the factors that brought about its disappearance in the latter years of the decade.

Il est de plus en plus connu que l'idée d'indépendance du Québec ne débute pas au tournant des années 1960 avec l'apparition d'organisations telles que l'Alliance laurentienne et le Rassemblement pour l'indépendance nationale. En effet, l'indépendantisme est déjà discuté et débattu dans les cercles nationalistes des années 1930¹. L'idée est portée principalement par des groupes de jeunes qui se réclament du groulxisme et qui y voient une solution aux désordres causés par la crise économique. Quelques historiens se sont intéressés à ces organisations. Pensons aux travaux d'André-J. Bélanger, de Denis Chouinard et de Lucienne Fortin sur Jeune-Canada², aux recherches de Robert Comeau, de Michèle Larose, de Julien Fabvre et de Charles-Philippe Courtois sur le journal *La Nation*³, puis, plus récemment, aux articles d'Yvan Lamonde⁴ et au premier tome du collectif *Histoire*

¹ À l'époque, le terme le plus souvent utilisé pour désigner l'idée d'indépendance est celui de « séparatisme ».

² André-J.-Bélanger, *L'apolitisme des idéologies québécoises : le grand tournant de 1934-1936*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1974; Denis Chouinard, « Des contestataires pragmatiques : les Jeune-Canada, 1932-1938 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, n° 1 (été 1986), p. 5-28; Lucienne Fortin, « Les Jeune-Canada (1932-1936) », dans Fernand Dumont et al., *Idéologies au Canada français, 1930-1939*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1978, p. 215-235.

³ Robert Comeau, *Les indépendantistes québécois, 1936-1938*, mémoire de maîtrise en histoire, Université de Montréal, 1971, 2 vols.; Michèle Larose, *Les Jeunesses patriotes et "La Nation", un courant politique d'extrême droite au Québec : 1934-1939*, mémoire de maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal, 1984; Julien Fabvre, « *La Nation* : les groulxiens devant la tentation fasciste 1936-1939 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, n° 2 (printemps 2001), p. 40-52; Charles-Philippe Courtois, « Le séparatisme québécois des années 1930 et les non-conformistes », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, n° 2 (hiver 2008), p. 287-302.

⁴ Yvan Lamonde, « Les Jeunesses patriotes (1935-1939) et la position non séparatiste de l'abbé Groulx », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 17, n° 2 (hiver 2009), p. 179-189; Yvan Lamonde, « La rage de *Vivre* et les *Cahiers noirs* (1934-1935) », *Mens : revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. IX, n° 2 (printemps 2009), p. 187-206.

*intellectuelle de l'indépendantisme québécois*⁵. Jusqu'ici, ces groupes ont généralement été étudiés séparément⁶. Une telle approche permet de mieux connaître la constitution et les idées de ces groupes, mais pas de vérifier la force et la portée qu'avait l'idée d'indépendance. Dans cet article, je propose d'aborder l'indépendantisme de ces années dans une perspective plus globale. Je crois que les différents groupes indépendantistes s'inscrivent dans un réseau. Celui-ci sera présenté, et son développement au cours des années 1930 sera étudié. L'approche basée sur l'analyse des réseaux aidera à expliquer, d'abord, pourquoi l'idée indépendantiste n'a pas réussi à rejoindre les masses et, ensuite, les causes de sa disparition vers la fin de la décennie. En d'autres mots, il s'agit d'éclairer les raisons qui ont empêché le réseau de se transformer en véritable mouvement social.

L'indépendantisme dans le cycle d'action collective

Les indépendantistes québécois des années 1930 tentent de se regrouper en organisations dans le but de mener une action collective. Selon le sociologue Charles Tilly, l'action collective est le résultat du processus de mobilisation des ressources en vue de la défense d'un intérêt collectif. L'action collective est composée de différents cycles de contestation qui incluent le groupe de pression, le réseau, le mouvement social et le groupe révolutionnaire. En partant de la conceptualisation du politologue Guillaume Courty, nous pouvons établir que les indépendantistes des années 1930 ne représentent pas un groupe de pression, un groupe d'influence ou encore un lobby, puisqu'ils ne souhaitent pas défendre des intérêts communs auprès des personnes et des institutions décisionnelles⁷. Ils ont plutôt une

⁵ Robert Comeau, Charles-Philippe Courtois et Denis Monière (dir.), *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois*, t. 1 : 1834-1968, Montréal, VLB éditeur, 2010.

⁶ Yvan Lamonde a tenté une synthèse dans « La constellation nationaliste de 1930 à 1939 : côté lumière, côté ombre », dans Yvan Lamonde et Denis Saint-Jacques (dir.), *1937 : un tournant culturel*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2009, p. 3-13.

⁷ Guillaume Courty, *Les groupes d'intérêts*, Paris, La Découverte, 2006.

vision qu'ils souhaitent élargir à l'ensemble de la société canadienne-française. D'ailleurs, plusieurs d'entre eux rejettent le système politique en place et ses représentants.

Par ailleurs, les indépendantistes ne forment pas un mouvement social au sens où le conçoit Charles Tilly. Celui-ci présente le mouvement comme une action instrumentale qui correspond à des fins politiques. Le mouvement vise à pénétrer le système politique afin de mettre en application ses idées et sa vision de la société. Pour déterminer la présence d'un mouvement social, il faut, selon Tilly, une synthèse conséquente de trois éléments : une campagne, un répertoire d'actions et le concept du « WUNC »⁸. Celui-ci fait référence à la respectabilité des participants (*Worthiness*), à l'unité des participants (*Unity*), à l'importance en nombre des participants (*Numbers*) et à leur degré d'engagement (*Commitment*). Nous verrons dans cet article que les indépendantistes des années 1930 ne respectent pas l'ensemble de ces critères. De plus, certains aspects, telles que la conjoncture et la prise de mauvaises décisions, nuisent à l'émergence du mouvement.

Les indépendantistes se situent au « cycle » précédent de l'action collective, soit le réseau social. Celui-ci est une structure composée d'individus et/ou d'organisations reliés entre eux par des liens sociaux. En ce sens, l'approche basée sur l'analyse des réseaux me semble adéquate pour mieux connaître les indépendantistes de cette période. Elle consiste à déterminer les acteurs du réseau (les nœuds) et les liens qui les unissent afin de permettre une analyse globale. Cette méthode s'inspire des idées de littéraires comme Michel Lacroix⁹. Tout comme lui, je privilégie une approche qualitative et historique du réseau. L'analyse des réseaux sociaux est un « courant de recherche spécifique au sein des sciences humaines, pourvu d'un appareil notionnel et de

⁸ Charles Tilly, *Social Movements, 1768-2004*, Boulder, Colorado, Paradigm Publishers, 2004, p. 53-54.

⁹ Michel Lacroix, « Analyse des réseaux sociaux et interdisciplinarité dans les études québécoises », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 7, n° 1 (printemps 2004), p. 11-25.

techniques d'analyses propres¹⁰ ». Cette approche tire son origine des recherches d'Elizabeth Bott¹¹ dans les années 1950, puis sa popularité a augmenté dans les années 1970 sous l'influence de la sociométrie et de l'anthropologie culturelle¹². Les recherches de Stanley Milgram sur « l'expérience du petit monde » et surtout celles du groupe de recherche de Harrison White à l'Université Harvard, auxquelles participait notamment Mark Granovetter¹³, ont fait de la théorie des réseaux « l'un des secteurs les plus dynamiques de la sociologie contemporaine¹⁴ ». Dans cet article, l'analyse des réseaux permet d'étudier les relations inter et intra-organisationnelles. Je propose de présenter et d'analyser le réseau indépendantiste afin de comprendre son développement, les raisons qui l'ont empêché de se transformer en mouvement social et les causes de sa disparition vers la fin de la décennie.

On peut diviser le réseau en deux périodes, 1930-1935 et 1935-1939, puisque l'année 1935 est une année charnière, tant dans la composition du réseau que dans les idées qui y sont dominantes. Néanmoins, il s'agit toujours d'un seul et même réseau, puisque les deux périodes partagent certains nœuds, mais surtout, plusieurs liens. De plus, même si la rhétorique, les moyens employés et la conception du nouvel État se transforment, c'est encore le même objectif qui est poursuivi, soit la création d'un État francophone indépendant en Amérique du Nord.

¹⁰ *Ibid.*, p. 12.

¹¹ Elizabeth Bott, *Family and Social Network: Roles, Norms and External Relationship in Ordinary Urban Families*, London, Tavistock Publications, 1957.

¹² Lacroix, « Analyse des réseaux sociaux et interdisciplinarité dans les études québécoises ».

¹³ Stanley Milgram, « The Small World Problem », *Psychology Today*, vol. 1, n° 1 (1967), p. 61-67; Harrison C. White, *Chains of Opportunity: System Models of Mobility in Organizations*, Cambridge, Harvard University Press, 1970; Mark Granovetter, « The Strength of Weak Ties: A Network Theory Revisited », *Sociological Theory*, vol. 1 (1983), p. 201-233.

¹⁴ Citation de Peter Hedström et Richard Swedberg traduite dans Lacroix, « Analyse des réseaux sociaux et interdisciplinarité dans les études québécoises », p. 15.

1930-1935 : le réseau sous l'influence jeune-canadienne

L'idée de l'indépendance avait déjà été discutée lors des enquêtes annuelles de 1922 et de 1927 de la revue *L'Action française*¹⁵. Il n'est donc pas surprenant de retrouver au début des années 1930 des personnes favorables à cette idée. C'est le cas de Georges Boulanger qui, pendant l'hiver 1930, écrit des articles en faveur de l'indépendance dans la revue *La Garde*¹⁶. Toutefois, nous ne pouvons pas encore conclure à la présence d'un réseau indépendantiste, puisque ces individus sont isolés et n'agissent pas collectivement.

Il faut attendre la formation du groupe Jeune-Canada en décembre 1932, et plus précisément leur prise de position en faveur de l'indépendance à l'été 1933, pour qu'un réseau indépendantiste prenne réellement forme. Ce groupe est composé de quelques jeunes étudiants¹⁷ qui sont amis, pour la plupart, depuis leur rencontre au collège Sainte-Marie. En 1927, ceux-ci fondent le Cercle Crémazie afin d'organiser des tables rondes pour discuter de littérature et de politique. Ce cercle comprend André Laurendeau, Dollard Dansereau, Pierre Dansereau, Jean-Louis Dorais, Lucien L'Allier, Gilbert Manseau et Claude Robillard, tous de futurs membres de Jeune-Canada¹⁸. Puis, lors de leur passage à l'Université de Montréal, ils poursuivent cette tradition en fondant le Club X en 1931¹⁹. L'année suivante, sous les recommandations l'abbé Lionel Groulx, le Club X organise

¹⁵ Ces enquêtes sont analysées par Pascale Ryan dans *Penser la nation : la Ligue d'Action nationale 1917-1960*, Montréal, Leméac éditeur, 2006.

¹⁶ Georges Boulanger, « La puissance des groupements », *La Garde*, vol. 1, n° 3 (mars 1930), p. 2. *La Garde* est le mensuel de la Fédération catholique des gardes indépendantes du Canada, qui paraît de 1930 à 1932.

¹⁷ En décembre 1932, la plupart des membres sont âgés de 20 à 25 ans. Précisons que dans les années de crise économique, la jeunesse canadienne-française émerge comme force politique et catégorie sociale plus autonome. À ce sujet, voir Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène*, Montréal, Éditions du Boréal, 2003.

¹⁸ Lettre de François Rinfret à André Laurendeau, 12 juillet 1928, Bibliothèque et Archives nationales du Québec – Centre de Montréal (à l'avenir BAnQ-M), Fonds Familles Laurendeau et Perrault, CLG2/A5.

¹⁹ Chouinard, « Des contestataires pragmatiques : les Jeune-Canada, 1932-1938 ».

une première activité publique pour protester contre les injustices commises à l'endroit de la langue française. Dans le cadre d'une assemblée devant une salle comble au Gesù, à Montréal, le groupe lance le *Manifeste de la jeune génération* et une pétition pour les droits du français. Après ce premier succès, les jeunes choisissent de poursuivre leur militantisme public et adoptent le nom de Jeune-Canada. Trois présidents se succèdent à la direction du groupe : Pierre Dansereau (1932-1934), Jean-Louis Dorais (1934-1935) et Thuribe Belzile (1935-1936). Parmi les autres principaux membres, mentionnons Dominique Beaudin, George-Étienne Cartier, Pierre Dagenais, Dollard Dansereau, Paul Dumas, Gérard Filion, Bernard Hogue et André Laurendeau, auxquels se joignent par la suite certains de leurs amis tels qu'Émilien Brais, Robert Charbonneau, Lucien L'Allier, Dostaler O'Leary et Paul Simard.

À ce moment, le réseau est établi sur de solides bases, notamment en raison de la force des liens entre les différents acteurs et de son unité interne. La plupart des membres de Jeune-Canada sont amis depuis l'adolescence, tandis que d'autres se connaissent depuis l'enfance, puisque leurs parents étaient eux-mêmes des amis intimes. C'est le cas notamment des pères d'André Laurendeau, de Pierre Asselin et de Jean-Paul Verschelden, qui étaient tous les trois dans l'entourage de *L'Action française*. Parfois, les liens entre les membres de Jeune-Canada sont encore plus forts que l'amitié, il faut alors parler de liens familiaux. Le meilleur exemple est celui de George-Étienne Cartier²⁰. Premièrement, il est le beau-frère de Jean-Louis Dorais, qui a épousé sa sœur Jacqueline. Pour sa part, George-Étienne s'est marié avec Georgette Simard, la sœur de Paul Simard. Une autre sœur de Paul, Paule Simard, a épousé Émilien Brais. Ajoutons à ce portrait Gérard Filion et Jean-Paul Verschelden, qui sont beaux-frères.

²⁰ Ces renseignements sur les liens de parenté m'ont été transmis par George-Étienne Cartier (1940-2010), le fils du membre de Jeune-Canada George-Étienne Cartier (1907-1983) et de Georgette Simard. À noter qu'il s'agit des descendants directs de George-Étienne Cartier (1814-1873), qui participa à la fondation de la Confédération en 1867.

De plus, des liens supplémentaires se sont créés avec le temps, par exemple George-Étienne Cartier est devenu parrain du fils d'André Laurendeau, Olivier. Bref, nous pouvons retracer plusieurs unions entre les familles des membres de Jeune-Canada, ce qui renforce encore plus la cohésion entre ces amis du collège. Ces forts liens aident à comprendre pourquoi plusieurs membres resteront des amis intimes après la disparition de l'organisation.

Aussi, bien qu'elles ne soient pas admises dans le groupe, les femmes dans l'entourage de Jeune-Canada se réunissent pour militer et soutenir les actions de leurs conjoints ou de leurs frères. Mes recherches dans le Fonds Lionel Groulx m'ont permis de découvrir l'existence d'une aile féminine de Jeune-Canada : les Jeune-Laurentienne – à ne pas confondre avec le groupe du même nom fondé en 1936 par Rosaire Morin et Paul-Émile Robert²¹. En novembre 1935, la présidente de Jeune-Laurentienne est Gabrielle Lévesque (belle-sœur de Dostaler O'Leary). Les autres membres sont Louise Mathys, Lucille Lévesque (amie de Dostaler O'Leary), Georgette Simard (sœur de Paul Simard et épouse de George-Étienne Cartier), Lucille Berthiaume, Marguerite O'Leary (sœur de Dostaler O'Leary), Madeleine Dorais, Jacqueline Dorais (sœur de George-Étienne Cartier et épouse de Jean-Louis Dorais), Bella Kasch et Madeleine Boyer (amie de Thuribe Belzile)²². En pratique, Jeune-Laurentienne est avant tout un groupe de rencontre et de discussion, mais ses membres participent également aux assemblées et autres activités publiques de Jeune-Canada. Il s'agit d'un groupe intrigant, mais dont les traces en archives sont malheureusement très limitées.

Le réseau est également caractérisé par la respectabilité de ses participants. Jeune-Canada bénéficie de la bienveillance de Lionel

²¹ David Rajotte, *Les jeunes laurentiens : jeunesse, militantisme et nationalisme dans le Canada français des années 1940*, mémoire de maîtrise en histoire, Université de Montréal, 2006.

²² Lettre de Madeleine Boyer à Lionel Groulx, 14 janvier 1936, BAnQ-M, Fonds Lionel Groulx, CLG1. Les liens de parenté ont été établis à la suite d'une recherche généalogique.

Groulx, qui n'hésite pas à présenter le groupe comme les représentants de la jeunesse canadienne-française qui effectueront le relèvement de la nation²³. Cette respectabilité favorise les contacts avec d'autres réseaux et la tenue d'activités extra-institutionnelles, des éléments importants pour la vitalité d'un réseau et pour son développement éventuel en mouvement. Jeune-Canada entretient de bonnes relations avec plusieurs autres groupes de jeunes, à commencer, comme le souligne l'historienne Karine Hébert, par les associations étudiantes de l'Université de Montréal²⁴. Les membres Paul Dumas et Roger Larose sont respectivement présidents de l'Association des étudiants de la Faculté de médecine et de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal. Le groupe a aussi ses entrées dans le journal étudiant *Le Quartier latin*, puisque Pierre Asselin en est l'administrateur, tandis que Paul Dumas, Roger Larose et Jean-Paul Verschelden y occupent des postes de direction. Le journal étudiant et la présence dans les associations étudiantes représentent de bons moyens pour susciter la participation des jeunes à leurs activités. Les relations entre Jeune-Canada et l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (ACJC) sont plus nébuleuses. Jeune-Canada reçoit d'abord l'appui de l'ACJC lors de sa première assemblée au Gesù, mais un conflit survient au cours de l'année 1933 entre Pierre Dansereau et Lionel Leroux, le président de l'ACJC. Ce dernier n'apprécie pas que Jeune-Canada organise une activité pour commémorer la fête de Dollard le même jour que son groupe²⁵. Les tensions disparaissent le 23 février 1934 lorsque Jean-Paul Verschelden prend la présidence de l'ACJC. Ce dernier fait alors entrer d'autres membres de Jeune-Canada à la direction de l'ACJC, ce qui permet de conclure à une certaine forme de noyautage. Jeune-Canada bénéficie également

²³ Lionel Groulx, *Mes mémoires*, t. 3, Montréal, Fides, 1972, p. 276.

²⁴ Karine Hébert, *La construction d'une identité étudiante montréalaise (1895-1960)*, thèse de doctorat en histoire, Université du Québec à Montréal, 2002, p. 200.

²⁵ Père Marquette, « Des patriotards qui se prennent aux cheveux! », *L'Autorité*, 13 mai 1933, et Pierre Dansereau, « Au président général de l'ACJC », *Le Canada*, 23 mai 1933.

du soutien de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, qui lui prête le théâtre du Monument national pour certaines assemblées publiques, et de celui des Jésuites, pour la distribution de leurs publications²⁶. Ces bonnes relations donnent au réseau une plus grande audience et une meilleure visibilité.

L'alliance la plus importante pour Jeune-Canada demeure celle que ses membres entretiennent avec le réseau groulxien. Plusieurs des amis de Lionel Groulx partagent sa bienveillance à l'endroit de Jeune-Canada. Omer Héroux, directeur du *Devoir*, écrit à quelques reprises un éditorial en première page pour féliciter et encourager le groupe²⁷. Pour sa part, le directeur de *L'Action nationale*, Arthur Laurendeau, accueille avec enthousiasme les articles des membres²⁸. Jeune-Canada profite de l'aide et de l'appui des autres groupes nationalistes, car le groupe est considéré comme le réveil tant souhaité de la jeunesse canadienne-française. Sans nécessairement adhérer à l'ensemble des idées de Jeune-Canada, notamment celle de l'indépendance, le réseau groulxien encourage ses membres à les exprimer et à les diffuser. Il faut mentionner que les bases idéologiques de Jeune-Canada sont semblables à celles de ses aînés. Le groupe souhaite valoriser la jeunesse, la nation canadienne-française, la langue française et le catholicisme. Les indépendantistes de 1932-1935 désirent améliorer le système en place en commençant par abolir les trusts, ce qui permettra, selon eux, de redonner la maîtrise de l'économie aux Canadiens français²⁹. Lors d'une assemblée, Pierre Dansereau explique qu'il faut « nettoyer le capitalisme des trusts pour le sauver du socia-

²⁶ Guy Morin, « Cinq minutes avec Jean-Louis Dorais », *Le Quartier latin*, 17 janvier 1935, p. 4.

²⁷ Voir notamment Omer Héroux, « Bravo! Jeunes gens... », *Le Devoir*, 19 décembre 1932, p. 1 ; Omer Héroux, « Continuez! », *Le Devoir*, 20 décembre 1932, p. 1 ; Omer Héroux, « La plainte d'une génération », *Le Devoir*, 24 avril 1933.

²⁸ Les membres de Jeune-Canada qui participent à *L'Action nationale* sont André Laurendeau, Dominique Beaudin, Jean-Paul Verschelden, Pierre Dansereau, Dollard Dansereau, Thuribe Belzile, René Monette, Paul Dumas et George-Étienne Cartier.

²⁹ « Les Jeune-Canada dénoncent les trusts, en particulier ceux de l'électricité et de la gazoline », *Le Devoir*, 14 novembre 1933, p. 4.

lisme³⁰ ». Tout comme leurs aînés, les membres de Jeune-Canada estiment que le réveil de la nation canadienne-française se fera par un processus d'éducation nationale³¹. Sur le plan social, ils se méfient de l'arrivée massive de nouveaux immigrants³², ils considèrent que les femmes doivent, avant tout, être de bonnes mères de famille³³, puis ils ne voient aucune contradiction entre l'action nationale et l'action catholique³⁴. Ainsi, la grande différence entre les membres de Jeune-Canada et leurs aînés du *Devoir* et de *L'Action nationale* n'est pas idéologique; elle se situe plutôt dans le ton employé. En effet, les Jeune-Canada paraissent plus fougueux que les autres nationalistes groulxiens. Ils apportent peu de nuances à leurs propos et ils ne se gênent pas pour attaquer publiquement certains groupes et hommes politiques, que ce soient les juifs, les immigrants ou les libéraux de Taschereau. Les membres de Jeune-Canada sont ainsi des contestataires, mais de l'ordre établi, et non pas du milieu nationaliste groulxien pour lequel ils ont un grand respect. En ce sens, ils acceptent la censure des Jésuites et jamais ils n'oseraient se prononcer contre un Groulx ou un Minville³⁵. Bref, les idées de Jeune-Canada sont plutôt fidèles à celles de ses aînés, mais elles sont peu nuancées, et les jeunes ne réussissent pas à transmettre leur désir d'indépendance à leurs prédécesseurs.

L'orientation vers l'indépendantisme se fait graduellement chez Jeune-Canada. Lors de la première assemblée au Gesù, en décembre 1932, le groupe croit toujours que la Confédération est potentiellement bonne. L'idée d'indépendance est introduite dans le réseau par André Laurendeau pendant l'été 1933, alors que le groupe est réuni pour

³⁰ *Ibid.*

³¹ Jeune-Canada, *Qui sauvera Québec?*, Montréal, Le Devoir, 1935.

³² Dominique Beaudin, « À propos d'immigration », *L'Action nationale*, octobre 1934, p. 148; Pierre Dagenais, dans Jeune-Canada, *Politiciens et Juifs*, Montréal, Le Devoir, 1933, p. 27.

³³ Bernard Hogue, dans Jeune-Canada, *Qui sauvera Québec?*, p. 81-82.

³⁴ André Laurendeau, *Notre nationalisme*, Montréal, Le Devoir, 1935.

³⁵ Morin, « Cinq minutes avec Jean-Louis Dorais », p. 4.

élaborer sa doctrine. Dans une lettre écrite à Lionel Groulx, André Laurendeau présente ses ambitions indépendantistes :

J'ai lu avec attention une enquête de *L'Action française* : « Notre avenir politique ». Cela m'a ouvert toutes sortes de perspectives. Cette idée m'était déjà chère. Je me demande si sa réalisation ne pourrait pas être notre œuvre. Au moment où vous étudiez cette question, vous vous contentiez de regarder venir les événements. C'était juste, alors votre position était inattaquable. Ne vaudrait-il pas mieux, maintenant, aider les événements³⁶ ?

La doctrine de Jeune-Canada, écrite par Dominique Beaudin, Thuribe Belzile, Robert Charbonneau, Jean-Louis Dorais, André Laurendeau, Gilbert Manseau et Paul Simard, constitue un manifeste pour l'indépendance de la Laurentie³⁷. Selon les auteurs, les nombreuses disparités culturelles et les mentalités divergentes entre les deux peuples fondateurs de la Confédération empêchent le plein épanouissement des Canadiens français et représentent une menace à leur culture. Contrairement à Lionel Groulx, ils ne croient pas qu'une réforme de la Confédération puisse régler leurs problèmes. Ainsi préconisent-ils la formation d'un État francophone indépendant, situé sur les rives du Saint-Laurent, qui prendrait le nom de Laurentie.

À partir de l'été 1933, le réseau a défini son projet et la campagne est entamée. Pour diffuser leurs idées, les membres de Jeune-Canada ont recours à un répertoire d'actions. Ils écrivent des articles dans *Le Quartier latin*, *Le Devoir* et *L'Action nationale*, organisent des assemblées publiques et des pèlerinages nationalistes, lancent une pétition nationale et animent des émissions de radio sur les ondes de CHLP et CKAC. En ce qui concerne plus précisément l'idée d'indépendance, celle-ci est progressivement proposée dans leurs tracts. L'objectif de cette série de six tracts est de livrer un message plus positif sur la question nationale et de donner une fierté nationale à la jeunesse.

³⁶ Lettre d'André Laurendeau à Lionel Groulx, 16 août 1933, BAnQ-M, Fonds Lionel Groulx, CLG1/A2143.

³⁷ « Projet de doctrine des Jeune-Canada », BAnQ-M, Fonds Jeune-Canada, CLG21.

Dans le cadre de ses activités, le réseau montre une forte capacité de mobilisation. Si l'on se fie aux comptes rendus des événements dans la presse, les publications de Jeune-Canada ont en moyenne un tirage de 3 000 exemplaires, tandis que leurs assemblées publiques attirent normalement plus de 1 000 personnes, et parfois jusqu'à 3 500. De plus, sa pétition pour les droits de la langue française a récolté plus de 75 000 signatures³⁸.

Bref, sous la période jeune-canadienne, le réseau indépendantiste est vigoureux et respecte plusieurs des préalables au mouvement social. En effet, le réseau a élaboré sa campagne, possède un répertoire d'actions diversifiées, détient une bonne unité interne, réalise des activités extra-institutionnelles, bénéficie d'une grande audience et d'une bonne capacité de mobilisation, puis ses leaders possèdent une bonne respectabilité. De plus, la conjoncture économique difficile entre 1932 et 1935 favorise l'émergence de nouvelles idées pour relever la nation. Malgré tout, le réseau indépendantiste ne se développe pas en mouvement. La principale raison est l'entêtement des membres du réseau à demeurer un petit groupe fermé d'une vingtaine de membres. Régulièrement, le secrétariat de Jeune-Canada reçoit des demandes d'adhésion, mais rares sont celles qui obtiennent une réponse positive. Le seul moyen d'être accepté est le réseautage, l'établissement d'un contact avec une personne déjà membre pour faire valoir sa candidature, et malgré cela, plusieurs demandes sont refusées. Dans son article, Denis Chouinard donne l'exemple de Robert Charbonneau qui, à deux reprises, tente de faire accepter dans les rangs de Jeune-Canada Claude Hurtubise, son collaborateur à *La Relève*, mais les deux fois on refuse de l'admettre dans le groupe, sans donner de raison pour justifier ce refus³⁹. D'autre part, un groupe de jeunes nationalistes de Québec demande, en janvier 1934, la permission de mettre sur pied un comité de Jeune-Canada dans leur ville,

³⁸ Celle-ci n'a jamais été déposée, les signatures sont ainsi archivées dans le Fonds Jeune-Canada à BAnQ-M.

³⁹ Chouinard, « Des contestataires pragmatiques : les Jeune-Canada, 1932-1938 », p. 22.

mais cette demande est refusée⁴⁰. Les membres de Jeune-Canada désirent demeurer le petit groupe d'amis qu'ils forment depuis leur passage au collège Sainte-Marie. Bien sûr, cela facilite la coordination et l'unité interne du réseau, mais empêche d'augmenter les effectifs, de renouveler les militants et de se développer hors de Montréal. Les membres de Jeune-Canada se perçoivent comme une élite qui étudie la question nationale et guide la jeunesse, mais ils n'envisagent pas, du moins pour l'instant, de prendre la direction d'une masse de jeunes indépendantistes. Bref, sous la période jeune-canadienne, le réseau ne désire tout simplement pas se développer en mouvement. C'est du moins l'opinion qu'avait André Laurendeau à l'été 1933, lorsqu'il présente à l'abbé Groulx ses ambitions indépendantistes : « Nous ne sommes pas encore prêts à lancer un tel mouvement, nous n'avons ni l'expérience ni les compétences qu'exigerait une pareille action. Il nous suffirait, à l'heure actuelle, d'étudier les problèmes nationaux à ce point de vue précis, et d'aller de l'avant, sans divulguer tout de suite nos ambitions⁴¹. » En 1935, André Laurendeau quitte pour l'Europe et les groupes de travail ne se réunissent plus, ce qui fait en sorte que Jeune-Canada met fin à ses activités. Les jeunes étudiants de 1932 font leur entrée sur le marché du travail et semblent davantage intéressés par leur carrière que par leur militantisme dans le réseau⁴². Et comme ils refusaient les nouvelles adhésions, aucune relève ne peut remplacer les militants désabusés. À son retour d'Europe en 1937, André Laurendeau tente de relancer Jeune-Canada avec de nouveaux membres, mais cette tentative se solde par un échec. Bref, 1935 marque un recul de l'influence de Jeune-Canada dans le réseau

⁴⁰ La demande d'accréditation à Jeune-Canada vient de Gérald Coote, Marcel Morin, Michel Dussault et Robert Darveau (« Les Jeune-Canada nient avoir une filiale à Québec », *Le Canada*, 10 janvier 1934).

⁴¹ Lettre d'André Laurendeau à Lionel Groulx, 16 août 1933, BAnQ-M, Fonds Lionel Groulx, CLG1/A2143.

⁴² À titre d'exemples, mentionnons que Dollard Dansereau est sous-ministre adjoint au Secrétariat de la province en 1936, Dominique Beaudin est nommé directeur de la *Terre de chez nous* en 1937, et que Gérard Filion est élu, la même année, secrétaire de l'Union des cultivateurs catholiques.

indépendantiste, ce qui permet à d'autres organisations, beaucoup plus de droite, d'en prendre la tête.

1935-1939 : le réseau sous l'influence fasciste

En 1934, un nouveau groupe s'intéresse à l'indépendance et gravite autour du réseau. Il est composé de jeunes de la région de Québec qui collaborent à la revue *Vivre*, dirigée par Pierre Chaloult, Jean-Louis Gagnon et Philippe Vaillancourt. *Vivre* est une publication littéraire et politique qui paraît mensuellement de mai 1934 à mars 1935, puis hebdomadairement jusqu'en mai 1935. L'idéologie du groupe se base sur le corporatisme et l'anticommunisme. En ce qui concerne les autres idées, dont celle de l'indépendance, les avis sont partagés. Ainsi, quelques-uns des collaborateurs s'affichent-ils comme indépendantistes – Pierre Chaloult, Gérard Dagenais, Jean-Louis Gagnon – tandis que d'autres, particulièrement Jean-Charles Harvey, sont opposés à cette idée. Peu après la fondation du groupe, les administrateurs de *Vivre* éprouvent des problèmes pécuniaires et judiciaires. Ils choisissent de mettre fin à la parution de la revue et se réorientent vers l'édition de tracts favorables au fascisme, *Les Cahiers noirs*, mais un seul numéro est publié.

En février 1936, Pierre Chaloult, Jean-Louis Gagnon et d'anciens collaborateurs de *Vivre*, tels que Fernand Lacroix, Gabriel Langlais et Hélène Jobidon, se joignent à l'équipe de *La Nation*, un nouvel hebdomadaire de combat indépendantiste. Ses fondateurs sont de jeunes avocats de Québec : Paul Bouchard, Pierre Letarte, Albert Pelletier et Roger Vézina⁴³. Pendant sa période indépendantiste, soit de février 1936 à mars 1937, *La Nation* paraît 58 fois. Bien que le journal soit publié jusqu'en 1939, le groupe de *La Nation* se détourne de son objectif initial au cours de l'hiver 1937 en empruntant la voie de l'autonomisme. La principale action de ce groupe indépendantiste demeure la publication de son journal de combat. À quelques

⁴³ Roger Vézina est l'associé de Paul Bouchard dans le même bureau d'avocats, tandis que Pierre Letarte est l'avocat de *Vivre* lors des poursuites de *l'Hebdo-Laval*.

occasions, les membres tentent d'organiser des assemblées publiques ou d'établir une milice, mais ils remportent des succès mitigés.

À peu près au même moment, un second groupe fait son entrée dans le réseau indépendantiste à Montréal. Les Jeunesses patriotes sont fondées vers la fin de l'année 1935 par les frères Walter-Patrice et Dostaler O'Leary, deux jeunes journalistes qui reviennent d'un long séjour en Belgique où ils ont terminé leurs études⁴⁴. Parmi les principaux membres des Jeunesses patriotes, mentionnons Michel Chartrand, Réal Denis, Hector Grenon, Jean Leduc, Émile Latrémouille, René Sarrazin, Maurice Sarrazin, Ivanhoé Valiquette et Philippe Vaillancourt. On retrouve également quelques membres de Jeune-Canada, groupe qui est alors, comme nous l'avons mentionné, quasi inactif. Outre Dostaler O'Leary, les autres de Jeune-Canada qui participent aux activités des Jeunesses patriotes sont Paul Dumas et Bernard Hogue. Tout comme le groupe de Québec, les Jeunesses patriotes sont de tendance fasciste et envisagent l'indépendance comme la première étape à l'établissement d'un régime corporatiste et nationaliste sur les rives du Saint-Laurent. Ils fondent eux aussi un journal de combat, *L'Indépendance*, mais y mettent fin après un seul numéro (février 1936). Ainsi, à partir de 1935, le réseau indépendantiste est-il constitué de deux groupes distincts, l'un à Québec et l'autre à Montréal, mais qui se rejoignent dans leur conception fasciste de l'indépendance.

Si les indépendantistes de 1932-1935 souhaitaient améliorer le régime politique en place, ceux de 1936-1939 le rejettent entièrement. Les membres de *La Nation* et des Jeunesses patriotes dénoncent le parlementarisme et la démocratie, deux concepts qu'ils jugent désuets. Ils considèrent que le parlementarisme libéral est un échec et écartent la solution du communisme, notamment à cause de son caractère

⁴⁴ Walter-Patrice et Dostaler O'Leary passeront toute leur vie à militer pour l'indépendance du Québec au sein de différentes organisations (Jeunesses patriotes, Chevaliers de la Table ronde, Rassemblement pour l'indépendance nationale et, dans le cas de Walter, le Parti québécois).

internationaliste⁴⁵. Pour répondre au désordre causé par la crise économique, ils privilégient une troisième voie, soit le corporatisme fasciste. Leurs influences corporatistes viennent surtout de Mussolini⁴⁶, mais aussi d'intellectuels d'extrême droite tel que Charles Maurras⁴⁷. Les indépendantistes entendent réorganiser la société du haut (chef unique et puissant) vers le bas (corporations de travailleurs). Ils n'hésitent pas à promouvoir la suppression de certaines libertés individuelles pour favoriser l'établissement d'un État fort et autoritaire qui pourra permettre le plein épanouissement de la nation canadienne-française. Sur l'identité du chef, ils n'avancent pas de nom. Ils attendent l'avènement d'un véritable chef charismatique et autoritaire à l'image de Mussolini. Les autres idées dominantes dans le réseau indépendantiste sont alors l'opposition aux partis politiques⁴⁸ et au droit de vote⁴⁹ et certains souhaitent également suspendre l'immigration⁵⁰. Concernant la place du religieux, précisons que les Jeunesses patriotes se qualifient d'« intégralement catholiques⁵¹ », tandis que les membres de *La Nation* accordent peu d'importance à l'action catholique.

Par rapport à Jeune-Canada, les indépendantistes des années 1935-1939 ont de plus grandes ambitions pour le réseau. Premièrement,

⁴⁵ Jean-Louis Gagnon, « La potence d'abord », *La Nation*, 16 juillet 1936, p. 1.

⁴⁶ Paul Bouchard, « Notre faillite commerciale », *La Nation*, 7 mars 1936, p. 1.

⁴⁷ Sur l'influence de Charles Maurras auprès de certains indépendantistes des années 1930, voir Olivier Dard, « De la rue de Rome au Canada français : influences ou transferts? », *Mens : revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. VIII, n° 1 (automne 2007), p. 7-66.

⁴⁸ Dostaler O'Leary, « Le canadianisme... voilà l'ennemi! », *La Nation*, 13 août 1936, p. 4. Notons néanmoins que les indépendantistes de 1936-1939 participent à quelques occasions au parlementarisme. Ils envoient des lettres à des députés pour encourager certains projets de loi, ils tentent de former un parti politique et de présenter des candidats et, lors des élections de 1936, ils appuient l'Union nationale.

⁴⁹ Dans l'article suivant, Jean-Louis Gagnon explique que *La Nation* est opposée non seulement au droit de vote des femmes, mais aussi à celui des hommes : « Les femmes à barbe », *La Nation*, 4 juin 1936, p. 4.

⁵⁰ Dans *La Nation*, Albert Pelletier est chargé de traiter de la question de l'immigration. Voir Albert Pelletier, « Xénophilie », *La Nation*, 29 février 1936, p. 1.

⁵¹ Les Jeunesses patriotes, « Assez de politicaillerie... de l'action », *L'Indépendance*, février 1936, p. 2.

ils souhaitent grossir leurs rangs et augmenter le nombre d'indépendantistes québécois. À Montréal, le comité central des Jeunesses patriotes, sous la présidence de Walter O'Leary, travaille à l'ouverture de « sections régionales » dans le but de diffuser les idées du réseau. Elphège Simoneau préside la cellule de Drummondville, J. B. Jalbert celle de Chicoutimi, Louis-Joseph Gagnon celle de Mont-Joli, alors que Jules Biron, puis Odilon Fortier s'occupent de la cellule de Trois-Rivières⁵². Nous retrouvons également des sections à Rouyn, à Hull, à Saint-Georges de Beauce, à Saint-Hyacinthe et à Alma. Pour sa part, Philippe Vaillancourt préside la cellule de Québec, la seule section des Jeunesses patriotes hors de Montréal qui semble réellement active. Vaillancourt, cofondateur de *Vivre*, préfère militer dans les Jeunesses patriotes plutôt que joindre les rangs de *La Nation*. Il forme une équipe avec des militants tels que Georges-Omer Blouin et Henri-Paul Papillon, puis, quelques mois plus tard, Jean-Louis Gagnon et Pierre Chaloult. Le groupe de *La Nation* tente lui aussi d'élargir ses rangs par la création des « Faisceaux d'action séparatiste⁵³ », mais cette milice, sous la responsabilité de Paul Talbot, ne connaît pas beaucoup de succès. Cette volonté de rejoindre les masses et de recruter de nouveaux membres à l'échelle provinciale permet de répertorier un plus grand nombre d'indépendantistes que dans la période précédente et, par le fait même, de constituer un réseau plus hétérogène qu'à l'époque de Jeune-Canada.

La campagne menée par le réseau indépendantiste est bien définie. Ses membres souhaitent l'indépendance nationale, mais contrairement à leurs prédécesseurs, ils ajoutent à la campagne des visées fascistes. Le répertoire d'actions pour la réalisation de cette campagne est assez diversifié. Le réseau comprend un journal hebdomadaire (*La Nation*) qui possède un tirage de base de 3 000 exemplaires⁵⁴, puis les

⁵² Lettre de Walter O'Leary à Philippe Vaillancourt, 3 mai 1936, BAnQ-M, Fonds O'Leary, CLG40/C2, 14.

⁵³ Paul Bouchard, « Fondation des Faisceaux d'action séparatiste », *La Nation*, 1^{er} octobre 1936, p. 1.

⁵⁴ « Dossier Jean-Louis Gagnon », Division des archives de l'Université Laval, Fonds Paul Bouchard, P443/B2/1, 4.

indépendantistes organisent des marches, des pèlerinages nationalistes et des débats publics. Les membres des Jeunesses patriotes sont assez créatifs et imaginent différents projets pour attirer l'attention et recruter de nouveaux membres. Par exemple, ils participent à la réalisation et à la commercialisation d'un buste à l'effigie de Lionel Groulx⁵⁵, puis ils commandent la production d'un film de propagande en faveur de l'idée d'indépendance⁵⁶.

Pour orienter leurs actions, les indépendantistes se dotent, en juillet 1936, d'un Comité central autonomiste, appelé à jouer un rôle de fédération des organisations indépendantistes. Les groupes signataires sont les Jeunesses patriotes, *La Nation*, la Jeunesse libérale nationale, l'Union nationale ouvrière et Jeune-Canada. Paul Bouchard est nommé président du comité, et *La Nation* en devient l'organe officiel. Hector Grenon, des Jeunesses patriotes, est responsable de l'organisation à Montréal, tandis que Jean-Louis Gagnon, de *La Nation*, est responsable de l'organisation à Québec⁵⁷. Paul Bouchard explique que le Comité central autonomiste « est un organisme permanent de liaison entre les mouvements de jeunesse nationalistes en vue d'un front commun d'action et de pensée. C'est la tête du mouvement séparatiste [auquel] les principaux groupements de jeunesse nationaliste ont droit [de] mandater un représentant⁵⁸ ». Le terme « autonomisme » plutôt que « séparatisme » est employé pour

⁵⁵ Les Jeunesses patriotes commercialisent un buste à l'effigie de Lionel Groulx, sculpté par l'artiste Jean-Jacques Cuvelier de Trois-Rivières. Voir « Un buste de l'abbé Groulx », *La Nation*, 17 décembre 1936, p. 1.

⁵⁶ En 1937, Walter O'Leary est en contact avec un jeune cinéaste de Joliette, Christian Roy, pour réaliser un film de propagande en faveur de l'idée indépendantiste. Ce film de fiction, d'abord intitulé *Roger le patriote* et ensuite *Un rebelle de 37*, devait commémorer les rébellions de 1837-1838. Le scénario est écrit par Christian Roy, mais le film n'a jamais été réalisé, puisque ce dernier demande un budget de 25 000 \$, ce qui est largement au-dessus des moyens dont disposent les Jeunesses patriotes. Voir la lettre de Christian Roy à Walter O'Leary, 11 janvier 1937, BAnQ-M, Fonds O'Leary, CLG40/C2, 13.

⁵⁷ Paul Bouchard, « Le Comité central autonomiste », *La Nation*, 20 août 1936, p. 2.

⁵⁸ « Manifeste du Comité central autonomiste », juillet 1936[?], BAnQ-M, Fonds O'Leary, CLG40/C2, 6.

rejoindre l'ensemble des groupes nationalistes au Québec et ainsi augmenter la portée du comité et le nombre de groupes membres. Malgré ce nom rassembleur, la direction est noyautée par des indépendantistes si bien que l'orientation du comité quant à la question nationale est déjà déterminée. L'expérience du Comité central autonomiste est intéressante, puisqu'elle reflète une tentative d'union du réseau en vue d'orienter les actions des indépendantistes partout au Québec. Les indépendantistes sont conscients qu'en réunissant leurs forces, ils augmentent leurs chances de réussite. Une telle fédération des organisations indépendantistes pour déterminer les visées du réseau laisse présager un pas de plus vers l'établissement d'un « mouvement indépendantiste », mais le Comité central autonomiste ne durera que quelques mois en raison des nombreux conflits internes.

Pendant les années 1935-1939, donc, le réseau indépendantiste a de grandes ambitions et ses membres souhaitent sa transformation en mouvement, mais cet objectif échoue pour différentes raisons. Premièrement, depuis le recul de Jeune-Canada dans le réseau, les indépendantistes ne sont plus en mesure de tisser de forts liens et des contacts extra-institutionnels qui permettraient d'augmenter la portée de leurs messages. Alors que les activités de Jeune-Canada étaient couvertes par la plupart des grands quotidiens de l'époque, celles des indépendantistes des années 1935-1939 passent souvent inaperçues. Seuls *L'Ordre* (1934-1936) et *L'Action catholique* annoncent régulièrement leurs activités. De plus, les pages de *L'Action nationale* et du *Devoir* sont difficilement accessibles aux indépendantistes de *La Nation* et des Jeunesses patriotes. Lionel Groulx entretient une correspondance avec certains d'entre eux – Paul Bouchard, Pierre Chaloult, Marcel Hamel, Walter O'Leary – dans laquelle il offre ses conseils et recommandations, et il accepte parfois de participer à leurs activités et d'écrire des lettres d'encouragement pour leurs journaux. Cependant, l'abbé semble réticent à mettre ses relations au profit de ces jeunes. Ce changement d'attitude chez Lionel Groulx envers la jeunesse indépendantiste des années 1930 semble lié au critère de respectabilité

des participants. Les membres de Jeune-Canada étaient pour la plupart issus de la petite bourgeoisie canadienne-française. Lionel Groulx connaissait certains d'entre eux depuis leur enfance, particulièrement André Laurendeau, le fils de son bon ami Arthur Laurendeau. Jeune-Canada était en quelque sorte prédestiné à se développer dans le réseau du nationalisme groulxien. Les indépendantistes de 1935-1939, pour leur part, sont impliqués dans des scandales et des poursuites judiciaires. Par exemple, *Vivre* est poursuivi pour atteinte à la vie privée en 1935 par les rédacteurs du journal étudiant de l'Université Laval, *l'Hebdo-Laval*. Puis, lors des élections municipales de 1936 à Montréal, Réal Denis, des Jeunesses patriotes, est suspecté d'avoir participé à une bagarre ayant causé la mort d'un dénommé Fravas Gagalas⁵⁹. D'autre part, les idées fascistes de ces indépendantistes sont moins facilement conciliables avec la pensée de Lionel Groulx que pouvaient l'être celles de Jeune-Canada. Pour ces différentes raisons, Groulx semble hésitant à accompagner ces jeunes dans leurs projets. Néanmoins, il continue à correspondre avec eux et à les conseiller, probablement parce qu'il se plaisait à recevoir autant d'estime de ces jeunes admirateurs, mais aussi parce qu'il se considérait comme un guide et un pédagogue pour la jeunesse canadienne-française, en qui il voyait l'avenir de la nation.

À défaut de bénéficier des appuis qu'avait précédemment Jeune-Canada, les indépendantistes de 1935-1939 s'efforcent de nouer des alliances régionales. Ainsi, à Trois-Rivières, les Jeunesses patriotes tentent-elles un rapprochement avec le conseil municipal⁶⁰, tandis qu'à Rimouski, les indépendantistes reçoivent le soutien du notaire Eudore Couture⁶¹, alors directeur de l'hebdomadaire local *Le Progrès du Golfe*. D'autres journaux semblent parfois favorables aux idées du

⁵⁹ Paul Bouchard, « L'affaire Gagalas : les mystères d'un meurtre politique », *La Nation*, 31 décembre 1936, p. 1.

⁶⁰ Lettre d'Odilon Fortier à Walter O'Leary, 23 mars 1936, BAnQ-M, Fonds O'Leary, CLG40/C2, 11.

⁶¹ Eudore Couture, « Les Jeunesses patriotes et leur objectif », *Le Progrès du Golfe*, 9 octobre 1936, p. 1.

réseau, notamment *L'Unité* de Montréal et *Le Travailleur* de Worcester au Massachusetts⁶².

D'autre part, sans adhérer à l'ensemble des idées des Jeunesses patriotes et de *La Nation*, des nationalistes s'intéressent à la question de l'indépendance et appuient le réseau. C'est le cas notamment du député de l'Union nationale René Chaloult qui, sans se prononcer publiquement en faveur de l'indépendance, soutient financièrement les activités de son cousin Pierre Chaloult⁶³. L'écrivain Claude-Henri Grignon, pour sa part, collabore à *Vivre* et à *La Nation*, puis défend le réseau à quelques reprises dans *Les Pamphlets de Valdombre*. Finalement, François Hertel (pseudonyme de Rodolphe Dubé) publie en 1936 *Leur inquiétude*⁶⁴, le premier livre des années 1930 à aborder l'idée d'indépendance. Hertel présente lui aussi l'indépendance comme la solution au relèvement social et économique des Canadiens français, mais son approche s'inspire du personnalisme et du thomisme⁶⁵. Ses idées contrastent avec celles des indépendantistes fascistes de 1935-1939. Bref, dans la seconde moitié des années 1930, le réseau possède toujours certains appuis, mais ceux-ci sont beaucoup moins importants que ne l'étaient ceux de Jeune-Canada.

Un réseau divisé

La principale faiblesse du réseau entre 1935 et 1939 est l'absence d'unité interne. Il se divise en différentes cliques, ce qui paralyse l'action collective des indépendantistes. En plus d'empêcher l'émergence d'un mouvement, ces divisions expliquent en grande partie la déroute du réseau vers la fin de la décennie. Tout d'abord, la transition entre la période jeune-canadienne et la période fasciste ne

⁶² *L'Unité*, 14 février 1936, cité dans Jean-Louis Gagnon, « Les positions de *L'Unité* », *La Nation*, 4 juin 1936; « Les hommes et les journaux », *La Nation*, 2 juillet 1936, p. 2.

⁶³ René Chaloult achète de l'espace publicitaire dans *Vivre* et *La Nation*.

⁶⁴ François Hertel, *Leur inquiétude*, Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1936.

⁶⁵ Marie Martin-Hubbard, « Incursion personnaliste chez les thomistes canadiens-français des années 1930 et 1940 : l'exemple de François Hertel », *Mens : revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. VI, n° 1 (automne 2005), p. 271-285.

se fait pas sans heurt. En 1935, les indépendantistes de *Vivre* sentent le besoin de rompre avec les idées et les méthodes de Jeune-Canada. Jean-Louis Gagnon considère Jeune-Canada comme un cénacle inutile⁶⁶, tandis que Fernand Lacroix décrit son président, Jean-Louis Dorais, comme un personnage d'un laconisme désespérant et critique le groupe pour son respect de l'ordre⁶⁷. Les Jeunesses patriotes ont une plus grande estime de leurs prédécesseurs. Dans l'unique numéro de *L'Indépendance*, Walter O'Leary affirme prendre pour modèle le militantisme des membres de Jeune-Canada, « les précurseurs et les promoteurs du réveil national⁶⁸ ». Le président des Jeunesses patriotes manifeste du respect envers le groupe de son frère aîné. En 1936, Dostaler O'Leary s'affiche toujours comme un membre de Jeune-Canada, mais en réalité son militantisme s'inscrit davantage dans la mouvance des Jeunesses patriotes, puisque Jeune-Canada n'est presque plus actif.

Outre la discorde entre Jeune-Canada et *Vivre*, les indépendantistes de tendance fasciste, malgré leurs idées similaires, entretiennent de nombreux conflits internes. Premièrement, Walter O'Leary, président des Jeunesses patriotes, et Paul Bouchard, directeur de *La Nation*, rivalisent pour la direction du réseau indépendantiste. Selon O'Leary, Paul Bouchard a utilisé différentes méthodes, pas toujours légales, pour mettre fin aux Jeunesses patriotes. Dans une entrevue accordée à Raoul Roy en 1988, Walter O'Leary affirme avoir été enlevé et menacé par les militants de Paul Bouchard :

Un soir, comme je sortais du local de notre mouvement sur la rue Amherst, je me fais empoigner par quatre individus qui me mettent de force un bandeau sur les yeux et me poussent dans une automobile. La voiture part et j'ai l'impression que l'on s'en va vers le nord de la ville. On me fait sortir de là et on me fait monter au premier étage d'une maison. Lorsqu'on m'enlève le bandeau qui m'entourait la tête, je vois quantité de types avec

⁶⁶ Jean-Louis Gagnon, « Les Jeune-Canada », *Vivre*, 26 avril 1935, p. 3.

⁶⁷ Fernand Lacroix, « Le Jeune-Canada parle », *Vivre*, 12 avril 1935, p. 1.

⁶⁸ Walter O'Leary, [Sans-titre], *L'Indépendance*, février 1936, p. 3.

des chemises noires et un foulard vert avec lequel ils se cachaient la figure. L'un d'entre eux, assis à une grande table, m'annonce qu'il représente les Faisceaux d'action séparatistes [*sic*] de Montréal (FAS). On me lit alors une déclaration que l'on voulait me faire signer et qui disait : Je soussigné, Walter O'Leary, président des Jeunesses patriotes, accepte par les présentes de démissionner en faveur de Paul Bouchard qui deviendra le nouveau président du mouvement, à la suite de quoi ledit mouvement sera dissout et ses membres seront incorporés dans les FAS. En me retournant, je sens qu'on me pousse un objet dans les reins, et je découvre que c'est un pistolet. L'individu qui joue ce jeu me dit : tu signes ou je tire! [...] Finalement, ils m'ont laissé partir. Je découvre alors à qui appartenait la maison et que notre mouvement avait été infiltré par des gens du FAS⁶⁹.

Pourtant, l'analyse de la correspondance entre Paul Bouchard et Walter O'Leary au début de l'année 1936 laisse entrevoir des relations plutôt amicales entre les deux hommes. Souvent, ils s'offrent des services mutuels et ne semblent pas se détester, malgré quelques mésententes à propos d'articles destinés à *La Nation* que Walter O'Leary⁷⁰ aurait remis en retard. Même dans les années 1940, lorsqu'ils sont en Amérique latine, ils poursuivent leur correspondance et proposent de se rencontrer⁷¹. Il faut demeurer prudent avec cette histoire de l'ancien président des Jeunesses patriotes, qui a peut-être exagéré les faits pour rendre l'entrevue plus intéressante.

Le principal conflit dans le réseau indépendantiste oppose Paul Bouchard au trio de *Vivre* (Jean-Louis Gagnon, Pierre Chaloult et Philippe Vaillancourt) pour la direction de *La Nation*. En novembre 1936, les vivristes auraient contacté des collaborateurs du journal pour les convaincre de remplacer Paul Bouchard. Mis au courant, ce

⁶⁹ Raoul Roy, « Walter O'Leary des Jeunesses patriotes », *La Revue indépendantiste*, automne 1988, p. 38.

⁷⁰ Lettre de Paul Bouchard à Dostaler O'Leary, 21 août 1936, BAnQ-M, Fonds O'Leary, CLG40/C2, 15.

⁷¹ Lettre de Paul Bouchard à Walter O'Leary, 8 mars 1941, BAnQ-M, Fonds O'Leary, CLG40/A4.

dernier renvoie Gagnon et Chaloult et nomme Marcel Hamel rédacteur en chef, en remplacement de Pierre Chaloult⁷². Hélène Jobidon et Henri-Paul Papillon quittent *La Nation* en signe de protestation. Le conflit s'amplifie, puisque quelques jours avant cette tentative pour s'emparer de la direction du journal, Jean-Louis Gagnon, Pierre Chaloult et Henri-Paul Papillon se voient offrir des postes dans les Jeunesses patriotes par Walter O'Leary, ce qui laisse croire à Paul Bouchard que ce sont peut-être les Jeunesses patriotes qui ont tenté de le déloger⁷³. Dans les faits, Paul Bouchard avait raison de se méfier des frères O'Leary, puisque ces derniers faisaient bel et bien partie du « complot ». Le 4 novembre 1936, Henri-Paul Papillon mentionne à Dostaler O'Leary : « J'ai appris avec plaisir que tu étais convaincu qu'il n'y a rien à faire avec nos moineaux de *La Nation*. [...] Nous devons sortir notre journal pour le 1^{er} décembre⁷⁴. » Le même jour, Philippe Vaillancourt décrit à Walter O'Leary ce à quoi ressembleraient les Jeunesses patriotes s'ils mettaient la main sur *La Nation*. Le secrétaire général serait Walter O'Leary, Jean-Louis Gagnon serait responsable des presses et de la propagande, Vaillancourt lui-même serait l'organisateur en chef, Henri-Paul Papillon s'occuperait des Faisceaux de Québec et Ivanhoé Valiquette de ceux de Montréal, puis Dostaler O'Leary serait le nouveau rédacteur en chef du journal⁷⁵. Du côté de Paul Bouchard, il y a aussi des tentatives, et ce, dès le 2 octobre 1936, pour prendre la direction des Jeunesses patriotes. Dans le fonds d'archives de Paul Bouchard, on trouve la retranscription d'une réunion entre ce dernier et quelques amis⁷⁶, au cours de laquelle

⁷² Paul Bouchard, « Purge et sang nouveau à *La Nation* », *La Nation*, 31 décembre 1936, p. 1.

⁷³ Lettre de Paul Bouchard à Walter O'Leary, 16 décembre 1936, BAnQ-M, Fonds O'Leary, CLG40/C2, 15.

⁷⁴ Lettre de Henri-Paul Papillon à Dostaler O'Leary, 4 novembre 1936, Division des archives de l'Université Laval, Fonds Paul Bouchard, P443/B2/1,4.

⁷⁵ Lettre de Philippe Vaillancourt à Walter O'Leary, 4 novembre 1936, Division des archives de l'Université Laval, Fonds Paul Bouchard, P443/B2/1,4.

⁷⁶ Les membres de la réunion utilisent des noms de code tels que Badin, Bistro, Codex et Micro.

ceux-ci disent vouloir remplacer Walter O'Leary par Réal Denis et incorporer les Jeunesses patriotes comme aile militante de *La Nation*⁷⁷. Bref, tant d'un côté que de l'autre, une volonté de conquérir le groupe rival dès l'automne de 1936 cause une grande scission dans le réseau indépendantiste. À partir de ce conflit interne, les relations se détériorent entre *La Nation* et les Jeunesses patriotes, et le Comité central autonomiste est aboli.

Toujours à la même époque, d'autres conflits secouent le réseau. Simone Jobidon, l'amie de Pierre Chaloult, quitte ce dernier pour fréquenter Walter O'Leary, ce qui mène à une dispute entre les deux hommes⁷⁸. De plus, Réal Denis et Ivanhoé Valiquette, qui font tous deux partie du comité central des Jeunesses patriotes, exigent la démission l'un de l'autre puisqu'ils ne s'entendent pas sur les orientations que le groupe doit prendre⁷⁹. Jean-Louis Gagnon, pour sa part, refuse de travailler dans le même groupe qu'Émile Latrémouille⁸⁰, tandis que Philippe Vaillancourt est en conflit avec J. O. Martin⁸¹. L'année 1936 avait bien débuté avec un nombre record de journaux, de groupes et de militants en faveur de l'option indépendantiste, mais tous ces conflits internes, preuves d'une certaine immaturité, ont causé de nombreuses divisions et écarté le réseau de son objectif de promotion de l'indépendance.

À partir de 1937, le réseau indépendantiste décline. En mars, *La Nation* annonce à ses lecteurs qu'elle souhaite se rapprocher de l'idée groulxienne en délaissant l'option indépendantiste pour l'auto-

⁷⁷ « Dossier Jean-Louis Gagnon », Division des archives de l'Université Laval, Fonds Paul Bouchard, P443/B2/1,4.

⁷⁸ Lettre de Pierre Chaloult à Walter O'Leary, non datée, BAnQ-M, Fonds O'Leary, CLG40/A2.

⁷⁹ Lettre de Réal Denis à Ivanhoé Valiquette, 10 juin 1936, BAnQ-M, Fonds O'Leary, CLG40/C2, 18.

⁸⁰ Lettre de Jean-Louis Gagnon à Walter O'Leary, décembre 1936, BAnQ-M, Fonds O'Leary, CLG40/C2, 15.

⁸¹ Lettre de Philippe Vaillancourt à Walter O'Leary, 16 décembre 1936, BAnQ-M, Fonds O'Leary, CLG40/C2, 14.

nomisme⁸². Puis, les nombreux conflits internes ont considérablement nui aux Jeunesses patriotes. En 1938 et 1939, il ne reste qu'une quinzaine de membres réunis dans la cellule de Montréal (dirigée par Walter O'Leary et René Sarrazin) et celle de Québec (dirigée par Philippe Vaillancourt) pour tenter de donner un second souffle à l'organisation⁸³. La principale activité des Jeunesses patriotes est alors l'édition de livres sur la question nationale, des ouvrages de Dostaler O'Leary, d'Émile Latrémouille et de Carmel Brouillard⁸⁴. D'autre part, mentionnons la publication de l'abbé Wilfrid Morin en 1938⁸⁵. Celui-ci rédige une thèse de doctorat en droit international à l'Institut catholique de Paris. Il étudie les droits et les conditions pour la nation laurentienne de se constituer en État souverain. Il s'agit probablement de l'ouvrage le plus complet portant sur l'indépendantisme écrit dans les années 1930, mais Wilfrid Morin n'entretient aucune relation avec les membres du réseau, ce qui en fait un « nœud externe »⁸⁶. Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et le départ de Walter O'Leary, qui va étudier la philosophie à l'Université de Mexico, mettent définitivement fin au militantisme des Jeunesses patriotes et, par le fait même, à l'existence du réseau indépendantiste des années 1930.



L'idée indépendantiste est présente au Québec dans les années 1930. Les individus et les groupes qui défendent cette thèse le font

⁸² Marcel Hamel, « La main tendue », *La Nation*, 18 mars 1937, p. 2.

⁸³ Lettre de Philippe Vaillancourt à Walter O'Leary, 17 janvier 1939, BAnQ-M, Fonds O'Leary, CLG40/C2, 14.

⁸⁴ Dostaler O'Leary, *Séparatisme, doctrine constructive*, Montréal, Éditions des Jeunesses patriotes, 1937; Émile Latrémouille, *Tradition et indépendance*, Montréal, Éditions des Jeunesses patriotes, 1939; Carmel Brouillard, *Le séparatisme ne doit pas mourir*, Montréal, Éditions des Jeunesses patriotes, 1939.

⁸⁵ Wilfrid Morin, *Nos droits à l'indépendance politique*, Paris, Guillemot et de Lamothe, 1938.

⁸⁶ Pour plus d'information à propos de Wilfrid Morin, voir Xavier Gélinas, « Wilfrid Morin », dans Comeau, Courtois et Monière, *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois*, t. 1 : 1834-1968, p. 132-144.

dans le cadre d'une action collective. Nous pouvons affirmer que le cycle de contestation correspondant à cette action collective est celui du réseau social. Les indépendantistes entretiennent des liens entre eux et souhaitent transmettre leurs idées à la société canadienne-française, mais ils ne réussissent pas à rejoindre les masses et ainsi transformer leur réseau en mouvement social. Sous l'influence de Jeune-Canada, de 1932 à 1935, les liens entre les nœuds du réseau sont très forts. De plus, les indépendantistes répondent à plusieurs des critères établis par le sociologue Charles Tilly pour transformer le réseau en mouvement. Cependant, Jeune-Canada ne désire tout simplement pas ce changement. Ses membres ont choisi de demeurer un petit groupe d'une vingtaine d'amis intimes, empêchant ainsi le réseau d'augmenter ses effectifs et de s'étendre à l'extérieur de la région de Montréal. Les indépendantistes de 1935 à 1939, pour leur part, souhaitent rejoindre les classes populaires et transformer le réseau en mouvement politique. Toutefois, ils abordent l'idée d'indépendance par l'entremise d'une conception fasciste, une position radicale qui rebute plusieurs intellectuels de l'époque et qui nuit à la diffusion de leurs idées. De plus, les nombreux conflits internes et la division des indépendantistes en différentes cliques paralysent le réseau. Les indépendantistes de 1935-1939 semblent davantage préoccupés à lutter entre eux qu'à promouvoir l'idée d'indépendance.

Finalement, la conjoncture fait en sorte que les jeunes indépendantistes sont moins intéressés par la question nationale vers la fin de la décennie. Ce désabusement des jeunes est l'une des principales raisons de la disparition du réseau indépendantiste. À l'origine, le motif était de trouver une solution à la crise économique. L'indépendance était perçue comme le moyen pour établir un nouveau système en remplacement du capitalisme. À la fin des années 1930, la plupart de ces jeunes ont maintenant un emploi bien rémunéré. Serait-ce que certains d'entre eux ne sont plus si pessimistes à l'égard du capitalisme qui, finalement, semble résister à la crise économique? Suivant ce raisonnement, nous constatons que le réseau indépendantiste suit la même courbe que la crise économique. Le réseau naît véritable-

ment à la fin de 1933, période la plus intense de la crise. En 1938, il perd beaucoup d'adeptes et d'influence en même temps que s'estompe la crise. Finalement, lorsque la Seconde Guerre mondiale stimule l'économie et amène la fin de la crise, le réseau disparaît. Il faut attendre après la guerre pour que l'idée indépendantiste refasse surface au Québec, où elle sera discutée et portée par les Jeunes Laurentiens et les Chevaliers de la Table ronde. Dans les années 1950 et 1960, un nouveau réseau indépendantiste émergera qui, lui, réussira à mettre en branle un mouvement.

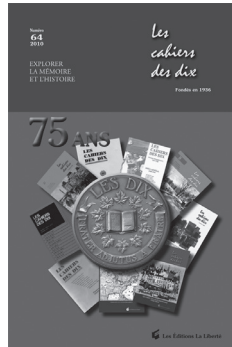
EXPLORER
LA MÉMOIRE
ET L'HISTOIRE

les cahiers des dix

Fondés en 1936

SOMMAIRE

Numéro
64
2010



**ÉGALEMENT
DISPONIBLE
EN LIBRAIRIE**

• CULTURE ET SOCIÉTÉ AU XX^e SIÈCLE

Georges-Émile Lapalme et la politique culturelle du Québec : genèse, projet et désillusion,

Fernand Harvey

Rapailler l'homme québécois : Miron et la catharsis du temps (1945-1970), **Yvan Lamonde**

Le compositeur Gilles Tremblay : un artiste croyant et engagé, **Marie-Thérèse Lefebvre**

Mutations des classes moyennes au Québec entre 1982 et 2008, **Simon Langlois**

• CULTURE ET SOCIÉTÉ AU XIX^e SIÈCLE

Pierre Bédard, le devoir et la justice : 2^e partie – La politique et la magistrature, **Gilles Gallichan**

Jacques Viger et Joseph Mermet : naissance d'un écrivain (1814-1828), **Bernard Andrès**

Le musée de l'Institut canadien de Montréal (1852-1882), un projet inachevé, **Laurier Lacroix**

Les chênes et les vignes du monastère des Augustines de l'Hôpital Général de Québec,
Denys Delâge

Abonnement annuel 39,95 \$ (un numéro par année)
(anciens numéros également disponibles)



Les Éditions La Liberté
2360 Chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1V 4H2
Téléphone et télécopieur : (418) 658-3763
Courriel : liberte@mediom.qc.ca

Pour les sommaires des volumes 1 (1936) à 64 (2010), consulter le site Internet de la Société des Dix : www.societedesdix.info

Comptes rendus

Ronald Rudin. *Remembering and Forgetting in Acadie: A Historian's Journey Through Public Memory*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, 350 p.

Avec *Remembering and Forgetting in Acadie*, Ronald Rudin apporte une contribution originale à l'étude des commémorations. Ce spécialiste en histoire intellectuelle et culturelle du Canada francophone, bien connu pour ses travaux (et sa participation aux débats) sur l'historiographie québécoise, nourrit depuis quelques années un intérêt grandissant pour l'histoire publique. Ayant publié en 2003 un ouvrage sur ce thème en contexte québécois (*Founding Fathers: Champlain and Laval in the Streets of Quebec*), il a ensuite participé à la création du programme d'histoire publique à l'Université Concordia en 2005. Voici qu'il propose une deuxième monographie sur la même thématique, mais en déplaçant son regard, cette fois, vers l'Acadie et vers le présent.

Rudin dit avoir eu l'idée de ce livre alors qu'il travaillait sur le tricentenaire de Québec. En se penchant sur les commémorations passées, il s'est rendu compte que les historiens « *have been limited by the chance survival of documentation* ». Il affirme à cet égard : « *I frequently wished that I might have had the chance to talk to Earl Gray (the governor general who was the mastermind behind the tercentenary)* » (p. 6). C'est à ce moment qu'il a conçu le projet de documenter la planification d'anniversaires importants de l'histoire des provinces maritimes, qui allaient avoir lieu en 2004 et 2005, soit le 400^e anniversaire des premières tentatives de colonisation française en Amérique (1604, 1605) et le 250^e anniversaire de la Déportation des Acadiens (1755).

C'est dans ce contexte que Rudin a pris le chemin du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse à plusieurs reprises pendant ces

Mens, vol. XI, n° 2 (printemps 2011)

deux années afin de participer aux activités de commémoration en tant que « *embedded historian* » (terme emprunté aux forces militaires américaines de l'heure, dont les contingents en Irak ont leurs « *embedded journalists* »). Cette méthode – souvent employée par les sociologues et les anthropologues, qui l'appellent « observation participante » – a visiblement eu une influence importante sur cet historien. Ce n'est pas tous les jours que les historiens se frottent aux sensibilités subjectives de multiples individus en chair et en os, ou qu'ils sont forcés de reconnaître que les événements historiques appartiennent, en fin de compte, à tout le monde. Outre ses observations personnelles, Rudin se sert aussi de sources d'information plus classiques, amassant de grandes quantités de documents sur l'organisation des événements. Plusieurs de ces documents ont d'ailleurs été obtenus grâce à des demandes d'accès à l'information auprès du gouvernement fédéral (qui entretenait des liens avec la totalité des acteurs en présence). L'originalité du projet de Rudin par rapport aux autres études portant sur la commémoration repose donc sur le fait qu'il documente la mise sur pied de projets mémoriels contemporains, sur le vif et en temps réel.

Non seulement Rudin innove par sa manière d'aborder le sujet, mais il innove aussi en ce qui concerne la forme. Le livre ne représente en effet qu'un volet d'un projet plus vaste de documentation, d'étude et de discussion de ces commémorations. En parallèle, un film documentaire a été tourné (*Life After Île Ste-Croix*, Office national du film, 2006) et un site Internet a été créé (*Remembering Acadie*, [En ligne], [<http://rememberingacadie.concordia.ca/>]). Alors que le film doit être considéré comme un produit distinct du livre, le site Internet, lui, est à la fois un produit autonome (qui peut être consulté par les internautes n'ayant pas l'ouvrage entre les mains) et un outil d'accompagnement du livre. Par un système astucieux et convivial de renvois au site Internet, l'auteur accorde au lecteur un accès facile à une quantité impressionnante de renseignements bien classés. Photos (anciennes et récentes), vidéos et entrevues viennent ainsi compléter la narration de l'historien. L'expérience, qui allie l'unité du livre avec

la sensualité du multimédia, a beaucoup pour plaire. On ne peut s'empêcher de se demander si l'avenir du livre (qu'il soit en format papier ou électronique) ne ressemblera pas à ça.

Comme c'était déjà le cas avec *Founding Fathers*, Rudin espère que ce nouvel ouvrage jettera de la lumière sur l'acte commémoratif de façon générale. Il s'interroge ainsi sur le rôle et le poids des acteurs individuels dans l'organisation des cérémonies et se demande s'il y a quelque chose d'inévitable dans la forme que prennent ultimement ces manifestations. Celles-ci représenteraient-elles un simple « miroir » des rapports de force entre les communautés culturelles en contact ? Ou, au contraire, des surprises peuvent-elles en émerger ?

L'ouvrage est divisé en deux parties. La première, intitulée « *Stories of Beginnings* », comporte quatre chapitres qui portent sur les commémorations marquant l'établissement de colonies permanentes à l'Île-Sainte-Croix (1604) et à Port-Royal (1605) par Pierre Dugua, sieur de Mons et Samuel de Champlain. Le premier chapitre s'intéresse aux commémorations passées (tenues en 1904, 1954-1955, 1979), alors que les trois chapitres subséquents traitent des perspectives de trois groupes bien différents sur les commémorations de 2004-2005. Ils abordent ainsi les vues des Acadiens, des populations anglophones locales qui sont maintenant « *the stewards of the sites* » et enfin des autochtones de la région. La deuxième partie, « *Stories of Trauma* », est plus courte et traite des commémorations de la Déportation des Acadiens (1755) en deux chapitres : un premier examine les commémorations passées (1905, 1955) alors que le second se penche sur les événements mémoriels de 2005. Ces derniers ont été, entre autres choses, l'occasion d'un débat animé sur la nécessité (ou non) d'obtenir des excuses officielles pour la Déportation, un dossier ayant eu de multiples rebondissements de la Louisiane à Londres en passant par le Québec, Ottawa et, bien sûr, l'Acadie de l'Atlantique.

En cours de route, l'auteur nous présente l'histoire de chacune des populations touchées par ces anniversaires historiques, ainsi que leur participation (ou leur non-participation, dans certains cas) à ceux-ci. On fait la connaissance des Acadiens, mais aussi celle des

populations anglophones de Saint-Andrews (petite ville sise près de l'Île-Sainte-Croix) et d'Annapolis Royal (nom donné à Port-Royal après sa prise par la Grande-Bretagne en 1713) ainsi que des communautés autochtones des environs, soit les Passamaquoddy du sud-ouest du Nouveau-Brunswick et de la réserve micmaque de Bear River, à quelques minutes d'Annapolis Royal.

Bien qu'il soit original et intéressant, l'ouvrage comporte néanmoins certains défauts. Le style employé n'est pas particulièrement enlevé. Certains faits, contextes et idées sont martelés et rappelés sans cesse sans que cela ne soit nécessaire. On s'enfonce par moments trop profondément dans les détails de querelles, d'échanges épistolaires ou de problèmes logistiques liés aux actes commémoratifs dans de longs passages qui n'apportent pas grand-chose à notre compréhension des enjeux mémoriels en présence. Sur le plan de la méthode, il est frustrant de constater que les nombreuses citations tirées de lettres ou de discours en français sont données seulement dans la traduction de l'auteur. Par ailleurs, la pluralité de points de vue incorporés est à l'origine de quelques difficultés narratives. L'ouvrage n'a finalement qu'un mince fil conducteur puisqu'il prend en compte les perspectives mémorielles de cinq communautés différentes (sans parler des gouvernements) par rapport à deux anniversaires très différents. Ayant choisi de structurer son livre autour de ces anniversaires, Rudin se retrouve avec un texte qui, bien que cohérent sur le plan thématique, comporte quelques inconvénients en matière de chronologie. Le lecteur voyage de 1904 jusqu'au présent dans la première partie de l'ouvrage et doit retourner en 1905 et recommencer le trajet dans la seconde. Ainsi, plusieurs fois, des événements ayant eu lieu à une seule année d'intervalle et impliquant les mêmes individus et organisations sont-ils décrits dans des parties tout à fait différentes du livre. Conséquemment, l'auteur a dû ajouter de nombreux rappels et mises en contexte afin de restituer l'unité chronologique des événements.

Cela dit, la diversité des voix présentes constitue aussi la richesse et la contribution principale de ce livre. Non seulement le lecteur est exposé aux points de vue de personnes et de groupes multiples

(incluant des sous-groupes dans chaque communauté), mais il en vient à ressentir tour à tour de l'affection et de l'antipathie envers chacun. Poussés par leurs perceptions de la justice et de la vérité historique, tous et chacun sombrent par moments dans le nombrilisme, l'étroitesse d'esprit et la petite politique. Au-delà de ça, on assiste aussi à quelques échanges culturels significatifs empreints de compréhension mutuelle, même si elle demeure limitée. Par le jeu de l'intersubjectivité, Rudin nous livre ici une histoire profondément humaine.

On le devinera, l'ouvrage représente l'étude la plus achevée – et de loin – sur les actes commémoratifs en contexte acadien et « maritimien ». Il existait certes déjà quelques bons articles sur les commémorations de la Déportation. Rudin en fait non seulement la synthèse, mais il y va d'ajouts, de rectifications et d'interprétations différentes, basées sur l'examen des sources. En ce qui concerne les commémorations des fondations de Sainte-Croix et de Port-Royal, le terrain était pratiquement vierge. Par ailleurs, Rudin resitue bien ces événements dans les écrits théoriques portant sur l'acte commémoratif, faisant notamment un usage fécond des travaux de Peter Novick.

Au-delà des nombreuses intrigues ponctuelles ayant marqué tous ces actes commémoratifs, une tendance forte se dessine : celle de la prise de parole des minorités en matière de mémoire publique. Tant les Acadiens que les autochtones étaient largement exclus des commémorations marquant les débuts de la colonisation, qui ont été organisées au début et au milieu du xx^e siècle. La présence des premiers se limitait à un ou deux dignitaires, invités pour la forme et à la dernière minute. Quant aux seconds, ils étaient présents seulement par procuration, sous les traits d'acteurs déguisés reconstituant la scène de l'arrivée en Amérique de l'expédition du sieur de Mons et de Champlain. Par ailleurs, on insistait beaucoup à l'époque sur le fait que c'était le début de la colonisation « européenne » de la région (et pas spécifiquement française) et on passait sous silence l'existence de la communauté acadienne contemporaine, pourtant héritière directe des événements commémorés. On mesure bien, dès lors,

comment le ton de toute commémoration est intrinsèquement politique. La suite de l'ouvrage illustre deux prises de parole bien distinctes. Il y a celle des Acadiens, entamée – de façon hésitante, torturée, mais néanmoins courageuse – autour du bicentenaire de la Déportation, puis parachevée subséquemment, par étapes, changeant de ton à mesure que leur niveau de confiance collective augmentait. Il y a ensuite celle des autochtones, beaucoup plus tardive, qui se déroule essentiellement autour du 400^e anniversaire de la colonisation. Signe de l'ampleur des changements culturels actuellement en cours, ce sont les Passamaquoddy et les Micmacs qui ont obtenu les plus grands gains de cette dernière ronde d'actes commémoratifs.

Malgré le constat de cette nouvelle tendance, l'étude de Rudin ne sombre pas dans une perspective téléologique. Il affirme à maintes reprises que les tentatives d'influer sur la mémoire populaire, même quand elles sont menées par des élites influentes, peuvent échouer. Il mentionne d'ailleurs de nombreux exemples de ces échecs, le plus important étant celui des organismes acadiens dans leur tentative de proposer un nouveau « mythe fondateur » aux francophones des Maritimes en 2004, mythe qui mettait davantage l'accent sur les débuts de la colonisation et moins sur la Déportation.

Bref, Ronald Rudin apporte ici une contribution importante au domaine de l'histoire publique en Acadie ainsi qu'une contribution qui ne manque pas d'originalité au champ plus large des études commémoratives. Ses mérites lui ont d'ailleurs permis de remporter le Prix en histoire publique 2011 de la Société historique du Canada.

— *Joel Belliveau*
Département d'histoire
Université laurentienne

Olivier Dard et Michel Grunewald (dir.). *Charles Maurras et l'étranger – L'étranger et Charles Maurras*, Berne, Peter Lang, 2009, 432 p.

« Il y a certainement là-dedans du renseignement historique », aurait dit Barbey d'Aurevilly en feuilletant ce livre consacré à la réception de l'œuvre de Charles Maurras en Amérique et dans les pays européens autres que la France. Mais y trouve-t-on *autre chose*? Oui, absolument. Comme dans la plupart des recueils de ce genre, le banal côtoie le remarquable, et le scolaire, s'il paraît résolument increvable, est racheté, à la fin, par la finesse et l'érudition.

L'avant-propos d'Olivier Dard et Michel Grunewald a le mérite de comparer les notions de « transfert » et d'« influence » et d'illustrer « l'ambiguïté » de cette dernière (p. 6) avec le cas de Carl Schmitt, lecteur de Maurras. Le concept d'influence peut certes charrier énormément d'équivoque. Les idéologues en mal d'étiquettes, secondés par les incompetents de carrière, s'en servent alternativement comme fourre-tout et comme potence historiciste. L'ontologie, évidemment, est la première *sacrifiée*. Néanmoins, malgré ce qu'affirme Hans Manfred Bock, sur qui s'appuient les auteurs, l'influence n'a rien d'une « catégorie naïve » (p. 7). Pas plus que le transfert d'ailleurs, qu'ils agitent comme une trouvaille. Cette « nouvelle » catégorie heuristique, symptomatique d'une époque éprise d'elle-même, contient en germe une forme de narcissisme sophistiqué, où la tradition risque d'être ravalée au rang de boniche. Personnellement, je nommerais le transfert *estime* ou *admiration*, cela ferait moins compta-ble. Aucun philosophe, musicien ou poète ne sort de nulle part. C'est la singularité incarnée et transcendée, l'union du talent et de la tradition, au sens où l'entendait T. S. Eliot, qui engendre l'artiste et le penseur véritables. Si la « morsure du réel », comme l'écrivait Gabriel Marcel, n'entame pas la chair d'une œuvre ou d'une idée, la beauté et la vérité sont immolées à l'abstraction. Il n'est donc pas suffisant de conclure, avec Dard et Grunewald, que « la notion d'influence doit être complétée par celle de transfert » (p. 7) ; j'ajouterais qu'elles doivent

s'équilibrer et se corriger l'une l'autre. Quant aux jugements de Schmitt sur Maurras, il est regrettable que les auteurs se soient contentés d'esquisser un si beau sujet.

Le bilan historiographique de Michel Leymarie sur l'Action française en France est un condensé des défauts de sensibilité et de rigueur qu'on retrouve chez l'intellectuel moyen. Maurras est pour lui un simple « objet d'étude ». Il en parle comme d'autres discuteraient du prix du blé en Picardie ou des mœurs de l'ornithorynque. En consultant cet inventaire, on a l'impression de s'être égaré dans une quincaillerie. D'abord la prose de Leymarie est inamicale pour la langue française : « Des actions spécifiques, des formes d'organisation particulières sont organisées en direction des jeunes et des femmes » (p. 26). Et puis des titres de premier ordre lui ont échappé : le *Charles Maurras* de Michel Mourre (1958), le numéro de la revue *Itinéraires* consacré à Maurras en avril 1968 (avec des textes de Gustave Thibon, de Marcel De Corte, d'Henri Rimbaud et de Pierre Gaxotte), « Charles Maurras ou l'essentiel » de Robert Brasillach (paru dans ses *Portraits*, en 1935), la réédition, en 1998, du *Drame de l'humanisme athée* d'Henri de Lubac avec, en introduction, l'importante « Note sur Auguste Comte, Charles Maurras et le christianisme » de Jacques Prévotat, le livre de Pol Vandromme, *Maurras, entre le légiste et le contestataire* (1991), etc. Maurras n'a décidément rien à faire dans une quincaillerie.

Ni dans une assemblée de pléonasmes. Qu'on en juge : « S'il est net que l'immédiat après premier conflit mondial marque en France l'acmé de l'influence de l'Action française, concernant l'étranger, il apparaît que le premier conflit mondial et ses suites ont coïncidé avec une croissance de son expansion » (p. 33). Cette phrase est tirée de l'article d'Olivier Dard, « État des lieux et perspectives du maurrassisme hors de France ». Elle n'est pas la seule dans son genre. Mais on s'épuiserait à explorer les arcanes de ce style compliqué ; aussi passons. Contrairement à une foule de compilateurs, Dard a lu Maurras, et c'est sa principale qualité. Peu ont compris, comme lui, que le maître de Martigues, au temps de Vichy, était écartelé « entre sa germanophobie

et son dégoût de la Troisième République » (p. 40). Et on lui saura gré de soulever, en conclusion, la très pertinente question de l'existence d'un « maurrassisme sélectif » (p. 55). Mais formuler une réponse ne présentait apparemment aucun intérêt.

Bien au-dessus de ce pensum planent les solides contributions de Didier Musiedlak, « Charles Maurras et l'Italie : histoire d'une passion contrariée », et de Traian Sandu, « De Charles Maurras à Lucien Rebatet : un alibi de droite français pour le fascisme roumain de la Garde de Fer? ». Les pages alertes et nuancées du premier décrivent l'accueil critique réservé en Italie à la doctrine maurrassienne, notamment par le Duce : « Quant à Mussolini, même en terme d'influence personnelle, la seule qu'il concédait pour la France était celle de Sorel, "le Maître de tant de vérités pour nous" et non celle de Maurras qui selon son expression était un homme du passé » (p. 165). Le second se distingue par ses connaissances sur Rebatet et sa vision réaliste des enjeux politiques et militaires en Roumanie dans les années 1930 (en particulier, p. 180-181). Je signale en passant que cette étude pourrait être utilisée comme modèle dans un *Guide du bon usage de la citation en histoire*. On devine l'effet bénéfique d'un pareil guide, vu le grand nombre de nécessiteux.

Alain Clavien, avec ses « Usages helvétiques de Maurras, 1910-2000 », offre un panorama documenté, attentif aux variations de l'influence maurrassienne dans le temps. Il aurait gagné à s'interroger un peu plus sur la signification de la réédition de deux livres de Maurras à L'Âge d'homme, en 2002 – *L'avenir de l'intelligence* et *Mes idées politiques* (celui-ci est épuisé). Même si Maurras a été détrôné par Che Guevara dans les palmarès des libraires suisses, peut-on décréter qu'il est « en voie de muséification » (p. 115) sans avoir l'air d'un flic agacé qui veut rassurer ses concitoyens en leur faisant croire que « l'affaire est classée »?

L'article de E.-Martin Meunier, « Sur la présumée filiation Groulx/Maurras : contexte politique, enjeu national et écriture de l'histoire », aborde un problème de nature polémique : « [...] pourquoi, malgré le très petit nombre de faits historiques montrant à voir

l'existence d'une filiation véritable entre Maurras et Groulx, semble-t-il y avoir récurrence de l'affirmation de celle-ci dans la production historique? » (p. 121) L'auteur nous prévient qu'il ne cherchera pas à répondre « exhaustivement » à la question. Il tient parole et y répond *à peine*, expliquant que nous sommes en présence d'un « processus de stigmatisation d'un auteur par invention d'une filiation faisant figure de repoussoir » (p. 133). Ce n'est pas faux, mais il fallait être moins timide. Meunier sait très bien que plusieurs intellectuels nationalistes sont possédés du désir de construire une *nation québécoise universelle* sur les ruines de la nation organique canadienne-française, et que la figure de Lionel Groulx jure terriblement dans cette foire aux idéalismes. Il faut donc l'ensevelir, de préférence sous le couvert de l'« objectivité ». *Les deux chanoines* de Gérard Bouchard jouèrent assez mal leur rôle de fossoyeur. La plupart des pitres qui dissertent sur Maurras, au Québec, n'en savent que ce qu'ils ont gratouillé dans les salles de classe de l'historiographie française (ce n'est pas le cas de Meunier, je tiens à le préciser). Un écrivain avec lequel on peut « mouiller » Groulx, voilà tout ce qu'ils retiennent. Mentalité studieuse et stérile, qu'on retrouve aussi bien chez des défenseurs du nationalisme canadien, pour les raisons *inverses*. Mais tout cela ne se dit pas et s'écrit encore moins.

Michel Bock est un bon connaisseur de Lionel Groulx. Il aurait dû savoir qu'il n'y avait plus rien à ajouter sur ses liens historiques directs avec Maurras. Pourquoi y revenir, si ce n'est pour prouver qu'il n'y avait effectivement rien à ajouter? Dans le cadre de ce recueil, Bock aurait pu travailler sur le mode analogique, en confrontant par exemple les vues de Groulx et de Maurras sur le romantisme, sur Pascal, sur Brunetière, etc. Une autre piste aurait consisté à évaluer l'influence de Maurras sur Jean Éthier-Blais, ou celle de Léon Daudet sur Claude-Henri Grignon. La réception de Daudet au Canada français est mal connue. Qui sait que les Dominicains du couvent Notre-Dame de Grâce, à Montréal, lisaient davantage l'auteur du *Stupide XIX^e siècle* que Maurras?

Je passe sur la très insipide contribution de Jean El Gammal portant sur l'exil de Léon Daudet en Belgique; on s'y ennuie si prodigieusement qu'il serait dangereux, en l'évoquant trop longuement, de provoquer une vague de désabonnements à *Mens*. Je propose au lecteur intéressé par cette question, comme remontant, le *Courrier des Pays-Bas* et les *Vingt-neuf mois d'exil* de Daudet lui-même.

L'article de Francis Balace sur les maurrassiens belges après 1945 n'a rien à voir avec l'insignifiant chapitre cité précédemment. L'auteur est informé. Son style est infiniment plus relevé que celui de l'académicien ordinaire. Il parle même assez bien de Pol Vandromme (p. 76-77). Mais son portrait de Marcel De Corte empesté le règlement de comptes et plus on s'enfonce dans cette tourbe, plus on est torturé par ce mot de Nicolás Gómez Dávila : « Le plus répugnant et le plus grotesque des spectacles est celui de la supériorité qu'affiche un professeur vivant sur un génie mort. »

Les études les plus riches sont signées Pedro Carlos González Cuevas, « Charles Maurras et l'Espagne », et Michael Sutton, « Le maurrassisme de T. S. Eliot et le legs de T. E. Hulme ». Cuevas connaît son sujet à fond. Mieux, il sent les choses, l'érudition n'étant ici qu'une marque d'intelligence. On comprend grâce à lui que les Espagnols sont peut-être ceux qui, à l'extérieur de la France, ont le mieux saisi l'essence du maurrassisme. Et certaines critiques d'Eugenio D'Ors adressées au positivisme et au nationalisme intégral de Maurras méritent réflexion (p. 235). Deux remarques : il est dommage que Cuevas n'ait pas commenté davantage la thèse de Joan Creixells, selon laquelle Maurras était un « digne héritier » de Hobbes (p. 217); peut-être aussi a-t-il sous-estimé l'influence de Donoso Cortès sur les traditionalistes espagnols. Quant à Michael Sutton, ses pages sur Hulme étaient nécessaires, même s'il a tendance à perdre de vue que la sensibilité eschatologique des Latins s'incarne dans des formes distinctes de celle des Anglo-Saxons. Une lecture parallèle de Chesterton et de Maurras, ou de Burke et de Maistre suffirait à convaincre n'importe quel quidam de bonne foi.

Bien des imbéciles croyaient que Maurras était mort. Ce livre témoigne, dans ses meilleures parties, qu'il n'en est rien.

— *Patrick Dionne*
Directeur de la rédaction, Égards

Éric Bédard. *Les Réformistes : une génération canadienne-française au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, Éditions du Boréal, 2009, 412 p.

Grâce à une problématique originale, Éric Bédard veut combler une lacune en caractérisant le groupe soudé par Louis-Hippolyte LaFontaine à l'aide des paroles et des écrits de ses représentants plutôt que de leurs seules activités politiques. Celles-ci, dans la mémoire publique et la tradition historiographique, se sont surtout caractérisées par l'alliance avec les réformistes du Haut-Canada pour l'obtention d'un « gouvernement responsable ». Étienne Parent n'aura donc pas été le seul penseur d'une génération de politiciens francophones forcés de « passer à l'avenir » sous la contrainte et dans l'isolement après la décapitation du mouvement patriote par la Couronne britannique.

D'entrée de jeu, Bédard établit un parallèle audacieux entre l'inquiétude des Canadiens français face à leur avenir collectif en 1841 et l'enlisement politique du Québec d'aujourd'hui (p. 12). Étudier les solutions de sortie de crise de la génération réformiste offrirait quelques suggestions sur la manière dont le Québec pourrait se reprendre en main. L'auteur établit aussi ses balises épistémologiques. La nation étant le « seul sujet politique capable de transcender les conflits les plus féroces » (p. 14), elle doit revenir au centre de l'intérêt du chercheur soucieux de reconstituer l'histoire dans sa totalité. Il faut réhabiliter l'histoire « politique et nationale » qui a été « négligée ou malmenée par les historiens de la génération » précédant la sienne sous l'influence de l'école des Annales et du marxisme (p. 12-13). Méfiant « à l'égard des théories importées des sciences sociales ou des études littéraires », Bédard affiche son « parti pris empiriste » (p. 25).

Dans la suite du livre, l'auteur ne manque pas d'égratigner les thèses qui, à ses yeux, paraissent ôter aux politiciens et aux penseurs réformistes leur autonomie de jugement, ou en font les pantins de la Couronne et de la bourgeoisie montante.

Pour Bédard, la génération réformatrice est une nébuleuse dont le noyau dur, composé de Louis-Hippolyte LaFontaine, Étienne Parent, Augustin-Norbert Morin, George-Étienne Cartier, Joseph-Édouard Cauchon, Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, Antoine Gérin-Lajoie et Hector Langevin, a « misé sur le gouvernement responsable », assumé « l'éthique de la responsabilité » et « refusé l'annexion aux États-Unis ». Cette génération partageait en outre « le même profil ethnique, sociologique et démographique » et avait « le sentiment d'appartenir à une nouvelle classe moyenne à qui revenait la responsabilité de gouverner » (p. 15). Autour de ce noyau cimenté à la fois par le volontarisme politique et par le déterminisme sociologique, l'auteur fait orbiter Wolfred Nelson, Joseph-Guillaume Barthe et François-Xavier Garneau (p. 19), qui ont étayé certaines orientations de la mouvance réformatrice.

La composition de cette « génération canadienne-française » s'explique à première vue dans la plupart des cas : Parent, LaFontaine, Cartier et quelques autres partageaient en effet nombre d'idées et s'épaulaient dans la presse ou au Parlement. Elle me semble beaucoup moins évidente dans d'autres cas. L'essentiel de la carrière de Langevin et de Gérin-Lajoie, par exemple, s'est déroulé bien après les années où les premiers réformistes ont laissé leur marque parlementaire, et comme en écho à leur pensée. Ils appartiennent à la même « génération » au sens que Bédard donne à ce concept mais, justement, ce sens est très élastique : « un petit groupe d'hommes marqués par un événement tragique et unis ensuite par quelques principes d'action » (p. 20). Quant à Wolfred Nelson, il est bien peu « canadien-français », et ce n'est d'ailleurs pas à ce titre qu'il a dirigé le mouvement patriote dans les années 1830 : le critère ethnique dans l'établissement de cette génération réformatrice est-il donc réellement déterminant ? Enfin, Bédard ne tente pas de justifier l'idée d'un sentiment d'appar-

tenance « à une nouvelle classe moyenne ». Ce concept ne serait-il pas anachronique? La notion de génération réformiste tient toutefois la route si elle permet de trouver une cohérence intellectuelle à une cohorte de politiciens et de fonctionnaires qui communiquaient fréquemment entre eux ou par l'intermédiaire des journaux et qui ont choisi de collaborer avec le pouvoir ennemi (si l'on peut parler de choix après une répression sanglante, des condamnations à mort ou à l'exil et des centaines d'emprisonnements arbitraires).

Les origines de la nébuleuse réformiste se trouvent dans le mouvement patriote lui-même, explique l'auteur dans le premier chapitre. Les revendications inscrites dans les 92 Résolutions de 1834 visent des réformes, et non une révolution. La fermeté de la réponse de Londres dans les Résolutions Russell de 1837 provoque une scission au sein du mouvement. Papineau et de nombreux autres chefs s'engagent dans une radicalisation. Parent, au contraire, prône la modération, tandis que LaFontaine semble chercher un compromis de dernière minute avec le pouvoir. Une fois l'union législative imposée, ces hommes l'acceptent pour limiter les dégâts. La perpétuation de la nation serait l'horizon de leur action parlementaire.

Au deuxième chapitre, Bédard montre la méfiance des réformistes à l'égard de la délibération politique. Ils n'aiment guère les « systèmes », les théories ou les idéologies, qui risquent de rompre la cohésion de la nation et détournent celle-ci des problèmes immédiats. Mais les réformistes réussissent-ils à obtenir des gains grâce à la constitution d'un bloc compact au Parlement, leurs électeurs se montrent ingrats, la vie politique n'apportant alors que des désillusions. Elle est toutefois un moyen indispensable de « conservation » de la nationalité.

Le chapitre suivant est consacré à la pensée économique des réformistes. Ennemis des systèmes, ces derniers n'en partageaient pas moins quelques idées générales qui se voulaient adaptées à la situation. Il s'agissait d'abord de moderniser l'agriculture, qui était toujours le fondement de l'économie à cette époque et faisait vivre la majorité de la population. Conçue dans une perspective utilitariste, l'instruction publique devait surtout préparer de bons agriculteurs. Mais on avait

compris (Parent surtout) que l'industrialisation allait s'imposer tôt ou tard. On voyait aussi que le protectionnisme commercial de la métropole allait prendre fin, et on commença par se plaindre de sa disparition avant d'adhérer au libre-échange. On saisit que les chemins de fer assureraient une meilleure circulation des biens entre le Canada-Uni et les États-Unis, mais se pose alors le problème d'une capitalisation insuffisante. La solution des réformistes ? L'État garantira les lourds emprunts des financiers privés. Somme toute, conclut Bédard, les réformistes, du moins ceux qu'il étudie, prônent un enrichissement collectif plutôt qu'individuel. Par contre, ils reculeront devant l'idée d'un crédit agricole.

L'attitude des réformistes face aux questions sociales s'articule autour de trois pôles : le paupérisme, la criminalité et les femmes. Pas plus ici que sur les questions économiques, les réformistes ne semblent avoir d'idées fortes ou originales, encore moins progressistes. Le paternalisme triomphe. À cause de l'industrialisation, les pauvres commencent à encombrer les villes, mais on peut les réformer en leur inculquant des principes moraux. Pour les criminels, par contre, on recommande toujours la sévérité. À leur sujet, le plus marginal des réformistes, Wolfred Nelson, propose des moyens de réhabilitation... qui restent lettre morte. Quant aux femmes, les réformistes tiennent un discours convenu : elles doivent être reléguées à la sphère privée. C'est pourquoi ils leur interdisent le droit de vote en 1849 et leur font perdre d'importants acquis dans le Code civil de 1866.

Le cinquième chapitre suit cette logique : il y est question de « rendre le peuple meilleur » en encadrant sa vie spirituelle et en combattant les germes du vice. Sur ces problèmes, les réformistes qui s'expriment – en particulier les journalistes Barthe et Cauchon – appliquent la même lecture paternaliste de la société. Les principes, la morale et les idéaux religieux, toutes dénominations confondues, sont le meilleur moyen de fortifier les hommes, en particulier les politiciens, qui évoluent dans un univers délétère. De ce point de vue, le religieux et le profane font bon ménage.

Le sixième chapitre, enfin, resitue dans le temps la conception que les réformistes se font du Canada français. Dans des pages très éclairantes (p. 256-263), Bédard brosse un portrait de l'idée que se font les réformistes de l'identité nationale, Parent en tête. L'essentiel du chapitre, cependant, est consacré à l'œuvre de François-Xavier Garneau et à son insertion dans la mouvance réformiste. L'auteur a lu l'œuvre de Garneau avec attention et se montre au fait des principales interprétations à son sujet. Il souligne deux aspects cardinaux de sa pensée : d'abord la centralité de la nation comme sujet d'histoire, ensuite l'attitude de prudence qui doit guider l'étude des sources, tout comme le jugement de l'historien, sur les hommes et les institutions. Cette prudence est l'écho de toute l'action des réformistes, y compris dans leur attitude sur la place du Canada français en Amérique lorsque se pose le débat annexionniste de 1849.

Il faut souligner la qualité du travail de rédaction et d'édition. Le style de Bédard est fluide et direct. Le découpage des chapitres est efficace. L'ouvrage contient des portraits d'époque et, surtout, il est soutenu par un index et une bibliographie copieuse et à jour.

Éric Bédard a patiemment épluché des milliers de pages de textes et de commentaires. Il en a tiré le maximum pour donner un sens à l'action d'un groupe parlementaire de transition. D'une pensée en général éparpillée dans une foule d'écrits mineurs, il dégage quelques axes : le principe de la survivance nationale, la prudence (qui confine parfois à l'attentisme) et le conservatisme. Cependant, si son ouvrage a le grand mérite d'examiner un éventail de positions partagées par les réformistes, il n'aborde pas distinctement la question fondamentale qui s'est posée à eux et que leur a léguée le mouvement patriote, celle du rapport entre les Canadiens francophones et les autres nations. L'existence du groupe de LaFontaine est un acte de résistance au pouvoir colonial, mais il n'est parvenu au pouvoir que grâce à une alliance avec sa contrepartie réformiste anglophone. Qu'avaient à dire les réformistes francophones à ce sujet et, plus largement, au sujet de la soumission coloniale, qu'ils se faisaient fort d'avoir neutralisée ? Et, par ailleurs, comment ont-ils pensé les rapports

interethniques au Canada et au Québec? C'est pourtant dans les parlements et les administrations où ils siègent que se confirment la politique et l'arsenal juridique visant l'extinction des nations amérindiennes. Le moment réformiste coïncide aussi avec les grandes migrations européennes, dont le Québec est une des portes d'entrée. Or ces entrées massives mettent définitivement le Bas-Canada francophone en minorité. Elles obligent même les réformistes à abandonner leurs principes initiaux sur la représentation parlementaire au prorata de la population.

Si, d'ailleurs, on veut opérer un rapprochement entre la situation de l'époque et celle d'aujourd'hui, on doit prendre la mesure des limites que les réformistes ont eux-mêmes imposées à la pensée et à l'action politiques. « Vous me parlez de la médiocrité de nos hommes d'État en général, écrivit un jour Étienne Parent à François-Xavier Garneau. Hélas! tant mieux pour eux. Que ferait, bon Dieu, un homme de génie dans un pays comme le nôtre? Ce serait un aigle dans un fourré. Ce qu'il nous faut ce sont des hommes qui se borneront à faire de la politique de prévisions, de la politique de nourrice, à préparer notre peuple à entrer, quand le temps en sera venu, dans la grande École des peuples » (Parent à Garneau, 3 mars 1850, Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Fonds François-Xavier-Garneau, P144B1,8). Voilà un beau problème que cette « génération canadienne-française » a légué aux Québécois d'aujourd'hui et sur lequel le jugement historique doit s'appliquer.

— *Patrice Groulx*
Département d'histoire
Université Laval

Mario Cardinal. *Pourquoi j'ai fondé Le Devoir : Henri Bourassa et son temps*, Montréal, Libre Expression, 2010, 395 p.

Henri Bourassa. *Fais ce que dois : 60 éditoriaux pour comprendre Le Devoir sous Henri Bourassa (1910-1932)*, textes réunis et commentés par Pierre Anctil, avec la collaboration de Pierrick Labbé, Sillery, Septentrion, 2010, 383 p.

Voici deux livres célébrant le centenaire du journal *Le Devoir* et son fondateur Henri Bourassa. Ce que l'un d'eux gagnera sans doute en succès de librairie, l'autre le compense largement en valeur historique et littéraire. Dans le premier, Mario Cardinal désorganise sa matière biographique en quatre parties : l'une traite d'éléments familiaux (appartenance à la famille Papineau et implication dans la région de Montebello, une ville dont Henri Bourassa fut élu maire en 1890, à l'âge de 22 ans), une autre, de la grande aventure du *Devoir* et de l'influence de la presse quotidienne dans la vie politique canadienne. Puis sont regroupés, dans une troisième partie, les « combats » de Bourassa et, dans la dernière, sont abordés le nationalisme et l'ultramontanisme de sa pensée. Plus thématique que chronologique, ce découpage risque d'induire le lecteur en erreur. Le nationalisme que professe Bourassa et son attachement au catholicisme imprègnent en effet tous ses écrits, du plus bref éditorial au plus documenté de ses ouvrages, en passant par le plus modeste pamphlet et la brochure la plus érudite. Tant et si bien qu'il aurait plutôt fallu commencer par là. Cardinal donne, au contraire, l'impression que Bourassa serait *devenu* profondément croyant, après s'être tourné vers le canadianisme. Puisant abondamment dans la biographie de Robert Rumilly (Chanteclerc, 1953), l'auteur romance tout ce qu'il touche par l'invention de dialogues fictifs, forgés à partir d'articles ou de discours de Bourassa, pour évoquer la censure en temps de guerre, pour effectuer un retour en arrière et plonger artificiellement

Bourassa dans ses souvenirs... L'ouvrage comprend de jolies photos et comporte, non des erreurs proprement dites, mais des contresens d'appellation. Par exemple, l'auteur nomme « Assemblée nationale » ce qui était jusqu'en 1968 l'Assemblée législative du Québec. Quant à Louis Riel, il est présenté comme un Canadien français alors qu'il était chef métis. En outre, Bourassa parlait spontanément des Canadiens français, beaucoup moins de société *québécoise*.

L'ouvrage de Pierre Anctil, plus intéressant et plus sérieux, à l'image du *Devoir* lui-même, réunit et commente soixante éditoriaux marquants de la période où Bourassa en fut le directeur, de 1910 à 1932. Chaque éditorial est précédé d'une mise en contexte et l'ensemble, d'une excellente introduction qui synthétise l'évolution du journal pendant cette période. Sans précédent dans l'histoire journalistique, l'unité de pensée et d'action de Bourassa marque profondément le quotidien de son empreinte, contribuant à élever le niveau de conscience nationale de ses coreligionnaires. Les deux facettes du canadianisme de Bourassa ressortent clairement de la lecture de l'ouvrage. Sur le plan international, le Canada n'a aucune obligation légale ou morale concernant la protection de l'Empire britannique ; il n'est tenu qu'à la défense de son territoire. Bourassa combat donc le projet de marine de guerre canadienne (13^e éditorial), celui de la contribution à la flotte impériale (17^e éditorial), la coopération canadienne à la défense de l'Empire (22^e éditorial) et dénonce la menace de conscription obligatoire (25^e éditorial), tout en appelant au respect de l'ordre public après les émeutes du week-end pascal en 1918 (27^e éditorial). Sur le plan de sa composition interne, deuxième facette, la nation forme une totalité britannique, franco-anglaise : une égalité de droit absolue unit les deux « peuples fondateurs », ce qui implique que les minorités franco-catholiques ont droit à des écoles confessionnelles séparées, sur tout le territoire canadien (les 3^e, 5^e, 9^e, 15^e, 16^e, 21^e et 37^e éditoriaux). On voit alors s'ébaucher, au fil des éditoriaux, la lente prise de conscience que les Canadiens français du Québec sont mieux protégés que les autres contre l'intolérance de leurs compatriotes anglo-protestants. La réalité brute,

voire brutale, liée à la précarité des minorités franco-catholiques dans les provinces anglaises annoncent le futur morcèlement de la conscience canadienne-française et le recentrement identitaire autour des frontières québécoises.

Certaines positions du *Devoir* déçoivent inévitablement, parce qu'elles sont éloignées des valeurs actuelles ou parce qu'elles indiquent des combats d'arrière-garde. L'opposition de Bourassa au droit de vote des femmes est de celles-là : pour cet esprit hiérarchique, jugeant la réalité à partir d'un ensemble de valeurs interreliées, la seule égalité admissible est celle qui caractérise les nations devant la toute-puissance divine. Au Canada même, on l'a vu, les deux « peuples fondateurs » sont égaux en droit, bien qu'ils ne le soient pas en valeur. Mais, quand on pénètre l'être organique de la société, l'égalité n'a pas sa place, laquelle est occupée par la complémentarité fonctionnelle et l'étroite interdépendance des classes, des groupes, des genres et des individus (26^e, 32^e et 39^e éditoriaux). Autre position « décevante », la croissance du prolétariat industriel et celle plus générale de la population urbaine horrifient Bourassa, qui a une sainte aversion pour la « masse » – amas informe d'individus anonymes et sans qualité. Suivre le principe de la représentation politique en fonction de la population, c'est vouer le pays à l'instabilité permanente, les députés représentant alors des populations constamment changeantes et les comtés perdant en ville leur caractère d'entité morale et socioéconomique pour n'être plus qu'une transposition politique du nombre. Ici, c'est l'égalité de poids des votes qui n'a pas sa place (39^e, 43^e et 44^e éditoriaux). À défaut de suivre Bourassa, on admettra que ces positions sont cohérentes avec la vision d'ensemble mise en œuvre dans le journal. De plus, ce conservatisme social tenace laisse quand même place à un Louis Dupire, sensibilisant les lecteurs aux divers problèmes sociaux qui accablent Montréal : mortalité infantile élevée, insalubrité des logements et corruption des édiles (42^e, 45^e, 46^e et 54^e éditoriaux). La compilation inclut aussi des éditoriaux d'Omer Héroux (2^e, 6^e, 9^e, 11^e, 12^e, 14^e, 21^e, 33^e, 36, 40^e, 44^e, 47^e, 56^e, 57^e, 58^e, 59^e et 60^e éditoriaux), de Georges Pelletier (10^e et 51^e éditoriaux) et

d'Armand Lavergne (5^e éditorial) sur divers sujets de politique internationale, sur la France, la Palestine, l'Inde, l'Irlande, l'Allemagne ou la Louisiane, sur la culture française et aussi sur les difficultés financières du *Devoir*, dont on s'enorgueillit presque les jours d'anniversaire parce qu'elles sont inversement proportionnelles à l'engagement du journal à servir le bien public.

L'interprétation d'Anctil appelle quelques retouches mineures sur les rapports entre religion et politique, complexes et subtils chez Bourassa. Globalement les valeurs religieuses, comme le respect de l'autorité et l'obéissance, ont bien préséance dans sa pensée, mais cette posture admet paradoxalement une autonomie relative du domaine politique où la hiérarchie cléricale s'efface derrière la conscience individuelle, éclairée par la doctrine nationaliste. À ce niveau subordonné, les frontières politiques importent, de sorte que Bourassa n'assimile pas « sans distinction » (p. 35) les communautés franco-américaines et les Cajuns de la Louisiane aux minorités canadiennes-françaises des provinces anglaises. Ces dernières, seules, ont acquis le droit moral et politique, consacré dans la Constitution canadienne, à l'enseignement de leur langue et de leur religion. Et dans le même ordre d'idées, le combat des « Sentinellistes » lui paraît doublement illégitime par leur refus de l'autorité, qui contredit les lois du fonctionnement interne de l'Église catholique et les lois civiles de l'État du Rhode Island. De ce point de vue, la condamnation par Bourassa reste parfaitement conforme à sa position d'ensemble.

Enfin, Anctil parle avec raison de l'anglophilie qui imprègne la pensée de Bourassa, mais décrit à tort le mouvement d'humeur du directeur contre l'impérialisme (notamment dans le 23^e éditorial) en termes de « rupture profonde » (p. 171). En réalité, l'homme a toujours opéré une nette distinction entre l'Angleterre qu'il admire et l'Empire britannique, qu'il qualifie d'excroissance monstrueuse, acquis par la seule violence. La virulence des propos déchaînés contre l'Empire laisse ainsi intacte l'admiration des principes politiques incarnés par la Couronne britannique.

Quelques coquilles se sont glissées dans la transcription des éditoriaux où l'on trouve, par exemple, « volent » pour « votent » (p. 189), « bien » pour « rien » (p. 199), « ouvre » pour « œuvre » (p. 274), ou « jouter » pour « ajouter » (p. 282).

— Sylvie Lacombe
Département de sociologie
Université Laval

Sean Mills. *The Empire Within: Postcolonial Thought and Political Activism in Sixties Montreal*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, 303 p.

Dans *The Empire Within*, l'historien Sean Mills se penche sur une décennie de l'histoire du Québec que l'on aurait cru déjà bien disséquée : les années 1960. Mills trouve toutefois un filon peu exploré, en s'intéressant non pas tant à la Révolution tranquille qu'à ce qui se passait dans ses marges au sein des organisations radicales de gauche. L'originalité de cette recherche réside dans le dévoilement d'un fond idéologique commun à ces groupes, qui provenaient de divers horizons tout en étant, pour la plupart, issus d'une même ville : Montréal. En effet, tous ces militants sont fortement influencés par les théories de la décolonisation que développent des intellectuels comme Jacques Berque, Albert Memmi et Frantz Fanon. Mills s'applique ainsi à montrer comment un discours de la décolonisation québécoise a été élaboré au sein de la gauche montréalaise, puis repris par différents segments de la société afin de réfléchir sur leur condition particulière.

Cette monographie est divisée en deux parties, la première portant sur les années 1963 à 1968, période où est conceptualisé le discours de la décolonisation québécoise. Mills y décrit la situation de Montréal autour de 1960, ville fragmentée, traversée par les divisions économiques, ethniques et linguistiques, ville dont le triste décor mena plusieurs intellectuels à voir dans les théories anti-

colonialistes des outils pertinents pour réinterpréter la réalité les entourant et la situer dans ce qu'ils percevaient comme un vaste mouvement planétaire œuvrant à la libération totale de l'être humain. Mills souligne l'influence de Frantz Fanon sur les militants montréalais, sa pensée réconciliant sentiment d'aliénation nationale et convictions socialistes. Il présente par la suite les différents intellectuels qui articulèrent et diffusèrent les premiers l'idée de décolonisation québécoise, soulignant notamment l'apport de Raoul Roy et de la célèbre revue *Parti pris*. L'auteur relève deux grandes interprétations du colonialisme au Québec, précisant que celles-ci ont toujours coexisté et que chacune a eu son moment de gloire. Durant la première partie des années 1960, le Québec est davantage présenté comme une société dominée par le colonisateur anglais, vainqueur de la bataille des plaines d'Abraham, alors que durant la seconde moitié de la décennie, c'est plutôt le capital américain qui est vu comme responsable de l'asservissement du peuple québécois. La première partie de ce livre se termine par une réflexion à propos de l'impact sur la gauche montréalaise d'idéologies et de mouvements alors présents sur la scène internationale. Mills aborde l'influence de Jean-Paul Sartre et de Simone de Beauvoir, de même que la relation parfois difficile qu'entretenait la gauche québécoise avec une partie de la gauche française. Le pouvoir d'attraction de la révolution cubaine et de ses figures de proue, Fidel Castro et Che Guevara, est aussi analysé, de même que la fascination qu'exerçait le mouvement Black Power sur les activistes montréalais.

La deuxième partie de l'ouvrage porte sur les années 1968 à 1972, période où le discours de la décolonisation est repris par différents segments de la société, qui entre alors dans une phase de politisation et d'organisation. Certains groupes, dont la communauté noire de Montréal, discriminée tant par les francophones que les anglophones, retournent ce discours contre lui-même, exposant ainsi ses contradictions. Des organisations féministes radicales, comme le Front de libération des femmes du Québec (FLF), adaptent aussi le concept de décolonisation à leur lutte, en présentant les femmes

québécoises comme les victimes d'une oppression qui découle simultanément du colonialisme, du capitalisme et du patriarcat. Dans un chapitre portant sur la question linguistique, Mills montre notamment comment les activistes engagés dans les manifestations contre le Bill 63 et dans l'Opération McGill français utilisaient le concept de la décolonisation. L'auteur poursuit son étude par une réflexion sur l'organisation de comités de citoyens dans les quartiers défavorisés de Montréal et sur la radicalisation du mouvement ouvrier. Dans le même chapitre sont explorées les idées et les actions du Front de libération du Québec (FLQ), organisation que l'auteur présente comme une des nombreuses manifestations de la révolte populaire de l'époque, qui eut toutefois des conséquences éminemment dramatiques. Dans le dernier chapitre de cet ouvrage, il est question des événements entourant la grève générale de mai 1972, mais aussi des idées qui ont mobilisé plus de 300 000 travailleurs. Selon Mills, la grève générale de mai 1972 marqua l'apogée du discours de la décolonisation au Québec, un discours qui, miné par ses contradictions, perdit par la suite son caractère mobilisateur, s'effaçant devant la popularité grandissante des mouvements marxistes et du Parti québécois.

Dans cet ouvrage, Sean Mills poursuit plusieurs objectifs dont celui de montrer qu'il y avait des interactions entre les différentes organisations de gauche montréalaises, qu'elles partageaient une même « grammaire de la dissension », que les idées traversaient les frontières linguistiques et ethniques. L'atteinte de cet objectif constitue, selon nous, un des principaux apports de cette minutieuse recherche. Par ses nombreuses descriptions de lieux de rencontre comme l'Asociación Española, où l'avant-garde montréalaise pouvait côtoyer des anarchistes espagnols qui avaient quitté leur pays après la guerre civile, l'auteur rend concrètes ces interactions entre les divers intellectuels et militants radicaux, en nous les présentant dans leur quotidienneté. Mills donne aussi maints exemples de situations où les frontières ethniques et linguistiques furent traversées dans l'action, soulignant, entre autres, l'implication d'anglophones socialistes dans

l'Opération McGill français et la présence de nombreux activistes blancs aux côtés d'étudiants noirs lors de l'Affaire Sir George Williams, un événement méconnu dont l'auteur précise la portée locale et internationale. En exposant ces interactions, Mills nous permet d'avoir une vision plus complète, un portrait plus nuancé de la gauche montréalaise des années 1960 et de sa dynamique.

Il est aussi intéressant de noter que l'auteur s'applique à relever les paradoxes du discours étudié. Par cette critique serrée, Mills nous fait comprendre que ce discours ne pouvait survivre à ses propres incohérences. Dans presque chaque chapitre, Mills souligne le peu de place faite aux femmes, aux autochtones, aux immigrants et aux homosexuels au sein des organisations radicales, tant dans leur fonctionnement que dans leurs revendications. Cependant, en voyant revenir constamment les mêmes reproches, le lecteur ne peut que ressentir une impression de redite. Afin d'éviter ces répétitions, peut-être aurait-il été pertinent de réserver un chapitre à la présentation et à l'analyse de ces limites que partageaient la plupart des groupes radicaux d'ici.

Une petite interrogation concerne cette fois le chapitre sur la grève générale de 1972. Mills y affirme que cette gigantesque mobilisation fut le résultat d'un croisement entre des revendications liées au contexte local et un discours de la décolonisation qui, grâce à la vaste diffusion que reçurent les manifestes des trois centrales syndicales faisant front commun, n'était plus l'apanage de la gauche montréalaise. Pourrait-on avancer que les débrayages massifs et la contestation étudiante de Mai 1968 en France ont aussi constitué une source d'influence pour plusieurs militants impliqués? Certaines revendications, dont l'autogestion, sont communes aux deux mouvements ouvriers, et Mills lui-même souligne que des professeurs ont repris en mai 1972 un slogan soixante-huitard. Il aurait été pertinent, selon nous, de préciser la part d'influence de Mai 1968 sur les actions des travailleurs québécois impliqués en mai 1972 et ainsi donner un portrait plus complet de ses sources idéologiques. Cette réserve mineure ne diminue évidemment en rien l'apport

considérable de ce livre à notre compréhension du militantisme des années 1960 au Québec.

— *Mathieu Lavigne*
Centre culturel chrétien de Montréal

Georges Nicholson. *André Mathieu : biographie*, Montréal, Éditions Québec Amérique, 2010, 593 p.

Georges Nicholson s'est fait connaître des auditeurs de la défunte Chaîne culturelle de Radio-Canada en diffusant de nombreuses entrevues. C'est donc en tout état de cause que le pianiste Alain Lefèvre l'a choisi comme biographe « officiel » d'André Mathieu. Cette biographie possède tous les ingrédients pour susciter la curiosité du lecteur avide de détails. Arrive-t-elle pour autant à rejoindre les lecteurs et les chercheurs intéressés à l'histoire culturelle du Québec? C'est sous cet angle que nous tenterons de répondre à cette question.

Les citations exhaustives de la plupart des critiques, de la correspondance et des écrits du musicien ainsi que la bibliographie, la discographie et les annexes proposant l'inventaire des concerts et des œuvres (complètes et incomplètes) d'André Mathieu permettront au mélomane curieux et au chercheur de trouver matière à consultation. On déplore toutefois que plusieurs notes en bas de page n'aient pas été complétées par une recherche des documents originaux (titre du journal et dates précises), l'auteur se limitant trop souvent aux coupures de journaux colligées dans des spicilèges. On peut aussi s'étonner de cette exclamation de l'auteur après une citation : « C'est signé Schumann ! » (p. 95) puisqu'il s'agit ici de Maurice Schumann, homme politique français qui commença sa carrière comme publicitaire à l'agence Havas entre 1936 et 1939.

À la place d'une véritable introduction – où les travaux antérieurs (les biographies de Joseph Rudel-Tessier en 1976, d'André-Paul Asselin en 2003, de Marie-Thérèse Lefebvre en 2006 et les romans

de Lucille Jérôme et Jean-Pierre Wilhelmy en 1992 et d'Hélène de Billy en 2007) et les sources archivistiques auraient dû être présentés et critiqués, les témoins hiérarchisés selon leur crédibilité et le degré d'importance de leur information –, l'auteur propose plutôt un avant-propos qui sert de lieu aux remerciements. Suit une entrevue avec Alain Lefèvre qui oriente le propos de l'auteur. La prémisse sur laquelle repose l'édifice de cette recherche se résume ainsi : « Le Québec est un animal particulier qui n'aime rien tant que se retourner contre ses semblables et les réduire en charpie avec une rage qui parfois fait peur » (p. 11). Et, plus loin, cette autre envolée : « L'événement du pianothon [...] est le reflet de notre situation émotive en tant que nation à ce moment précis de notre Histoire » (p. 363). Mais, que signifient au juste ces coups d'épée ?

Difficile, dès lors, pour l'auteur de prendre un certain recul devant les sources utilisées. Il se rallie rapidement aux seules critiques enflammées des journaux et des agences de publicité et fronce les sourcils devant ceux « qui se font les dents sur celui que tous portent aux nues » (p. 149). Nous sommes ici devant des œuvres troublantes (p. 167) et des chefs-d'œuvre (p. 236, 376) et gare à celui qui osera nuancer ces affirmations.

Dans la perspective « de retrouver le vrai visage du compositeur-pianiste » (p. 11), l'auteur suit les traces du premier biographe de Mathieu (Joseph Rudel-Tessier) en prolongeant l'enquête jusqu'au décès du musicien. Il nous invite donc, dans la seconde moitié du livre, à suivre une descente aux enfers, livrant en pâture les détails les plus intimes. Soucieux d'éteindre certaines rumeurs, il en crée d'autres. Il affirme, par exemple, que « [l']alcoolisme était considéré comme la maladie des médecins » (p. 52-53). Ou encore, il interprète un texte. Ainsi, Mathieu, comme tous les artistes, avoue qu'il n'aime pas que les critiques lui reconnaissent une parenté en art, et l'auteur de conclure que, par cette affirmation, Mathieu se défendait contre une supposée rumeur voulant que son père ait été le véritable auteur de ses œuvres (p. 296, 558). Or nous ne trouvons aucune allusion à celle-ci dans l'étude de Nicholson.

Cette biographie est donc entièrement braquée sur André Mathieu, sa famille et le réseau des diverses personnalités rencontrées au cours de sa carrière. Nicholson en fait un cas d'espèce et oublie que son lecteur n'a aucune connaissance (ou très peu) de l'histoire de la musique de concert au Québec. Par exemple, où en est l'enseignement du piano à Montréal au moment où son père lui cherche un professeur? Il existe plusieurs institutions qui comptent dans leurs rangs des professeurs renommés dont, entre autres, Alfred Laliberté, Léo-Pol Morin, Auguste Descarries et Stanley Gardner. Même E. Robert Schmitz vient régulièrement à Montréal. Mais surtout, pourquoi ne cogne-t-il pas à la porte de la fameuse pédagogue Yvonne Hubert, élève de Cortot, qui enseignera à plusieurs générations d'excellents pianistes québécois? Il y a certainement une réponse à cette question (p. 341). Cette mise en contexte aurait informé le lecteur de toute une activité musicale peu connue.

Et puisque Mathieu est également compositeur, pourquoi ne l'a-t-il pas inséré dans l'histoire musicale des années 1930 à 1960 au Québec? Est-il un passeur? Représente-t-il le « chaînon manquant », le seul romantique moderne québécois du *xx^e* siècle? Est-il le « maillon » d'un courant plus large – les traditionalistes – dont les musicologues parlent très peu?

Si Nicholson ouvre un excellent chapitre sur le rapport de Mathieu à la modernité (p. 284-287, 332), il en fait cependant « l'unique » romantique moderne (p. 341), comme aimait à se qualifier le musicien, et le seul « représentant officiel du duplessisme musical » (p. 403). Or ce courant plus traditionnel avait (et a toujours) de nombreux adeptes qui ont revendiqué exactement la même esthétique. Mentionnons à la volée : Émiliano Renaud, Jean-Josaphat Gagnier, Alfred Laliberté, Eugène Lapierre, Auguste Descarries, Omer Létourneau, Conrad Letendre, Michel Perreault, Alexander Brott, Denis Bédard, Jean Châtillon... Ils ont écrit des centaines de partitions (la plupart jamais éditées). Ils sont tous plus ou moins oubliés. Il est vrai qu'aucun d'entre eux n'était enfant prodige!

Cécile Lebel, dont l'auteur cite le journal, est probablement celle qui a le mieux compris la musique d'André Mathieu : « Il était l'idole de toute une génération d'amateurs de belle musique » (p. 453). En approfondissant et en remettant cette expression dans son contexte, l'auteur aurait mieux cerné la pensée musicale de Mathieu et, ce faisant, aurait apporté une contribution importante à notre compréhension de l'histoire musicale de cette période.

Les nombreux compositeurs qui défendaient cette « belle musique » ont tous été contemporains d'un mouvement minoritaire avant-gardiste revendiquant haut et fort le droit à la création « avec les outils de son temps ». Les réactions ont parfois été violentes, et celles de Mathieu tout autant. Mais encore faut-il mettre ces débats en contexte.

Par exemple, l'auteur cite, hors contexte, deux lettres écrites en mai 1968. Or la première (p. 451) est publiée en réaction à un article de Roger Bédard sur « La situation actuelle au Québec » (12-18 mai), qui définit trois courants musicaux qui se partagent la scène musicale (les francs-tireurs, ceux qui assimilent les techniques d'aujourd'hui et ceux qui font de la musique bien faite, mais dépassée par la pensée actuelle). Mathieu, qui se sent classé dans le troisième groupe, réagit. La seconde lettre (p. 454-455), inédite, est écrite en réaction à un second article du même journaliste, intitulé « Serge Garant, musicien "engagé" » (26 mai-1^{er} juin) d'où le titre transformé par Mathieu : « musicien enragé ». Ce qui est intéressant dans cette lettre non publiée, c'est la motivation de l'auteur. Ce n'est pas parce que Mathieu est homophobe qu'il écrit « Mais, ne vous en faites pas, le ridicule ne tue pas » (p. 455), mais bien parce qu'il n'avait pas oublié que la seule critique de Garant publiée dans *L'Autorité* (18 décembre 1954) sur le pianothon de Mathieu avait été : « Non, le ridicule ne tue pas toujours. »

Malgré l'absence de ces mises en contexte, le livre plaira certainement au grand public pour sa qualité littéraire, et le chercheur aura désormais sous la main une grande partie des sources qui y ont presque

toutes été reproduites. Sera-t-il l'apologie souhaitée? L'Histoire le dira.

— Marie-Thérèse Lefebvre
Faculté de musique
Université de Montréal

Gillian Poulter. *Becoming Native in a Foreign Land: Sport, Visual Culture and Identity in Montreal, 1840-85*, Vancouver, UBC Press, 2009, 374 p.

La bourgeoisie anglophone de Montréal est en pleine croissance durant la seconde moitié du XIX^e siècle. L'un des moyens qu'elle privilégie afin d'organiser, de définir et d'affirmer son identité est de réinventer ses activités de loisirs. C'est dans ce contexte, affirme Gillian Poulter dans *Becoming Native*, que l'identité canadienne(-anglaise) se développe en milieu urbain à l'époque de la Confédération. En transformant les activités sportives et de loisirs, la bourgeoisie se définit elle-même comme « canadienne ». De plus, elle se fabrique une identité et adapte sa vie sociale en fonction de ce nouveau sentiment d'appartenance.

Poulter concentre son regard sur ce qu'elle appelle les manifestations sociales identitaires, ce qui lui permet de montrer que l'identité canadienne-anglaise se caractérise par plus de complexité et de durabilité que l'on pense généralement. L'analyse des loisirs organisés comme producteurs de l'identité permet de comprendre cette identité canadienne qui existait hors des structures de l'État et qui dépendait plutôt de marqueurs culturels visibles dans les manifestations de la vie sociale.

L'étude de Poulter porte, tout particulièrement, sur les sports et les activités récréatives d'origine autochtone, populaires auprès des Montréalais. Ces activités n'exprimaient pas seulement une identité conforme aux normes de respectabilité de la classe supérieure, mais elles exprimaient aussi une identité dite « canadienne ». L'analyse de

Poulter repose sur l'utilisation de documents à la fois visuels et textuels. Cette approche constitue un bon choix pour l'élaboration de son hypothèse et lui permet de développer un argument novateur.

L'auteure porte d'abord son regard sur la raquette, un sport né de l'hiver canadien et qui utilise un outil de transport originellement développé par les autochtones, puis adopté par les colons français et britanniques. Cette activité est codifiée pour devenir un sport compétitif et donne naissance à des associations telles le *Montréal Snowshoe Club*, fondé en 1843. Ces clubs organisent des courses et des défilés, encadrés par des règlements qui correspondent à l'éthique sportive britanno-canadienne. L'évolution du sport et de la culture de la raquette est dominée par des clubs de l'élite sociale anglophone au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle. Ce sport se révèle particulièrement populaire auprès de nouveaux immigrants des îles britanniques ou de Montréalais anglophones nés au Canada. Les Canadiens français et les Amérindiens sont tenus à l'écart des clubs de raquetteurs.

Les clubs régissent et organisent les sports, comme la raquette ; ils en codifient les règlements, établissent des critères d'adhésion et organisent des compétitions. L'élément visuel compte pour beaucoup et les clubs se donnent un costume. Le capot blanc, la tuque, les cuissardes, la ceinture et les mocassins confèrent aux joueurs une apparence « canadienne » (p. 31). Les règlements des clubs déterminent les couleurs et les insignes autorisés.

Le deuxième chapitre de *Becoming Native* analyse la chasse comme activité identitaire. En 1866, William Notman publie une série de photographies intitulée *Cariboo Hunting in Canada*. Ces images visent à présenter à un public international le stéréotype du chasseur du Nord, une fiction culturelle définissant et légitimant l'appartenance à la nation en se basant sur ses racines culturelles et sur la continuité avec le paysage et la culture indigène (p. 66). Ces images ainsi que celles de deux autres séries de chasse canadienne vendues par le photographe Notman montrent un territoire conquis par la force civilisatrice des Canadiens d'origine britannique. Les

Canadiens français et les autochtones sont relégués dans ces images aux rôles subalternes de guides de chasse ou de serveurs. L'autorité repose entièrement sur le personnage du chasseur. L'illustration de la page couverture de l'ouvrage est une belle démonstration des relations de pouvoir présentes dans les photos de Notman : le colonel Rhodes pose avec son guide agenouillé face à lui, tenant la corde d'une traîne sauvage. La main gauche du colonel est posée sur son échine courbée, alors que le chasseur regarde au loin. Le Canadien anglais se pose ainsi en conquérant du territoire et du peuple, au milieu du paysage canadien.

Comme la raquette, la crosse trouve ses origines chez les autochtones. Le troisième chapitre explore les modifications de la crosse, qui passe de sport autochtone à « sport national du Canada ». Cette transformation est le résultat du travail des clubs de raquette, en particulier de W. George Beers, qui promeuvent ce sport afin d'en faire un symbole national. Beers uniformise les règles du jeu et crée une mythologie ancrée dans ses origines amérindiennes, tout en justifiant son rôle dans la société anglo-canadienne. La crosse devient un sport de propagande, présenté à l'étranger comme représentation de l'identité canadienne. Elle devient aussi un instrument d'identification lors de tournées en Europe au cours desquelles des orateurs parrainés par le gouvernement canadien prononcent des conférences.

Le quatrième chapitre aborde le traîneau, que l'auteure présente comme le plus accessible de tous les sports indigènes (p. 163). Cette activité, contrairement aux autres, pouvait être pratiquée par les femmes et les enfants. De plus, la participation à ce sport, en apparence moins réglementé, était accessible à des gens moins fortunés. Néanmoins, à l'instar des autres sports présentés par Poulter, le traîneau est aussi transformé et utilisé à des fins nationalistes, même si cela était moins apparent au premier regard. Par exemple, alors que sa pratique ne requerrait en fait que l'usage d'un traîneau et une colline, la construction de pentes artificielles ou de glissoires visait à rendre l'expérience plus excitante, mais pouvait aussi en limiter l'accès.

Les carnivals d'hiver de Montréal, organisés durant les années 1880, par les mêmes hommes des élites anglophones responsables de la codification de la raquette et de la crosse, servent aussi à représenter l'identité « canadienne » auprès d'un public élargi : les touristes étatsuniens et les lecteurs de journaux illustrés. Les performances sportives, les costumes et les événements comme les batailles de boules de neige et la construction d'un château de glace servent de marqueurs identitaires publics.

Poulter souligne que la présentation de ces sports indigènes atteste d'un dialogue sur l'identité entre les élites anglophones et les autochtones. Cependant, l'adoption de sports d'origine autochtone par les élites anglo-canadiennes conduit à la marginalisation des autochtones. Alors que leur participation dans ces sports est encouragée, leur talent naturel pose problème. Les règlements établis par les clubs visent à limiter le succès des participants autochtones. L'imposition de règlements et d'équipements déterminés forcent les joueurs autochtones à pratiquer ces activités hors du contexte traditionnel, les amenant à se comporter selon des règles définies par les Blancs (p. 126). Les quatre premiers chapitres montrent de manière convaincante comment l'adoption puis la recreation de sports indigènes par les Montréalais anglophones en font des symboles d'une identité nationale qui se veut « canadienne ».

Le cinquième chapitre élargit la perspective de l'auteure en abordant les problèmes nationaux qui se posent à la suite de la rébellion du Nord-Ouest en 1885. La couverture journalistique de la répression de la rébellion et du procès de Louis Riel illustre également l'imposition d'une identité nationale par les Canadiens de langue anglaise. Conquérants de l'ouest du pays, ces « vrais Canadiens » montrent à la fois leur supériorité face aux Britanniques et aux autochtones.

Poulter base son analyse du conflit du Nord-Ouest sur la présentation visuelle qui en est faite dans le journal torontois *Illustrated War News*. Celui-ci met en scène les batailles entre les autochtones et les forces du gouvernement canadien au moyen d'illustrations et de

lithographies. Le journal ne présente pas tant la réalité du conflit que les buts et les perceptions des lecteurs du journal. Les soldats canadiens y sont présentés comme plus disciplinés et ordonnés, alors que les autochtones, au contraire, sont vus comme sauvages et désordonnés. Ces images renforcent le mythe national qui se développe autour du conflit. Cette analyse est fort intéressante, même si elle ne se situe pas strictement à Montréal. De plus, comme pour les autres chapitres du livre, l'analyse repose essentiellement sur des représentations visuelles. Ici, toutefois, ces illustrations représentent moins un exemple de la formation d'une identité, que la manifestation d'idées déjà établies. Malgré tout, ce chapitre ajoute un élément incontournable, celui du contexte politique dans lequel se développent les discours identitaires autour du sport organisé à Montréal. Ainsi trouve-t-il sa place dans la démonstration de l'auteure.

L'analyse des sources visuelles concernant les sports et la culture associative de Montréal que présente Poulter ouvre une nouvelle perspective sur le rôle identitaire des élites anglo-montréalaises dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Elle montre que les anglophones de Montréal créent une identité dite « canadienne » dès avant la Confédération et qu'ils la mettent en valeur par des manifestations sociales identitaires. Son analyse détaillée et équilibrée intègre avec succès des sources visuelles et textuelles. Le sujet est développé de manière logique et claire, et l'auteure fait montre de rigueur. Il s'agit là d'une importante contribution à l'historiographie concernant le discours identitaire au Canada, qui élargit ce champ d'étude au-delà de la division souvent trop rigide posée entre le Québec et le reste du pays.

— Gillian I. Leitch
CDCI Research Inc.

Traduction : Stéphane-D. Perreault

Antoine Boisclair. *L'École du regard : poésie et peinture chez Saint-Denys Garneau, Roland Giguère et Robert Melançon*, Montréal, Fides, 2009, 426 p.

« Débarrasser la vision des mots, des idées, de la pensée ; retrouver le regard du premier matin du monde qui permettrait de simplement voir *ce qui est*. » Ces mots, les premiers d'Antoine Boisclair, donnent le ton à cet imposant ouvrage résultant de sa thèse de doctorat. Cette ambition, voire ce leitmotiv que partagent les écrivains du xx^e siècle, particulièrement ceux qui espèrent retisser le lien (rompu) entre le visible et le dicible pour pouvoir « mieux voir par la parole » (p. 12), Boisclair se l'approprie afin de rendre compte « des inflexions modernes de l'*ut pictura poesis* » (p. 37). À travers la lecture, principalement, mais non exclusivement, des dialogues poétiques et théoriques qu'entretiennent les poètes Hector de Saint-Denys Garneau, Roland Giguère et Robert Melançon avec la peinture, l'auteur réussit à brosser un portrait détaillé des processus de vision (ou modes de visibilité) qui ont marqué leur époque respective. En allant au-delà du lieu commun postulant que « les peintres ont tracé la voie aux écrivains » (p. 18), Boisclair analyse l'articulation des liens entre le *voir* et le *dire* que proposent certains poètes québécois et qui ont contribué au développement de nouvelles esthétiques.

L'ouvrage est divisé en trois parties, trois parties correspondant aux trois régimes de visibilité : « apprendre à voir », « donner à voir » et « faire voir » que constitue cette « école du regard » et qui sont exemplaires, pour les années 1920-1930, du renouveau du paysage canadien ; pour les années 1948-1960, des nouvelles esthétiques nées autour et à la suite du *Refus global* ainsi que des années 1980-2000 durant lesquelles cohabitent plusieurs esthétiques dont le seul point commun est le rejet de la tradition de rupture qui sous-tend toute la période moderniste.

Dans la première partie, consacrée à Saint-Denys Garneau, l'auteur nous présente l'« apprendre à voir » par un bref aperçu sur le dialogue qu'entretient la poésie canadienne-française avec la

peinture, depuis *Tableau de la Cataracte de Niagara* de Joseph Mermet, paru dans le *Spectateur* en 1815, jusqu'à *Fleur de gel* de René Chopin, publié en 1913. Toutefois, et Boisclair en fait la démonstration, quoique les poètes évoluant sur le territoire québécois aient toujours eu un intérêt pour la peinture et l'acte de peindre, la réflexion qu'ils ont menée n'a laissé à la postérité rien de « substantiel ». C'est donc avec le questionnement de Saint-Denys Garneau que s'amorce réellement dans le Québec francophone le dialogue entre le *dire* et le *voir*, ou, plus justement dans le cas de Saint-Denys Garneau, entre le *voir* et le *dire*, puisque, comme en témoignent les textes invoqués par Boisclair, l'éducation du regard chez l'auteur de *Regards et jeux dans l'espace* passe d'abord par l'interrogation sur l'acte de peindre et sa matérialité. En cela, le poète s'est largement nourri autant des œuvres de peintres tels Maurice Cullun, Edwin Holgate et Louis Muhlstock, que de celles de Paul Cézanne et d'Henri Matisse, que des discours sur l'art du philosophe Jacques Maritain, de l'historien de l'art Élie Faure et, plus près de nous, du critique d'art Henri Girard. Ce qui explique sans doute que, malgré sa volonté de renouvellement dans la manière de voir, faisant de lui un moderne, Garneau reste attaché à la représentation d'un sujet concret. Il n'en demeure pas moins, cependant, que son désir d'« éduquer » son regard (et celui de l'élite) aura ouvert la voie à l'« apprentissage » du *voir*, ce qui nous amène à la deuxième période de l'« École du regard ».

Poursuivant son analyse du rôle du regard dans la conception de nouvelles esthétiques, Boisclair met en évidence le fait que le régime de visibilité que développe Roland Giguère, sans rompre totalement avec son prédécesseur, vise non plus l'apprentissage du regard par l'intermédiaire de l'espace de la nature, mais plutôt par l'exploration des « territoires intérieurs de l'imaginaire » (p. 46). Cette place importante accordée à l'expression de l'inconscient permet donc de « donner à voir » la part de l'invisibilité sur laquelle le regard ne s'est pas encore posé (p. 203), part de l'invisibilité que le phénomène Jean-Luc Marion a conceptualisée sous le terme de l'« invu ». De même, Boisclair le souligne, l'introspection de l'être

qui marque la production tant poétique que picturale de Giguère aura permis de briser « la censure exercée par la conscience sur le visible » (p. 47), qui était encore présente dans la manière de voir de Saint-Denys Garneau. Dans cette deuxième partie consacrée au « donner à voir », l'auteur de *L'École du regard* met aussi en lumière l'apport des poètes Alain Grandbois, Gilles Hénault, Claude Gauvreau et Éloi de Grandmont, de même que celui de l'historien d'art Maurice Gagnon, qui ont précédé Giguère dans la formulation de cette manière de regarder. Il y est aussi question de la dette de l'artiste envers le surréalisme, que ce soit à travers l'œuvre de Paul Éluard ou celles d'Alfred Pellin et d'Albert Dumouchel. Toutefois, et l'on voit là toute la finesse de l'étude, Boisclair rappelle que le dialogue entre le dicible et le visible par un « illumineur » tel que Giguère, et qui marque un tournant dans la compréhension identitaire du sujet à travers le regard, est largement décrié par certains poètes, telle Fernande Saint-Martin, de même que par les Plasticiens et les Néo-Plasticiens pour qui le seul *voir* possible se trouve dans le matériau utilisé, les formes et les structures de l'œuvre.

Cette étude des inflexions modernes qu'ont données les poètes québécois à *l'ut pictura poesis* se conclut avec le parcours de Robert Melançon. Dans cette troisième partie, il est largement question du « faire voir », celui de l'essence même des choses ou, pour employer les mots de Boisclair, de « ce qui est ». Toujours selon Boisclair, le projet esthétique que précise Melançon s'inscrit à la suite du regain d'intérêt que suscite la phénoménologie, à propos notamment de l'apparition et de l'essence des choses. Il emprunte aussi la voie tracée par les poètes Robert Marteau, Fernand Ouellette et Jacques Brault pour qui il importait « de renouer avec le sens et la présence » (p. 313) du sujet. On ne s'étonne donc pas de constater que l'auteur de *Peinture aveugle* et de *Le dessinateur* se soit intéressé à l'immédiateté et à la quotidienneté des choses que l'œil, qui avait pourtant été habitué à sonder les profondeurs de l'être, ne voit plus. Se distanciant de l'esprit de révolte qui accompagne l'œuvre de Giguère et, dans une moindre mesure, celle de Saint-Denys Garneau, le régime de visibilité de

Melançon s'ancre dans la réalité concrète et affiche un certain plaisir de vivre. En fait, comme l'affirme Boisclair, la manière de voir de Melançon « vise moins à "réinventer le monde" qu'à mieux l'habiter » (p. 390).

En se proposant d'examiner de quelle façon la peinture fait œuvre d'« école du regard » chez les poètes québécois du xx^e siècle, Antoine Boisclair offre ici plus qu'« une étude d'envergure sur l'histoire de la relation entre la poésie québécoise et la peinture » (p. 19). Il fait la démonstration que le dialogue entre le *dire* et le *voir* que tiennent les poètes québécois rend compte du caractère distinct de l'esthétique québécoise, et cela, tout en s'inscrivant dans le parcours de l'*ut pictura poesis*, depuis Horace, qui conçoit « la poésie [...] comme une peinture », jusqu'à ses inflexions modernes suscitées à la suite de la critique systématique développée par Lessing dans son *Laocoon*. Convoquant autant les théories sémiologiques, les études sur la perception que la phénoménologie, Boisclair fait ressortir un à un les enjeux littéraires et philosophiques qui témoignent de la volonté des Garneau, Giguère et Melançon de « mieux voir par la parole » (p. 12).

Ce qui distingue *L'École du regard* de tant d'autres ouvrages abordant la question du rapport entre l'image et le texte est sans doute le fait que l'auteur ne s'est pas contenté de mettre au jour les points de rupture ; il a également tenu compte de la prégnance des références picturales qui ont ponctué l'énonciation du discours des poètes québécois, depuis l'époque de *La Relève* (1934) jusqu'au *Paradis des apparences* (2004). Bref, il s'agit là d'une étude remarquable, d'un « regard » qui, quoique découlant d'une perspective littéraire, nous « donne à voir » un Québec moderne qui, tour à tour, a pris conscience du territoire occupé, de la profondeur de son être et de sa relation avec le monde. À lire et à relire pour en découvrir toute la subtilité.

— France St-Jean
Historienne de l'art
Chercheure indépendante



RECHERCHES SOCIOGRAPHIQUES

*Revue pluridisciplinaire
exclusivement consacrée à l'étude
de la société québécoise et du Canada français*

Recherches sociographiques, Faculté des sciences sociales, Département de sociologie
1030, av. des Sciences-Humaines, bureau 3465, Université Laval, Québec QC G1V 0A6
Téléphone : 418-656-3544 • Télécopieur : 418-656-7390 • rechsoc@soc.ulaval.ca

Paiement en ligne : www.soc.ulaval.ca/recherchessociographiques/

DANS CHAQUE NUMÉRO

Des études empiriques inédites sur des sujets très variés
Des essais critiques pour stimuler les débats et la réflexion théorique
Des comptes rendus couvrant systématiquement l'essentiel des parutions récentes
Des approches pluridisciplinaires de l'histoire à l'économie,
en passant par la sociologie, la science politique et la littérature



ABONNEMENT À

MENS

Revue d'histoire intellectuelle et culturelle

La revue *Mens* est vouée à l'étude de l'histoire intellectuelle et culturelle de l'Amérique française. Elle paraît sur une base semestrielle, les printemps et automne de chaque année. Pour s'abonner, il suffit de remplir ce bon et de l'envoyer avec son paiement à l'adresse suivante :

Revue *Mens*
CRCCF
Université d'Ottawa
Pavillon Morisset
65, rue Université, pièce 040
Ottawa (On) K1N 6N5

Nom, Prénom / Institution

Adresse

Ville

Province / État

Code postal

Courriel

Téléphone

Type d'abonnement

- ☐ Étudiant (20 \$)
- ☐ Étudiant – 2 ans (35 \$)
- ☐ Régulier (25 \$)
- ☐ Régulier – 2 ans (45 \$)
- ☐ Régulier – étranger (40 \$ USD)
- ☐ Soutien (50 \$ ou autre ____ \$)
- ☐ Institution (35 \$)
- ☐ Institution – étranger (45 \$ USD)

Paiement par chèque libellé à l'ordre de
Revue *Mens*

☐ Cochez pour obtenir un reçu

